

Recherches sociographiques



La modernisation de l'historiographie et l'émergence de l'histoire sociale

Fernand Ouellet

Volume 26, numéro 1-2, 1985

Situation de la recherche sur le « Canada français », 1962-1984 I

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/056132ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/056132ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Ouellet, F. (1985). La modernisation de l'historiographie et l'émergence de l'histoire sociale. *Recherches sociographiques*, 26(1-2), 11-83.
<https://doi.org/10.7202/056132ar>

Résumé de l'article

Assumée par un personnel laïcisé et professionnalisé, l'historiographie québécoise des vingt-cinq dernières années a élargi ses perspectives idéologiques, multiplié ses domaines de recherche et contracté de nouvelles alliances avec les autres disciplines. La mutation d'une histoire nationaliste traditionnelle vers une histoire sociale davantage scientifique s'est effectuée en deux directions: développement d'une histoire sociale appuyée sur l'économique et centrée sur le concept de classes ; émergence d'une histoire socioculturelle qui privilégie l'idée de communauté. L'un et l'autre courant entraîne le renouvellement des anciennes questions (infériorité économique des Canadiens français; histoire politique, histoire religieuse, histoire des idées...) en même temps que l'ouverture de nouveaux secteurs (agriculture et féodalité, industrialisation et classe ouvrière ; démographie et géographie historique, histoire urbaine, histoire des sciences, histoire des femmes...). S'appuyant sur une prise de vue quantitative des transformations dans la production, l'article passe en revue, sous ces divers thèmes, le contenu des œuvres.

LA MODERNISATION DE L'HISTORIOGRAPHIE ET L'ÉMERGENCE DE L'HISTOIRE SOCIALE

Assumée par un personnel laïcisé et professionnalisé, l'historiographie québécoise des vingt-cinq dernières années a élargi ses perspectives idéologiques, multiplié ses domaines de recherche et contracté de nouvelles alliances avec les autres disciplines. La mutation d'une histoire nationaliste traditionnelle vers une histoire sociale davantage scientifique s'est effectuée en deux directions : développement d'une histoire sociale appuyée sur l'économique et centrée sur le concept de classes ; émergence d'une histoire socio-culturelle qui privilégie l'idée de communauté. L'un et l'autre courant entraîne le renouvellement des anciennes questions (infériorité économique des Canadiens français ; histoire politique, histoire religieuse, histoire des idées...) en même temps que l'ouverture de nouveaux secteurs (agriculture et féodalité, industrialisation et classe ouvrière ; démographie et géographie historique, histoire urbaine, histoire des sciences, histoire des femmes...). S'appuyant sur une prise de vue quantitative des transformations dans la production, l'article passe en revue, sous ces divers thèmes, le contenu des œuvres.

En 1962 avait lieu à l'Université Laval le premier colloque de *Recherches sociographiques* qui portait sur la « Situation de la recherche sur le Canada français ». À cette occasion, en tant que contributions particulières à un diagnostic général sur la pratique des sciences de l'homme dans le milieu québécois, le professeur Albert Faucher et moi-même avons été chargés de couvrir, dans des communications séparées, le champ de la recherche historique, à l'exception de celle sur la Nouvelle-France.¹ À la fin de cet exercice

1. A. FAUCHER, « L'histoire économique de la province de Québec jusqu'à la fin du XIX^e siècle » et F. OUELLET, « L'étude du XIX^e siècle canadien-français », dans : F. DUMONT et Y. MARTIN (éds), *Situation de la recherche sur le Canada français*, Québec, PUL, 1962 : 45-53 et 27-42.

d'évaluation, qui tenait compte des connaissances accumulées, des préoccupations idéologiques aussi bien que des engagements théoriques et des méthodes, il avait bien fallu se rendre à l'évidence et conclure, chacun de nous mettant l'accent sur des points spécifiques, que, même si un changement majeur était en cours, l'historiographie traditionnelle maintenait encore jusqu'à un certain point son emprise sur la pratique historique. En effet, celle-ci, tout en entretenant des liens moins absolus qu'autrefois avec l'idéologie nationaliste ultramontaine, continuait de privilégier en grande partie une histoire narrative, centrée sur le politique, la biographie et la religion, à tel point que des domaines aussi percutants que l'histoire économique, démographique, sociale, culturelle et mentale n'avaient reçu de la part des historiens qu'une attention fort secondaire. Il faut dire que cette situation prévalait au moment où, depuis plusieurs décennies, l'historiographie de la plupart des pays occidentaux était solidement engagée sur la voie du changement.²

Depuis ce temps, statistiquement ou autrement, ce diagnostic a été confirmé de multiples façons. Ainsi, jusqu'en 1963, dans les *Mémoires de la Société royale du Canada (M.S.R.C.)*, publiés depuis 1888, et dans la *Revue d'histoire de l'Amérique française (R.H.A.F.)*, fondée en 1947, le pourcentage des articles rédigés par des francophones sur des sujets valorisés depuis toujours et présentés à partir des perspectives idéologiques anciennes décline sans doute au fil des décennies, mais il se maintient quand même constamment au-dessus de 65%. Pour mieux illustrer une dominance aussi prolongée des préoccupations traditionnelles, notons qu'entre 1947 et 1963, en étant le plus généreux possible sur les critères utilisés, les articles consacrés à l'histoire économique dans la revue dirigée par Groulx ne représentent pas plus de 4% des textes publiés.³ Ce chiffre est à peine inférieur au pourcentage des thèses de doctorat et de maîtrise soutenues au Département d'histoire de l'Université de Montréal pendant la même période: seulement 6 sur 102 (5.9%) traitent d'une façon ou d'une autre d'histoire économique. Les chiffres concernant l'histoire de la population sont encore plus bas.⁴

2. J. GLÉNISSON, *Vingt-cinq ans de recherche historique en France, 1940-1965*, Paris, C.N.R.S., 1965, 2 vols. J. LE GOFF, R. CHARTIER et J. REVEL, *La Nouvelle Histoire*, Paris, R et Z, 1978. G. BARRACLOUGH, *Tendances actuelles de l'histoire*, Paris, Flammarion, 1980. H. COUTEAU-BÉGARIE, *Le phénomène « Nouvelle Histoire ». Stratégie et idéologie des nouveaux historiens*, Paris, Economica, 1983. F. OUELLET, « La philosophie de l'histoire et la pratique historique d'hier et d'aujourd'hui », dans: D. CARR et al. (éds), *La philosophie de l'histoire et la pratique historique d'aujourd'hui*, Ottawa, Éditions de l'Université d'Ottawa, 1982: 215-234.

3. F. HARVEY et P.-A. LINTEAU, « L'évolution de l'historiographie dans la *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 1947-1972 », *R.H.A.F.*, XXVI, 1972: 163-183. F. OUELLET, « L'émergence dans le Canada du XX^e siècle de l'histoire comme science sociale », *M.S.R.C.*, 4^e série, XX, 1982: 35-81, (aperçus quantitatifs sur trois publications: *R.H.A.F.*, 1947-1980, *M.S.R.C.*, 1882-1980 et *C.H.R.*, 1920-1980).

4. Voir: *R.H.A.F.*, XX, 1966: 515-521.

Au Canada anglais, malgré le caractère laïque bien établi du personnel historien, malgré le mouvement de professionnalisation de la discipline, qui avait commencé au début du siècle, et en dépit de l'existence d'un fort courant d'histoire économique affirmé depuis 1920 mais s'affaiblissant d'une façon prolongée au lendemain du second conflit mondial, un phénomène similaire peut aussi être observé en ce qui concerne l'attrait pour l'histoire politique et la biographie. Pour comprendre l'importance de ces tendances, il faut parcourir les deux principaux périodiques d'histoire lancés au cours de la décennie 1920-1930 : la *Canadian Historical Review* (C.H.R.) et le rapport annuel de la *Canadian Historical Association* (C.H.A.A.R.).⁵

Jusqu'en 1963, l'historiographie québécoise était donc restée, dans l'ensemble, politique et cléricale, non seulement dans son contenu mais, tout autant, dans son personnel. Car, depuis le XIX^e siècle, le groupe des historiens s'était surtout recruté parmi les clercs, dont la grande majorité étaient d'origine rurale, et parmi des politiciens et des fonctionnaires qui, pour la plupart, venaient des villes.⁶ Parmi ces historiens, les clercs avaient toujours été fort actifs et ils avaient même depuis 1860 exercé une sorte de *leadership*. Ainsi, chez les auteurs québécois qui, de 1942 à 1961, publièrent dans les *M.S.R.C.*, la proportion des clercs diminue, il est vrai, de 20% par rapport aux deux décennies précédentes mais elle demeure quand même à un niveau élevé : plus de 38% des auteurs. Ces données correspondent en gros à celles qu'on obtient en relevant les occupations principales de ceux qui signent des articles dans la *R.H.A.F.* de 1947 à 1963.⁷ On ne peut par conséquent se surprendre de constater que les amateurs aient exercé une domination tellement durable sur la discipline. Ce qui veut dire que le mouvement de professionnalisation des historiens déclenché par la fondation des Instituts d'histoire de Laval et de Montréal n'avait pas encore produit tous ses résultats, si bien que, de 1947 à 1963, les historiens amateurs constituent encore plus de la moitié de ceux qui alimentent en articles la revue de Groulx. Notons enfin que cette historiographie était pratiquée dans une proportion de 90% à 95% par des hommes. Pas étonnant dans ces conditions que le mouvement de modernisation de l'historiographie, amorcé vers 1945 et dont le rythme s'accélère vingt ans plus tard, ait dès lors pris l'allure d'une sorte de révolution qui devait toucher à tous les aspects du travail historien : le personnel, les arrière-plans idéologiques, les champs d'intérêt et les méthodologies.

5. F. OUELLET, « L'émergence... », *op. cit.* [note 3]; en particulier pp. 74-81.

6. F. OUELLET, « La tradition révolutionnaire au Canada. À propos de l'historiographie des insurrections de 1837-1838 dans le Bas-Canada », (texte à paraître avec tableau statistique construit à partir du *Dictionnaire pratique des auteurs québécois*, de R. HAMEL, J. HARE et P. WYCZYNSKI, Montréal, Fides, 1976).

7. F. OUELLET, « L'émergence... », *op. cit.* [note 3], p. 42.

Cette mutation, qui reflète d'assez près la transformation de la société québécoise elle-même, ne pouvait s'accomplir, dans la mesure où les clercs et les amateurs avaient donné le ton à l'historiographie, sans un réaménagement du personnel historien. Vu sous cet angle, le changement fut plutôt brutal. C'est assurément le cas du mouvement de décléricalisation, en marche douce depuis assez longtemps, qui, dès lors, progresse fort vite. Même si, dans le *Dictionnaire pratique des auteurs québécois*, paru en 1976, on ne tient compte que des historiens nés entre 1911 et 1942, on est quand même en mesure de saisir l'ampleur considérable de ce phénomène. En effet, dans ce groupe formé des historiens les plus productifs et les plus influents, les clercs ne sont déjà plus qu'une faible minorité (15%) qui ne cesse de fondre. À tel point qu'aujourd'hui cette évolution pourrait sembler terminée. Parmi les 966 auteurs dont nous avons relevé les œuvres jusqu'en 1983 pour les fins de la présente étude, on ne trouve en tout que 25 clercs, soit un pourcentage de 2%.⁸

On peut déjà voir en cela l'émergence d'un nouveau type d'historien. Devenant plus laïque peut-être que la société dans laquelle il vit, l'historien formé dans ce nouveau contexte social se recrute beaucoup plus qu'autrefois dans les milieux urbains dont il épouse plus qu'adéquatement sur ce plan le caractère. Cela n'en fait pas pour autant un fils de prolétaire. Car, bien loin de le prolétariser, l'évolution des vingt dernières années a plutôt contribué, tout en le sensibilisant à l'existence des milieux populaires, à affermir ses liens avec les nouvelles couches de la petite et de la moyenne bourgeoisie. Dans les circonstances, on comprend que, jusqu'à maintenant, il se soit révélé plus spontanément attentif à la question nationale qu'à la question sociale. Ajoutons que l'entrée croissante des femmes dans les études et l'enseignement supérieurs a eu aussi pour effet de modifier sa physionomie. De plus en plus souvent, l'historien québécois, comme son collègue d'ailleurs, est une femme : 160 (16.6%) dans notre groupe de 966 auteurs. Il ne fait pas de doute qu'à cet égard, le changement est non seulement rapide mais qu'il est appelé à se poursuivre à un rythme accéléré. En effet, ces 160 femmes se répartissent ainsi quant à la date de soutenance de leur thèse de maîtrise ou de leur première publication : 6 nouveaux auteurs féminins de 1960 à 1964 ; 31 de 1965 à 1969 ; 40 de 1970 à 1974 ; 43 de 1975 à 1979 et 40 de 1980 à 1983. Qui, connaissant ces faits, oserait prétendre que le développement après 1970 d'un courant historiographique centré sur l'histoire des femmes n'eut rien à voir avec cette évolution et le contexte social qui en est le principe premier ?

Cette analyse serait incomplète si on oubliait d'insister sur le fait que le mouvement de professionnalisation du groupe des historiens, engagé il y a quarante ans, a maintenant réalisé toutes ses possibilités, de sorte que les amateurs qui œuvrent dans le champ historiographique sont là pour y rester

8. Voir les sources au bas du tableau 1.

mais dans une position marginale. À partir de là, on ne saurait pour autant prétendre que l'historien professionnel, sûr de lui-même, sera désormais le seul maître de son territoire. Il est vrai qu'au fil des ans il a eu de plus en plus tendance à définir sa discipline comme une science sociale et, par conséquent, à modifier peu à peu ses attitudes en ce qui concerne les perspectives théoriques, l'utilisation de modèles et le recours aux méthodes quantitatives. C'est précisément au moment où les historiens développaient cet attrait pour les disciplines voisines que, de leur côté, les spécialistes des sciences sociales éprouvèrent de plus en plus le besoin de perspectives historiques. Tout cela ne saurait, de part et d'autre, être porté au seul compte du besoin d'interdisciplinarité, puisque cette rencontre illustre tout autant la similarité des rapports que les uns et les autres entretiennent, par l'entremise du passé, avec le présent : l'univers des engagements sociaux et des idéologies. À ce niveau, la question nationale et la question sociale ont la même puissance préoccupante et la même pesanteur pour tous également quand il s'agit de procéder à une explication scientifique ou de se livrer à des approximations.

Afin de mieux dégager l'ampleur de la mutation, nous avons regroupé pour ces vingt-cinq ans les auteurs d'écrits historiques selon leur spécialité

TABLEAU 1

Discipline première des auteurs de thèses soutenues, articles ou livres à caractère historique, depuis 1960.

| DISCIPLINE | N | % |
|---|-----|------|
| Histoire | 622 | 64.4 |
| Géographie | 51 | 5.3 |
| Droit | 20 | 2.1 |
| Études littéraires, linguistique, art | 22 | 2.3 |
| Éducation | 11 | 1.1 |
| Sciences religieuses | 5 | 0.5 |
| Sciences sociales : | 230 | 23.8 |
| - démographie | 27 | 2.8 |
| - économique | 65 | 6.7 |
| - sociologie et relations industrielles | 75 | 7.8 |
| - anthropologie et ethnologie | 28 | 2.9 |
| - science politique | 35 | 3.6 |
| Autres disciplines | 5 | 0.5 |
| TOTAL | 966 | 100 |

SOURCES : P. AUBIN, *Bibliographie de l'histoire du Québec et du Canada, 1966-1975*, Québec, 1981, 2 vols. Pour les périodes 1960-1965 et 1977-1984 : les bibliographies de la R.H.A.F. ainsi que les listes de livres reçus.

première. Ces chiffres démontrent aussi que le territoire de l'historien est non seulement partagé entre les spécialistes des différentes disciplines (35.6% des auteurs d'écrits historiques sont des non-historiens) mais qu'il est devenu un lieu propice aux rencontres, aux discussions, aux échanges et aux confrontations inter ou multidisciplinaires. Le développement du travail en équipe, pratiqué par des historiens travaillant ensemble ou par des spécialistes de différentes disciplines, a pris des proportions considérables au cours des dix dernières années. Ce phénomène est capital, parce qu'il nécessite des mobilisations, parfois énormes, de fonds, d'équipement et, jusqu'à un certain point, de personnel, et qu'il tend à révolutionner les conditions du travail de recherche.

Il est évident que tous ces changements ont contribué à transformer le contenu de l'historiographie. Donc, depuis 1960 en particulier, cette historiographie, assumée par un personnel renouvelé, sans doute préoccupé avant tout par la question nationale mais quand même ouvert à des options idéologiques variées quant au social, multiplie ses intérêts et ses domaines de recherche en fonction des besoins de la société contemporaine. Dans les circonstances, l'orientation vers l'histoire économique, en tant que nécessité de notre temps pour analyser convenablement le passé et en tant que réaction contre le caractère limité de l'historiographie politique traditionnelle, était inévitable. En plus de favoriser une prise de vue globale rajeunie du passé, elle devait conduire à l'ouverture de nouveaux chantiers de recherche dans certains domaines spécifiques comme l'histoire des entreprises, celle des villes, celle de la technologie et des sciences. Elle devait également déboucher sur le développement de l'histoire sociale et inciter à des recherches qui ne se limiteraient plus seulement aux classes dominantes mais rejoindraient les classes populaires, les groupes ethniques défavorisés et, plus récemment, les femmes. Dans cette perspective, les liens avec la géographie, pendant longtemps très importants et ensuite réduits au minimum pendant plusieurs décennies, ne pouvaient que commencer à se reformer.

La seconde orientation dominante de cette historiographie en pleine transformation se fit dans la direction de ce qu'on a appelé d'abord l'histoire des idées, pour déboucher sur l'histoire des idéologies, puis sur l'histoire culturelle et, enfin, sur l'histoire socio-culturelle. Mais, encore là, en limitant la recherche comme on le fit au départ aux influences intellectuelles d'un continent à l'autre, à la présence du livre ou de l'œuvre d'art en certains lieux privilégiés, au seul contenu des idéologies ou même à l'éducation, l'analyse pouvait difficilement être portée au-delà de la culture savante ou de celle des élites. Pour dépasser ce niveau, il fallut à la fois élargir les perspectives, faire appel à de nouveaux instruments d'analyse et contracter de nouvelles alliances avec les autres disciplines, ainsi que cela se pratiquait ailleurs : la démographie, la médecine, la psychologie et, récemment, l'anthropologie. Le concept qui, le plus volontiers, pouvait émaner d'une histoire sociale appuyée sur l'économique

était celui de classes, alors que l'idée qui sous-tend cette histoire socio-culturelle qu'on semble privilégier est celui de communauté.⁹

I. HISTOIRE ÉCONOMIQUE ET HISTOIRE SOCIALE

Le fait est que cette histoire économique, pratiquée pour elle-même ou orientée vers le social, qu'Albert Faucher et moi-même, chacun partant d'un point de vue différent, propositions en 1962 à nos collègues comme priorité de la recherche, était sur le point de se développer d'une façon accélérée au Québec. Cette évolution traduisait une prise de conscience de l'importance des perspectives économiques pour l'analyse des problèmes socio-économiques contemporains et passés. Pour comprendre cette orientation, il ne suffit pas de tenir compte, outre les livres, des nouvelles revues créées depuis 1965 par les historiens, dont *Histoire sociale*, *Le Travailleur* et la *Revue d'histoire urbaine*, et celles établies dans les sciences sociales, mais il faut regarder de près les anciennes revues générales, tels les *M.S.R.C.*, la *C.H.R.* et la *R.H.A.F.*, dont le contenu s'est modifié pour s'accommoder aux nouvelles formes d'histoire.¹⁰ En effet, dans ces publications, le pourcentage des textes traitant d'histoire économique et sociale s'est accru au point de surclasser la part de l'histoire politique et des écrits biographiques. Il n'est pas étonnant de constater que cette production, bien que fort sensible aux courants historiographiques extérieurs, se soit surtout constituée en fonction des deux grandes questions qui ont le plus préoccupé la société québécoise de la seconde moitié du XX^e siècle : la question nationale et la question sociale. À ce niveau où la compétence idéologique compte autant que les inclinations à l'interdisciplinarité, économistes, sociologues, anthropologues, politicologues, géographes, démographes et historiens ont pu se retrouver pour cultiver, parfois ensemble, le champ historiographique. Il est significatif que près de 40% des thèses complétées en histoire économique depuis 1960 aient été soutenues dans des départements autres que les départements d'histoire.

Afin de bien montrer l'ampleur de cette poussée de l'histoire économique dans un milieu où, vers 1960, elle n'était pratiquée qu'occasionnellement, nous avons dressé la liste des principales publications faites dans ce secteur depuis vingt-cinq ans. Cet inventaire, qui n'est certes pas complet, regroupe 486 titres dont 232 articles, 137 livres et 117 thèses. Naturellement, cette masse d'écrits n'est pas homogène : elle porte sur trois siècles d'histoire et sur une grande variété de sujets abordés selon des perspectives différentes.

9. Voir : F. OUELLET, S. GAGNON, R. MANDROU et G. BOUCHARD, « Colloque d'histoire socio-culturelle... », *Histoire sociale/Social History (H.S./S.H.)*, IX, 1976 : 5-28.

10. Voir : F. OUELLET, « L'émergence... », *op. cit.*, [note 3], pp. 74-81.

A) *L'infériorité économique des Canadiens français*

Tout compte fait, la transformation de l'historiographie, qui traduisait une attitude nouvelle vis-à-vis des réalités économiques, n'était peut-être pas aussi révolutionnaire qu'on pourrait le croire dans la perspective du développement équilibré d'une solide tradition d'histoire économique, puisque, implicitement et explicitement, la préoccupation dominante de la majorité des artisans de cette histoire était par trop centrée sur la situation précaire des Canadiens français en Amérique du Nord. Ce sentiment n'était pas nouveau mais, dans le contexte du mûrissement de la société industrielle, il avait acquis une intensité sans précédent et il n'était certainement pas étranger à la montée du mouvement indépendantiste québécois. C'est pourquoi le thème de la dépendance économique à l'égard des États-Unis, que les Québécois avaient en commun avec les historiens canadiens, celui du retard du Québec par rapport à l'Ontario et celui de la situation d'infériorité des Canadiens français par rapport aux anglophones quant au contrôle des entreprises québécoises sont tellement majeurs qu'ils imprègnent d'une façon ou d'une autre une grande partie de cette historiographie. Le moins qu'on puisse dire est que ces préoccupations ont entraîné les historiens à négliger des secteurs entiers de l'histoire économique et, par conséquent, à se fermer nombre de voies d'accès à une explication du social.

Au fond, l'historiographie traditionnelle n'avait pas ignoré ces problèmes de dépendance mais, en raison de ses postulats spiritualistes, elle ne leur avait accordé qu'une importance limitée.¹¹ Par contre, pour Maurice Séguin, théoricien de l'École néo-nationaliste, ces écarts, qui avaient une signification tellement dramatique dans le présent, avaient leurs racines dans un passé qu'on avait représenté d'une certaine façon afin de les rendre supportables.¹² Car, pour lui, la société de la Nouvelle-France, nation en formation, s'était développée avec un dynamisme comparable à celui des colonies américaines grâce à l'appui d'une métropole qui, au lieu de l'exploiter, l'avait aidée à prendre conscience d'elle-même. Contrairement à ses prédécesseurs qui avaient attribué soit au clergé (Groulx) soit à des seigneurs issus du peuple (Frégault) le *leadership* de la société coloniale, Séguin avait déclaré que ce rôle appartenait à la bourgeoisie, de sorte que la décapitation s'était exercée sur l'élite nationale elle-même et non sur des groupes secondaires. Dans cette perspective, le destin particulier des Canadiens français en Amérique du Nord, leur position d'infériorité économique à l'intérieur du Québec, tout comme l'écart entre celui-ci et

11. R. DUROCHER et P.-A. LINTÉAU (éds), *Le « retard » du Québec et l'infériorité économique des Canadiens français*, Montréal, Boréal Express, 1971, 127p. F. OUELLET, « La formation d'une société dans la vallée du Saint-Laurent : d'une société sans classes à une société de classes », *C.H.R.*, LXII, 1981 : 407-450.

12. M. SÉGUIN, « La Conquête et la vie économique des Canadiens », *L'Action nationale*, 1946, rep. dans : R. COMEAU (éd.), *Économie québécoise*, Montréal, PUQ, 1969 : 345-361 ; *L'idée d'indépendance au Québec : genèse et historique*, Trois-Rivières, Boréal Express, 1968, 66p.

l'Ontario en terme de développement, étaient tous des phénomènes qui avaient leur origine dans la défaite de 1760 et s'étaient perpétués en grande partie à cause de l'utilisation que les anglophones avaient fait à leur profit du pouvoir politique et du patronage. Cette thèse avait été épousée par Michel Brunet dès les années 1950¹³ et c'est à partir de ce moment qu'elle avait commencé à se diffuser progressivement parmi les étudiants de l'Université de Montréal et au dehors. Prise en charge au milieu des années 1960 par Cameron Nish, qui utilise alors le concept de bourgeois-gentilhomme pour qualifier la classe dominante de la Nouvelle-France,¹⁴ elle fait l'objet d'une tentative de reformulation en termes psychologiques par l'économiste Pierre Harvey en 1969.¹⁵ C'est à cette époque (1968) que Maurice Séguin décide finalement de publier son petit livre sur *L'idée d'indépendance au Québec*. On ne peut se surprendre que, dans *Économie québécoise*, collection d'essais rédigés pour la plupart dans la veine néo-nationaliste, Noël Vallerand et Richard Desrosiers n'aient fait que reprendre la pensée du maître concernant la déchéance de la bourgeoisie et ses conséquences.¹⁶

Dans le contexte des années 1970, alors que prospèrent les idées de modernisation, la thèse de la dégradation de la bourgeoisie avait besoin d'être dédramatisée de façon à faire apparaître les entrepreneurs canadiens-français comme des hommes d'affaires à peu près comme les autres, qui, n'eussent été le pouvoir du conquérant, son contrôle de l'information et l'exercice du patronage en sa faveur, auraient pu fonctionner dans un milieu économique normal de pair avec les anglophones. Ces retouches au modèle de Maurice Séguin furent faites par Gilles Paquet et Jean-Pierre Wallot, en particulier.¹⁷ Il faut dire que leurs idées influencèrent nombre de chercheurs : entre autres, les travaux de Jacques Mathieu sur le commerce de la Nouvelle-France avec les Antilles, de Louis Michel sur les marchands ruraux au XVIII^e siècle, ceux de José Igartua et de Gérald Tulchinsky sur la bourgeoisie montréalaise s'en inspirent.¹⁸ On peut

13. M. BRUNET, *Canadiens et Canadiens. Étude sur l'histoire de la pensée des deux Canadas*, Montréal, Fides, 1954, 175p. ; *La présence anglaise et les Canadiens*, Montréal, Beauchemin, 1958, 293p. ; *Les Canadiens après la Conquête, 1759-1775*, Montréal, Fides, 1969, 313p.

14. C. NISH, *Les bourgeois-gentilshommes de la Nouvelle-France, 1729-1748*, Montréal, Fides, 1968, 202p. ; « La bourgeoisie et les mariages, 1729-1748 », *R.H.A.F.*, XIX, 1966 : 585-605 ; « La bourgeoisie et le système seigneurial », *L'Actualité économique*, XLIII, 1967 : 507-535.

15. P. HARVEY, « Pourquoi le Québec et les Canadiens français occupent-ils une place inférieure sur le plan économique? », *Le Devoir*, 13 et 14 mars 1969.

16. Voir : *Économie québécoise, op. cit.* [note 12], pp. 308-310 et 325-341.

17. G. PAQUET et J.-P. WALLOT, *Patronage et pouvoir dans le Bas-Canada, 1794-1812*, Montréal, PUQ, 1973, 183p.

18. J. MATHIEU, *Le commerce entre la Nouvelle-France et les Antilles au XVIII^e siècle*, Montréal, Fides, 1981, 276p. L. MICHEL, « Un marchand rural en Nouvelle-France. François-Augustin Bailly de Messein, 1709-1771 », *R.H.A.F.*, XXXIII, 1979 : 215-262 ; « Le livre de compte (1784-1792) de Gaspard Massue, marchand de Varennes », *H.S./S.H.*, XIII, 1980 : 369-399. J. IGARTUA, « The merchants of Montreal at the Conquest : socio-economic profile », *H.S./S.H.*, VIII,

en dire presque autant des études de Jean-Claude Robert, de Paul-André Linteau et même de Normand Séguin sur le caractère dynamique de la bourgeoisie foncière rurale et urbaine, qu'il s'agisse du rôle de grands propriétaires fonciers francophones dans le village de L'Industrie (Joliette), dans celui d'Hébertville, dans Montréal et dans Maisonneuve.¹⁹ À propos de Maisonneuve, Paul-André Linteau va jusqu'à montrer que cette ville fut une authentique création de ce capitalisme foncier canadien-français.

L'effort de dédramatisation de la thèse néo-nationaliste relative à la déchéance économique et psychologique de la bourgeoisie née avant 1760 ne signifie pourtant pas le déclin radical de cette interprétation. Car elle fut reprise presque intégralement par ceux qui, à la suite de Marcel Rioux, tentèrent de faire cohabiter d'une façon harmonieuse, en utilisant le concept de classe ethnique, le national et le social.²⁰ Ce fut le cas notamment de Gilles Bourque dans son livre de 1970 sur les *Classes sociales et la question nationale*, se réclamant du marxisme.²¹ Pour réaliser ce mariage, impliquant finalement, il faut dire, la subordination du social, ces auteurs ne purent faire mieux que de faire émerger le problème canadien-français de la conquête de 1760, se trouvant de cette façon à nier l'existence à l'époque de la Nouvelle-France de rapports de dépendance et d'exploitation. Le même schéma, assurant la primauté de l'ethnicité sur les modes de production, a été utilisé en 1979 par Arnaud SALES dans son étude sur *La bourgeoisie industrielle au Québec*.²² Voulant alors expliquer la situation défavorable des Canadiens français au XX^e siècle parmi les propriétaires d'industries, l'auteur, à l'issue de son enquête statistique, arrive à la conclusion que le problème est historique et que, pour le comprendre, il faut nécessairement remonter à la conquête de 1760. Mais, rendu à ce point de

1975 : 275-293 ; « Le comportement démographique des marchands de Montréal vers 1760 », *R.H.A.F.*, XXXIII, 1979 : 427-446 ; « The Conquest and the merchants of Montreal », *C.H.A.A.R.*, 1974 : 115-144. G. TULCHINSKY, *The River Barons. Montreal Businessmen and the Growth of Industry and Transportation, 1837-1853*, Toronto, University of Toronto Press, 1977, 309p. Voir aussi : D. MIQUELON, *The Baby Family and the Trade of Canada, 1750-1820*, thèse de M.A., Carleton University, 1965, 169p.

19. P.-A. LINTEAU et J.-C. ROBERT, « Propriété foncière et société à Montréal : une hypothèse », *R.H.A.F.*, XXVIII, 1974 : 45-66 ; « Un seigneur entrepreneur, Barthelémy Joliette, et la fondation du village de L'Industrie (Joliette), 1822-1850 », *R.H.A.F.*, XXVI, 1972 : 375-396. P.-A. LINTEAU, *Maisonneuve. Comment des promoteurs fabriquent une ville, 1883-1918*, Montréal, Boréal Express, 1981, 280p. N. SÉGUIN, *La conquête du sol au 19^e siècle*, Québec, Boréal Express, 1977, 295p.

20. M. RIOUX et J. DOFNY, « Les classes sociales au Canada français », *Revue française de sociologie*, III, 1962 : 290-300.

21. G. BOURQUE, *Classes sociales et question nationale au Québec, 1760-1840*, Montréal, Parti pris, 1970, 351p. Aussi : D. MONIÈRE, *Le développement des idéologies au Québec des origines à nos jours*, Montréal, Québec/Amérique, 1977, 381p.

22. Montréal, PUM, 1979, 322p.

sa remontée dans le temps, il ne va pas plus loin, comme si l'hétérogénéité ethnique était seule en cause et comme si une commune origine ethnique suffisait à garantir la liberté et l'égalité. Bien entendu, son image de la Nouvelle-France est implicitement celle d'une société où les rapports entre les métropolitains français et les Canadiens, d'une part, et entre ceux-ci et leurs classes dirigeantes, d'autre part, étaient exempts de tout ferment d'exploitation. Quoi qu'en dise l'auteur au sujet de la nécessité de situer « le problème dans le processus du développement du capitalisme », son discours porte finalement sur la nation et non sur les classes. Dans ce même livre, Arnaud Sales a aussi tenté d'évaluer de la même façon la position des entrepreneurs juifs. À leur sujet, il constate qu'ils étaient dans une situation relativement favorable. Si l'auteur avait poussé plus loin sa recherche, il aurait sans doute admis que la forte représentation du groupe juif dans la propriété des entreprises datait de loin dans le passé, à tel point que ses remarques sur la présence des Juifs dans des secteurs peu productifs manquent de perspectives historiques. Les textes récents de Gérard Bernier et de Daniel Salée sur la conquête, la bourgeoisie marchande et l'appropriation foncière dans le Québec et le Bas-Canada marquent une volonté ferme de clarifier ces rapports en optant pour une perspective résolument axée sur la primauté du social, mais, en lisant ces deux articles, qui diffèrent radicalement, le moins qu'on puisse dire est qu'ils manquent de limpidité.²³ Ce problème ne se pose pas à propos de l'œuvre de Jorge Niosi sur *La bourgeoisie canadienne*, parue en 1980.²⁴ « Réagissant, dit-il, contre une bonne partie de la littérature nationaliste canadienne... » exclusivement préoccupée par la dépendance externe, Niosi adopte pour sa part une perspective résolument marxiste. Il ne se contente pas, face à ceux qui montent en épingle le rôle de la bourgeoisie *compradore*, de mettre l'accent sur la domination de la bourgeoisie canadienne anglophone ; mais, à la suite de Pierre Fournier,²⁵ il signale la montée prochaine d'une grande bourgeoisie canadienne-française à laquelle il ajoute sa croyance en l'expansion d'une bourgeoisie juive.

Le cas de Niosi illustre bien le fait que, depuis les premiers néo-nationalistes jusqu'à ceux qui furent influencés par les théories de la décolonisation, les historiens nationalistes ne furent pas les seuls à s'intéresser au partage du pouvoir économique entre les groupes ethniques au Canada. En

23. G. BERNIER, « Sur quelques effets de la rupture structurelle engendrée par la conquête du Québec, 1760-1854 », *R.H.A.F.*, XXV, 1981 : 66-97. G. BERNIER, et D. SALÉE, « Appropriation foncière et bourgeoisie marchande du Bas-Canada avant 1846 », *R.H.A.F.*, XXVI, 1982 : 163-195. Dans le second article, les auteurs dénoncent, sans y référer, ce qui est affirmé dans le premier.

24. J. NIOSI, « La nouvelle bourgeoisie canadienne-française », *Les Cahiers du socialisme*, 1978 : 5-50 ; *La bourgeoisie canadienne. La formation et le développement d'une classe dominante*, Montréal, Boréal Express, 1980, 241p.

25. P. FOURNIER (éd.), *Le capitalisme au Québec*, Montréal, Albert Saint-Martin, 1978, 438p.

effet, depuis 1950, l'interprétation nationaliste de ce problème suscite nombre de remises en question par des historiens et des non-historiens. Je pense ici à plusieurs textes de John Boshier sur les rapports entre les marchands français et les marchands canadiens au XVIII^e siècle.²⁶ Je pense de même à la thèse de Dale Miquelon sur la famille Baby et à son livre sur Robert Dugard.²⁷ Mais je songe surtout au livre de Jean HAMELIN, *Économie et société en Nouvelle-France*, publié en 1960, qui véhicule l'idée que le régime colonial français aussi bien que les conditions économiques locales entravèrent d'une façon décisive l'émergence d'une bourgeoisie d'affaires substantielle en Nouvelle-France.²⁸ Ce fut aussi le point de vue que nous avons en gros exprimé et développé depuis 1956. Tout en mettant un peu moins l'accent que notre collègue sur l'impact du système colonial, nous avons d'abord insisté sur le fait que, loin d'être la classe dirigeante de la Nouvelle-France, la petite bourgeoisie coloniale vécut à la fois sous la dépendance des métropolitains français et de la noblesse locale, qui la maintinrent en tutelle. Nous avons également soutenu que cette petite bourgeoisie s'était perpétuée après 1760, qu'elle n'eut pas de grandes difficultés d'accès au crédit mais qu'à moyen terme, elle fut distancée par un groupe de marchands anglophones qui parvinrent à concentrer les entreprises de traite.²⁹ De cette façon, vers 1830, les disparités entre les groupes ethniques en termes de contrôle des entreprises étaient aussi marquées qu'elles ne le seront au XX^e siècle et qu'elles ne le furent à l'époque française.

Ces questions continuèrent d'être débattues sans arrêt par la suite. En 1960, Norman TAYLOR publiait sous forme d'article les principaux éléments de sa thèse de doctorat sur l'entrepreneur canadien-français.³⁰ Il mit alors l'accent en tant que facteur explicatif principal sur les conditionnements socio-culturels. Cette interprétation avait eu bien des tenants depuis Maurice Tremblay (1953) et Jean-Charles Falardeau (1963) jusqu'à Jean-Luc Migué qui, en 1970, rejetant toute possibilité d'une explication par la conquête de 1760, proposa finalement la théorie de l'information qui, par la suite, influença bien des analystes

26. J. BOSHER, « Government and private interests in New France », *Canadian Public Administration*, X, 1967 : 244-257 ; « French protestant families in Canadian trade, 1740-1760 », *H.S./S.H.*, X, 1977 : 24-44.

27. D. MIQUELON, *Dugard of Rowen : French Trade to Canada and the West Indies, 1729-1770*, Montréal, McGill/Queen's University Press, 1978, 282p. ; « Havy and Lefebvre of Quebec : a case study of metropolitan participation in Canadian trade, 1730-1760 », *C.H.R.*, LVI, 1975 : 1-24.

28. Québec, PUL, 1960, 137p.

29. F. OUELLET, « M. Brunet et le problème de la conquête », *Bulletin des recherches historiques (B.R.H.)*, 1956 : 92-101 ; *Histoire économique et sociale du Québec, 1760-1850. Structures et conjoncture*, Montréal, Fides, 1966, 640p. ; « La formation d'une société... », *op. cit.* [note 11] ; « Dualité économique et changement technologique au Québec, 1760-1790 », *H.S./S.H.*, IX, 1976 : 256-296.

30. Repris en 1961 sous le titre « L'industriel canadien-français et son milieu », dans : *R.S.*, II : 123-150.

nationalistes.³¹ Pour sa part, Gilles Piédalue l'accepta mais pas au point de ne pas admettre que les milieux d'affaires ne constituaient pas toujours une fraternité et que la compétition et la lutte pouvaient à l'occasion reprendre leurs droits.³² En 1974, après avoir fait le tour de la question, André RAYNAULD concluait en ce sens son étude sur *La propriété des entreprises au Québec*: « Cette fois la nationalité ne s'avère pas seulement une hypothèse commode, mais encore indispensable [...] nous tenons la nationalité des entreprises pour variable indépendante [...] »³³ C'est pourtant André Raynauld qui, en 1961, avait, à propos de l'écart entre le Québec et l'Ontario, rejeté plus ou moins les conclusions de John Dales (1960) et, plus tard, celles d'Albert Breton concernant le rôle déterminant du facteur ethnique dans cette question. C'est lui qui avait alors voulu démontrer que les économies des deux provinces centrales poursuivaient depuis 1870 une évolution rigoureusement parallèle et que l'écart continu entre les deux courbes pouvait fort bien être expliqué par la thèse continentaliste d'Albert Faucher et de Maurice Lamontagne.³⁴

Au fond, en raison de l'importance décisive prise par la question nationale au Québec, l'historiographie canadienne-française s'était tenue éloignée de la principale tradition historiographique anglophone, appuyée qu'elle était sur la théorie des *staples*, qui paraissait justifier le rôle des agents les plus étroitement associés aux *staples* depuis 1760: les marchands anglophones. Mais, plus récemment, par le biais des sentiments communs de dépendance à l'égard des États-Unis, elle s'accorda avec les préoccupations de certains auteurs anglophones nationalistes et socialistes, tels Kari Levitt, W. Clement et Tom Naylor.³⁵ Elle afficha aussi, pour des raisons diverses, plus d'intérêt pour la

31. M.-A. TREMBLAY, « Orientations de la pensée sociale », dans: J.-C. FALARDEAU (éd.), *Essais sur le Québec contemporain*, Québec, PUL, 1953: 193-208. J.-C. FALARDEAU, « L'origine et l'ascension des hommes d'affaires dans la société canadienne-française », *R.S.*, VI, 1963: 33-45. J.-L. MIGUÉ, « Le nationalisme, l'unité nationale et la théorie de l'information », *The Canadian Journal of Economics*, II, 1970: 183-190; « L'industrialisation et la participation des Québécois au progrès économique », dans: J.-L. MIGUÉ (éd.), *Le Québec d'aujourd'hui. Regards d'universitaires*, Montréal, H.M.H., 1971: 227-251.

32. G. PIÉDALUE, « Les groupes financiers au Canada, 1900-1930: étude préliminaire », *R.H.A.F.*, XXX, 1976: 3-34; « Les groupes financiers et la guerre du papier au Canada, 1920-1930 », *R.H.A.F.*, XXX, 1976: 223-258.

33. Montréal, PUM, 1974, 160p.

34. J. DALES, « A comparison of manufacturing industry in Quebec and Ontario, 1952 », dans: M. WADE (éd.), *Canadian Dualism*, Québec, PUL, 1960: 203-221. A. RAYNAULD, *Croissance et structures économiques de la province de Québec*, Québec, Ministère de l'industrie et du commerce, 1961, 657p. A. FAUCHER et M. LAMONTAGNE, « Histoire de l'industrialisation », dans: J.-C. FALARDEAU (éd.), *Essais sur le Québec...*, *op. cit.* [note 31]: 23-37.

35. W. CLEMENT, *The Social Origin of the Industrial Elite, 1885-1910*, Carleton University, 1973. K. LEVITT, *Silent Surrender. The Multinational Corporation in Canada*, Toronto, Macmillan of Canada, 1970, 185p. T. NAYLOR, *The History of Canadian Business, 1867-1914*, Toronto, Larimer, 1975, 2 vols.

thèse du continentalisme, moins exclusivement liée au nationalisme pan-canadien.

La question de l'infériorité économique des Canadiens français serait donc celle qui a le plus contribué à polariser l'historiographie dans son ensemble, qu'elle fût pratiquée par les historiens ou par les spécialistes des autres disciplines. Elle est non seulement à l'origine de l'intérêt manifeste pour l'histoire des entreprises et pour celle des villes mais, comme nous l'avons déjà signalé, elle domine et imprègne de toutes sortes de façons l'histoire économique, sociale et culturelle. C'est Arnaud Sales qui la déclarait « un des problèmes les plus cruciaux de la société québécoise, problème qui, lorsqu'il ne se trouve pas au centre des débats, en constitue la toile de fond dans la plupart des cas [...] ». ³⁶

B) *Agriculture, féodalisme et colonisation*

Orientée comme elle le fut par la question nationale et par la question sociale, l'historiographie s'est développée, ainsi que nous l'avons suggéré plus haut, dans une atmosphère de débats et de controverses dans lesquels des historiens, des économistes, des géographes, des politicologues et des sociologues se trouvèrent engagés. Parmi ces confrontations à la fois idéologiques et scientifiques, le débat sur la crise agricole au début du XIX^e siècle, celui sur le féodalisme et celui sur les rapports entre l'agriculture, l'exploitation forestière et la colonisation furent, à l'exception naturellement de celui sur la bourgeoisie, les plus vifs, parce qu'eux aussi avaient un lien direct avec le présent.

1. *La crise agricole*

À l'époque où l'idéologie agriculturiste régnait encore parmi les historiens, il n'y eut jamais lieu de polémiquer au sujet de l'agriculture québécoise d'autrefois. Tout au plus allait-on jusqu'à déplorer le fait que la traite des pelleteries et l'exploitation forestière aient tellement nui à l'agriculture en attirant vers les bois ses meilleurs éléments. Dans ce contexte où on avait une explication facile des faiblesses de l'agriculture canadienne-française traditionnelle, ni les écrits de Jones, ni ceux de Maurice Séguin, ni même ceux de William H. Parker (1959), n'avaient suscité de réactions significatives. ³⁷ C'est seulement lorsque Jean Hamelin, en 1960, associa la question agricole à celle de la bourgeoisie et que, ensemble et séparément, nous établîmes un lien entre la

36. *Op. cit.* [note 22], p. 138.

37. R.L. JONES, « Agriculture in Lower Canada, 1702-1815 », *C.H.R.*, XXVI, 1946 : 33-51.
W.H. PARKER, « A new look at unrest in Lower Canada in the 1830's », *C.H.R.*, XL, 1959 : 209-218.
M. SÉGUIN, *La nation canadienne et l'agriculture, 1760-1850*, Trois-Rivières, Boréal Express, 1970, 279p., (thèse soutenue en 1946).

crise de l'agriculture et l'émergence du nationalisme canadien-français, faisant par conséquent de celui-ci une simple réalité historique et non le principe premier des choses, que la controverse éclata et se propagea.³⁸

La remise en question, qui débuta en 1966 à la suite de la publication de notre *Histoire économique et sociale du Québec* et qui se poursuit toujours, vint d'abord des professeurs Wallot et Paquet,³⁹ dont le dernier article sur la question date de 1983.⁴⁰ Bien que, dans leurs nombreux textes sur la crise agricole bas-canadienne, ils aient mobilisé un arsenal assez varié d'arguments, de modèles théoriques et d'éléments méthodologiques, n'empêche que la thèse néo-nationaliste enrichie de l'idée de modernité constituait le foyer qui alimenta cette discussion. Pas besoin de dire que ce concept de modernité devait beaucoup aux hypothèses de Sygmond Diamond et, surtout, à la thèse de la frontière.⁴¹ Ainsi, le débat sur l'agriculture, tout en se reliant à celui sur la bourgeoisie, véhiculait en plus une conception particulière de la paysannerie québécoise, élément dynamique dans la nation, traduite assez justement par le concept de « paysan indépendant », sensible au marché et libéré. Cette polémique commença à s'élargir en 1974 par l'intervention de Timothy J. Le Goff, spécialiste des questions agraires de la France d'Ancien Régime qui, en partant d'éléments quantitatifs rendus disponibles par les chercheurs en cause, soutint en conclusion l'idée de l'existence d'une crise agricole dès le début du XIX^e siècle.⁴² Le débat devait par la suite prendre une nouvelle ampleur avec un article de John Isbester qui, en 1977, procéda à une comparaison entre

38. J. HAMELIN, *Économie et société...*, *op. cit.* [note 28]. F. OUELLET et J. HAMELIN, « La crise agricole dans le Bas-Canada, 1802-1837 », *Études rurales*, 1962 : 36-57. F. OUELLET, *Histoire économique...*, *op. cit.* [note 29] ; « L'agriculture bas-canadienne vue à travers la dime et la rente en nature », *H.S./S.H.*, IV, 1971 : 5-44 ; *Le Bas-Canada, 1791-1840. Changements structureux et crise*, Ottawa, Éditions de l'Université d'Ottawa, 1976, 541p. ; « Le mythe de "l'habitant, sensible au marché" ». Commentaires sur la controverse Le Goff, Wallot et Paquet », *R.S.*, XVII, 1976 : 115-132.

39. Réaction amorcée par écrit dans : G. PAQUET et J.-P. WALLOT, « Aperçu sur le commerce international et les prix domestiques dans le Bas-Canada, 1793-1812 », *R.H.A.F.*, XXI, 1967 : 447-473.

40. G. PAQUET et J.-P. WALLOT, « Structures sociales et niveaux de richesses dans les campagnes du Québec, 1792-1812 », *Bulletin d'histoire de la culture matérielle (B.H.C.M.)*, Ottawa, Musée de l'Homme, 1983 : 25-45.

41. S. DIAMOND, « Le Canada français au XVII^e siècle : une société préfabriquée », *Annales. Économies, sociétés, civilisations*, 1961 : 317-354. L'influence de la thèse de la frontière se fit, à notre avis, à travers le livre de R.C. HARRIS, *The Seigneurial System in Early Canada. A Geographical Study*, Québec, PUL, 1967, 247p.

42. T.-J.-A. LE GOFF, « The agricultural crisis in Lower Canada, 1802-1812. A review of a controversy », *C.H.R.*, LIV, 1973 : 1-31. Voir à ce sujet : J.-P. WALLOT et G. PAQUET, « The agricultural crisis in Lower Canada, 1802-1812 : mise au point. A response to T.-J.-A. Le Goff », *C.H.R.*, LVI, 1975 : 134-168.

l'agriculture du Québec et celle de l'Ontario.⁴³ Ce besoin de confrontation de l'expérience bas-canadienne avec celle de l'Ontario et de certains états américains se trouve au cœur des travaux de l'économiste John McCallum (1980) et des écrits plus récents de Marvin McNnis, qui tous deux se réfèrent au concept de modernisation et tendent ainsi à assimiler les unes aux autres ces expériences diverses.⁴⁴ Les désaccords entre les opposants portent naturellement sur la production, les prix, les techniques et, pour tout dire, sur les principaux aspects de la question agraire. Depuis quelques années, avec l'intervention du géographe Serge Courville dans une série d'articles portant sur le morcellement de la terre dans le Bas-Canada, l'aspect multidisciplinaire de cette discussion s'est encore élargi.⁴⁵

Même si tous les travaux publiés depuis 1960 sur l'histoire de l'agriculture n'ont pas de liens directs avec ce débat, il n'en reste pas moins que la discussion, à cause de ses multiples ramifications, est en voie de s'étendre à tout le passé de l'agriculture québécoise. L'*Histoire de l'agriculture* de Firmin Létourneau (1968)⁴⁶ n'en relève certes pas mais, dans *Habitants et marchands de Montréal au XVII^e siècle*, Louise DECHÈNE n'a pu faire autrement que de prendre position.⁴⁷ Je pense également à l'*Histoire économique* de Jean Hamelin (1971) qui, tout en traitant des aspects controversés de la question agricole, se préoccupe davantage des rapports entre l'agriculture et l'industrialisation.⁴⁸ Cette façon d'aborder l'activité agricole dans une perspective de longue durée, sous l'angle marxiste, est surtout le fait de spécialistes des sciences sociales qui s'intéressent d'abord au XX^e siècle. Parmi la dizaine de thèses et de mémoires rédigés dans cette veine qui ont fait l'objet d'une publication au moins partielle, on doit surtout mentionner les écrits de Bernard Bernier (1976), de Colette Chatillon (1976), de

43. J. ISBESTER, « Agriculture, balanced growth, and social change in central Canada since 1850: an interpretation », *Economic Development and Cultural Change*, V, 1977 : 673-697.

44. J. MCCALLUM, *Agriculture and Economic Development in Quebec and Ontario until 1870*, Toronto, University of Toronto Press, 1980, 146p. F. LEWIS et R.M. MCINNIS, « The efficiency of the French Canadian farmer in the Nineteenth Century », *Journal of Economic History*, LX, 1980 : 497-514. R.M. MCINNIS, « A reconsideration of the state of agriculture in Lower Canada in the first half of the Nineteenth Century », *Canadian Papers in Rural History*, III. Grananoque, Langdale, 1982 : 9-49. R. ARMSTRONG, « The efficiency of Quebec farmers in 1851 », *H.S./S.H.*, XVII, 1984 : 149-164.

45. S. COURVILLE, « La crise agricole du Bas-Canada. Éléments d'une réflexion géographique », *Cahiers de géographie de Québec*, XXIV, 1980 : 193-223 et 395-427.

46. F. LÉTOURNEAU, *Histoire de l'agriculture (Canada français)*, Oka, 1950, 324p.

47. Montréal et Paris, Plon, 1974 ; voir pp. 233-346.

48. J. HAMELIN et Y. ROBY, *Histoire économique du Québec, 1851-1896*, Montréal, Fides, 1971, 436p.

Diane Lessard (1976) et de Monique Piot (1977).⁴⁹ Toutes ces productions, dont les bases empiriques sont faibles, ont le mérite d'ouvrir la voie plus particulièrement dans ce domaine peu exploré de l'agriculture à l'époque industrielle.

2. Le régime seigneurial

Au fond, derrière les confrontations sur la bourgeoisie ou sur l'agriculture, s'affirment des idéologies adverses et des conceptions opposées relatives à la nature de la société qui s'était formée dans la vallée du Saint-Laurent.⁵⁰ C'est pourquoi la question seigneuriale eut toujours tellement d'importance dans l'historiographie. En effet, depuis F.-X. Garneau jusqu'en 1960 au moins, avait prévalu l'idée que les institutions d'Ancien Régime transplantées dans la vallée du Saint-Laurent avaient fait l'objet d'une telle épuration qu'une société homogène sur les plans ethnique, linguistique et religieux, exempte de luttes de classes, avait pu s'épanouir sur ce nouveau terroir et y former une nation. Toute la tradition nationaliste, y compris la néo-nationaliste, avait reposé sur ce postulat.⁵¹

Après 1960, le climat nationaliste devenant plus intense, ces idées avaient quand même continué à progresser. Les premiers travaux de Marcel Trudel,⁵² qui modifia quelque peu son point de vue par la suite, comme ceux de Georges Baillargeon et de Jacques Boucher (1964)⁵³ diffusaient toujours cette interprétation du régime seigneurial en tant qu'instrument pour perpétuer une société homogène, harmonieuse, sans classes, constituant la substance même de la nation. Tout cela fonctionne très bien, selon ces auteurs, jusqu'au jour où se produisit l'intrusion des Anglais parmi les seigneurs, qui déformèrent le système.

49. B. BERNIER, « La pénétration du capitalisme dans l'agriculture », 1976, rep. dans : N. SÉGUIN (éd.), *Agriculture et colonisation au Québec*, Montréal, Boréal Express, 1980 : 73-91. C. CHATILLON, *L'histoire de l'agriculture au Québec*, Montréal, L'Étincelle, 1976, 125p. D. LESSARD, *L'agriculture et le capitalisme au Québec*, Montréal, L'Étincelle, 1976, 174p. M. PIOT, « Agriculture et capitalisme au Québec : l'agro-industrie et l'État », *Anthropologie et sociétés*, I, 1977 : 71-87.

50. F. OUELLET, « Les classes dominantes au Québec, 1760-1840. Bilan historiographique », *R.H.A.F.*, XXXVIII, 1984 : 223-243.

51. F. OUELLET, « La formation d'une société... », *op. cit.* [note 11].

52. M. TRUDEL, *Le régime seigneurial*, Ottawa, Société historique du Canada, 1956, 20p. ; *Les débuts du régime seigneurial au Canada*, Montréal, Fides, 1974, 312p.

53. G.-E. BAILLARGEON, *La survivance du régime seigneurial à Montréal : un régime qui ne veut pas mourir*, Montréal, Cercle du livre de France, 1968, 309p. ; « À propos de l'abolition du régime seigneurial », *R.H.A.F.*, XXII, 1968 : 365-392. J. BOUCHER, « Recherches d'histoire économique », dans : *Travaux et recherches de la Faculté de droit et des sciences économiques de Paris*, Paris, PUF, 1964 : 149-213.

C'était d'ailleurs la thèse de Maurice Séguin.⁵⁴ Ce courant historiographique trouva un appui imprévu dans les études fort importantes de Richard C. Harris, qui avait puisé son cadre conceptuel chez les historiens de la frontière.⁵⁵ C'est à la charnière de ces deux traditions nationalistes que Jean-Pierre Wallot avait pu tirer sa conclusion que, bien loin d'avoir exploité les paysans, les seigneurs avaient eux-mêmes été d'une façon les victimes de « l'habitant indépendant ».⁵⁶ Curieusement, la plupart des nationalistes touchés par le marxisme avaient plus ou moins emboîté le pas derrière un schéma qui garantissait la primauté des déterminismes ethniques sur les conditionnements économiques. Ce fut le cas en 1970 de Gilles Bourque, de L.R. Macdonald et, surtout, de Denis Monière qui, à propos du régime seigneurial, parla de « poussière féodale » et du « mode de production du petit producteur ».⁵⁷ C'était, sous une autre terminologie, une façon différente de prendre à son compte la thèse de « l'habitant indépendant » et celle de l'épuration des institutions d'Ancien Régime.

La réaction contre ce courant historiographique avait débuté en 1937 avec Stanley Ryerson, qui avait alors posé le problème de l'émergence à long terme d'une bourgeoisie nationale canadienne industrielle en utilisant la théorie de la transition du féodalisme au capitalisme.⁵⁸ C'était un geste qui visait à redonner à la seigneurie tout son sens traditionnel, restituait aux seigneurs une place de choix dans la structure sociale et à la paysannerie un rôle spécifique. Ce ne fut que beaucoup plus tard, après 1965, que ces façons de voir furent prises en charge d'une façon différente par moi-même et, en 1971, par Louise Dechêne.⁵⁹

54. M. SÉGUIN, « Le régime seigneurial au pays du Québec, 1760-1854 », *R.H.A.F.*, I, 1947 : 382-402 ; 1948 : 519-532.

55. R.C. HARRIS, *The Seigneurial System...*, *op. cit.* [note 41].

56. J.-P. WALLOT, « Le régime seigneurial et son abolition au Canada », dans : *Un Québec qui bougeait. Trame socio-politique du Québec au tournant du XIX^e siècle*, Montréal, Boréal Express, 1973, 345p.

57. G. BOURQUE, *Classes sociales...*, *op. cit.* [note 21]. L.R. MACDONALD, « France and New France: the internal contradictions », *C.H.R.*, LII, 1971 : 121-143 ; « Merchants against industry: an idea and its origins », *C.H.R.*, LVI, 1975 : 263-281. D. MONIÈRE, « L'utilité du concept de mode de production des petits producteurs pour l'historiographie de la Nouvelle-France », *R.H.A.F.*, XXIX, 1976 : 483-502.

58. S.B. RYERSON, *1837: The Birth of Canadian Democracy*, Toronto, Progress Books, 1944, 256p. ; *Unequal Union. Confederation and the Roots of Conflict in the Canadas, 1815-1873*, Toronto, Progress Books, 1968, 477p. ; *Le capitalisme. La confédération*, Montréal, Parti pris, 1972, 549p.

59. C'est la position prise par L. DECHÊNE dans « L'évolution du régime seigneurial au Canada », *R.S.*, XII, 1971 : 143-183. Toutefois, dans *Habitants et marchands...* (1974), pp. 231-255, elle aura modifié jusqu'à un certain point son interprétation puisqu'elle prétend qu'en regard de l'aspect exploitation, le paysan avait obtenu un délai, sans doute, jusqu'à l'arrivée des Anglais. Par contre, depuis au moins 1963, notre tendance fut d'insister toujours davantage sur les similarités entre la seigneurie française et la canadienne ; voir, en particulier, « Le régime seigneurial dans le Québec, 1760-1854 », dans : C. GALARNEAU et E. LAVOIE (éds), *France et Canada français du XVI^e au XX^e siècle*, Québec, PUL, 1966, 322p. : 159-176 ; et « Libéré ou exploité ! Le paysan québécois d'avant 1850 », *H.S./S.H.*, XIII, 1980 : 339-368.

L'idée que la seigneurie canadienne n'était pas vraiment originale par rapport à la seigneurie française fit peu à peu son chemin à mesure que les monographies de fiefs s'accumulèrent et qu'une forme de marxisme affichant une certaine autonomie à l'égard du nationalisme progressa. Les travaux de Louis Lemoine (1975) sur Longueuil, de Lise Pilon-Lê (1977) sur la paysannerie québécoise, de Colette Michaud (1982) sur les requêtes abolitionnistes et le livre de Claude Baribeau (1983) sur la Petite-Nation relèvent de ces orientations diverses, toutes favorables à une nouvelle vision de la seigneurie et des paysans.⁶⁰ À la fin des années 1970, alors que paraît le second livre de Gilles Bourque, qui avait abandonné le concept de classe ethnique en faveur de la théorie de la transition, cette mutation était vraiment engagée.⁶¹

L'adoption de cette perspective englobante qui repose sur la mise en rapport de l'agriculture et de la seigneurie constituait une invitation à explorer les relations entre l'agriculture, la démographie et le secteur capitaliste, en l'occurrence le commerce en fourrures et, plus tard, l'exploitation forestière. C'est une démarche que Louise Dechêne emprunta dans *Habitants et marchands...*, pour arriver finalement à la conclusion, un peu intrigante, il faut dire, compte tenu de ses inclinations marxistes, qu'il existait une rupture presque complète entre l'agriculture et la traite des pelleteries et, par conséquent, entre la ville et la campagne.⁶² Cette coupure était tellement poussée qu'elle s'étendait au marché des produits agricoles, aux investissements fonciers et à la main-d'œuvre recrutée, dit-on, essentiellement dans les villes. Cette interprétation un peu étonnante, quand on sait jusqu'à quel point les seigneurs nobles étaient liés à la traite, fut apparemment confirmée par un texte de Gratien Allaire, publié en 1980 dans la *R.H.A.F.*, sur les engagements pour la traite.⁶³ En tout cas, elle véhicule l'image d'un monde agricole isolé et d'une

60. L. LEMOINE, *Une société seigneuriale : Longueuil. Méthode, sources, orientations*, thèse de M.A., Université de Montréal, 1975, publiée la même année (*Longueuil en Nouvelle-France*, Société d'histoire de Longueuil, 156p.). L. PILON-LÊ, « La condition économique de l'habitant québécois, 1760-1854 », *Anthropologie et sociétés*, I, 1977 : 13-24 ; « Le régime seigneurial au Québec : contribution à une analyse de la transition au capitalisme », *Les Cahiers du socialisme*, VI, 1980 : 132-169. C. MICHAUD, *Les censitaires et le régime seigneurial canadien, 1791-1854. Études des requêtes anti-seigneuriales*, thèse de M.A., Université d'Ottawa, 1982, 324p. C. BARIBEAU, *La seigneurie de la Petite-Nation, 1801-1854*, Hull, Asticou, 1983, 163p. A. GREER, *Habitants of the Lower Richelieu Valley : Rural Society in Three Quebec Parishes, 1740-1850*, thèse de Ph.D., York University, 1980, 492p.

61. G. BOURQUE et A. LEGARÉ, *Le Québec. La question nationale*, Paris, Maspero, 1978, 232p.

62. *Op. cit.* [note 47] ; voir, en particulier, pp. 127-229.

63. G. ALLAIRE, « Les engagements pour la traite des fourrures. Évaluation de la documentation », *R.H.A.F.*, XXXIV, 1980 : 3-26. En dépit de ce que laisse entendre le titre, le texte ne fait pas une véritable critique des sources. Car même un examen rapide des chiffres sur la main-d'œuvre estimée à partir des congés de traite et des engagements devant notaires permet de constater que ces sources ne peuvent servir en général à une estimation même minimale du volume de cette main-d'œuvre. En effet, il est bien établi que les congés officiels ne sont qu'une fraction des congés émis

paysannerie se fabriquant seule dans la campagne en dehors de toute influence externe. Fait plus sérieux, elle sous-tend une conception des rapports économiques qui n'ouvre aucunement la voie à la mise en place d'une société de classes.

Nous devons ajouter que cette interprétation allait à l'encontre des résultats de nos recherches en la matière. Dans notre *Histoire économique et sociale* (1966) et, plus tard, d'une façon plus précise (1976), nous avons soutenu que les campagnes avaient constitué un réservoir de main-d'œuvre saisonnière à bon marché pour les traiteurs, comme elles le furent plus tard pour les entrepreneurs forestiers.⁶⁴ En conséquence, aussi longtemps que l'agriculture ne fut pas commercialisée, les salaires restèrent bas. Mais, le jour où le marché extérieur s'ouvrit pour le blé local, les salaires montèrent, forçant les commerçants de fourrures à transformer les entreprises de traite. Dans les circonstances, il n'est pas surprenant que les trafiquants de pelleteries aient investi dans la propriété seigneuriale. Contrairement à celle de Louise Dechêne, dont le paysan ressemble au paysan de France, notre thèse propose l'image d'un paysan, censitaire d'abord, non propriétaire de ses moyens de production, qui, sur une base saisonnière, vend sa force de travail. Ce modèle vaut aussi, avant l'abolition du régime seigneurial, pour l'époque où l'exploitation forestière aura remplacé les pelleteries comme activité capitaliste dominante et où la terre se fera plus rare dans les seigneuries. Alors se poseront les problèmes liés à la surpopulation : les migrations à un rythme plus intense sur des espaces plus éloignés, la dépossession des paysans et les mouvements de colonisation.

3. Colonisation et histoire régionale

L'intérêt pour la colonisation était aussi ancien au Québec que sa pratique. Depuis plus d'un siècle avant 1960, l'idée de colonisation avait même été une sorte d'émanation de l'idéologie agriculturiste associée, peut-on dire, à la valorisation du rôle du clergé en tant que guide éclairé de la nation. Cette idéologie avait imprégné les premiers écrits en ce domaine et elle s'était même infiltrée jusqu'à un certain point dans les travaux du géographe français Raoul Blanchard qui, dans ses livres sur la géographie du Québec, avait pourtant traité de bien d'autres choses que de colonisation agricole.⁶⁵ Car son nom figure même au premier rang parmi les pionniers de l'histoire urbaine. Mais,

réellement. Dans ce cas, il est bouleversant de se rendre compte que le nombre d'engagés extrait des actes notariés ne représente qu'une fraction plutôt faible du nombre d'engagés établi par le dépouillement des congés.

64. F. OUELLET, « Dualité économique... », *op. cit.* [note 29].

65. R. BLANCHARD, *L'Est du Canada français*, Montréal, Beauchemin, 1935, 2 vols ; *Le Centre du Canada français*, Montréal, Beauchemin, 1948, 569p.

vers 1960, le concept de colonisation devient de plus en plus lié à celui de développement régional. C'est le moment où scientifiques et politiciens à leur suite deviennent sensibilisés aux disparités régionales et où la croyance aux possibilités de la planification se fait vive. Le phénomène, est-il besoin de le rappeler, n'est pas confiné au Québec : il est alors universel. À cette époque, il a non seulement déterminé des politiques visant à corriger des problèmes réels mais il a également contribué à orienter des recherches vers les entreprises de colonisation envisagées sous l'angle du développement régional intégral, dans lequel on retrouvera bientôt, sous d'autres formes, des ferments agriculturistes et ruraux. Le gros livre du géographe français Pierre BIAYS, *Les marges de l'œkoumène dans l'Est du Canada* (1964), comme celui de W.F. RYAN, *The Clergy and the Economic Growth in Quebec, 1896-1914*, n'eurent certainement pas leurs racines dans ces préoccupations ;⁶⁶ mais il en fut autrement de ceux de Hughes Morrisette publiés en 1964 et 1972 sur la colonisation et l'agriculture. Vont dans le même sens les études de R. HIRSCH sur *Les origines et la nature des déséquilibres régionaux du Québec* (1967) et de HIGGINS, MARTIN et RAYNAULD sur *Les orientations du développement économique régional dans la province de Québec* (1970).⁶⁷ Il fallut une bonne dizaine d'années pour que ce mouvement ne commence à avoir un impact réel parmi les historiens et les géographes qui, le plus souvent encore aujourd'hui, travaillent séparément.

Les recherches sur les régions, pratiquées par des individus travaillant seuls ou par des groupes, se sont multipliées au point de couvrir le plus gros du territoire québécois. Dans la région de l'Outaouais, où un regroupement des chercheurs pourrait peut-être se dessiner, il existe quand même des chercheurs qui ont le plus souvent travaillé sur l'économie forestière (S. Craigie, A.W. Cowan, B. Elliott, R. Gillis)⁶⁸ et d'autres, comme C. Baribeau, qui font des études plus globales. Lorsqu'on se déplace vers le Nord-Ouest québécois, on a alors le sentiment que Benoît-Beaudry Gourde assume d'une façon ou d'une autre un rôle d'animateur en fonction d'une région qui inclut l'Abitibi et le

66. P. BIAYS : Québec, PUL, 1964, 760p. W.F. RYAN : Québec, PUL, 1966, 348p.

67. H. MORRISSETTE, *Les conditions du développement agricole au Québec*, Québec, PUL, 1972, 173p. ; *Géographie comparée de quelques paroisses de colonisation de la province de Québec*, Québec, Ministère de la colonisation, 1964. R.D. HIRSCH : Québec, Conseil d'orientation économique du Québec, 1967, 129p. B. HIGGINS, F. MARTIN et A. RAYNAULD : Ottawa, Ministère de l'expansion économique régionale, 1970, 156p.

68. S. CRAIGIE, *The Influence of the Timber Trade and Philemon Wright on the Social and Economic Development of Hull Township, 1800-1856*, thèse de M.A., Carleton University, 1969, 190p. A.W. COWAN, *The Canadian White Pine Trade with the United Kingdom, 1867-1914*, thèse de M.A., Carleton University, 1966, 139p. B.S. ELLIOTT, « The famous township of Hull. Images and aspirations of a pioneer Quebec community », *H.S./S.H.*, XII, 1979 : 339-367. R.P. GILLIS, « The Ottawa lumber barons and the conservation movement, 1880-1914 », *Journal of Canadian Studies*, IX, 1974 : 14-31.

Témiscamingue mais déborde aussi vers le Nord-Est ontarien.⁶⁹ Dans les Cantons-de-l'Est, depuis la thèse et les articles de G.F. McGuigan publiés peu après 1960 sur les concessions de terres,⁷⁰ il y eut certainement une volonté, assumée jusqu'à un certain point, de regrouper les chercheurs de la région. Il semble cependant que J.-P. Kesteman, qui a écrit sur la presse, sur le syndicalisme et qui a fait paraître récemment un article fort intéressant sur le développement de la ville de Sherbrooke entre 1875 et 1914, œuvre plus ou moins seul en ce qui concerne l'histoire urbaine et l'histoire socio-économique de ce coin de pays.⁷¹ Il faut cependant, dans ces recherches sur la colonisation et le développement économique régional, faire une place à part à J. Little qui, depuis sa thèse de doctorat sur la conquête des Cantons-de-l'Est au XIX^e siècle par les Canadiens français, multiplie les articles sur cette région.⁷² Du côté de la Gaspésie, où le sentiment particulièrement vif du sous-développement a coloré la recherche, il faut signaler les travaux de Paul Larocque, M. Grandbois, C. Dugas, J. Willis, R. Samson.⁷³ Dans ce cas, comme dans beaucoup d'autres, la production traduit la grande jeunesse de cette historiographie montante : de nombreux articles et peu de livres. Là, comme à plusieurs endroits, l'existence d'une revue d'histoire régionale facilite le renouveau.

À deux endroits seulement, l'idée de région semble avoir été suffisamment forte pour engendrer des projets collectifs intégrés de recherche. C'est d'abord au Saguenay, où le concept de développement du sous-développement, populaire parmi les chercheurs québécois de l'époque, eut une forte résonance, que, vers 1972, prit forme le projet sur la société saguenayenne. Au départ, cette enquête

69. B.-B. GOURD, « La colonisation des Clay Belts du Nord-Ouest québécois et du Nord-Est ontarien..., 1900-1930 », *R.H.A.F.*, XXVII, 1973 : 235-256. Voir aussi : *R.H.A.F.*, XXX, 1976 : 99-107.

70. G.F. MCGUIGAN, « La concession des terres dans les cantons de l'Est du Bas-Canada, 1763-1809 », *R.S.*, IV, 1963 : 71-89.

71. J.-P. KESTEMAN, « *Le Progrès* », 1874-1878. *Étude d'un journal de Sherbrooke*, Sherbrooke, Université de Sherbrooke, 1979, 141p. ; voir aussi : *R.H.A.F.*, XXXI, 1977 : 239-253 ; « La condition urbaine vue sous l'angle de la conjoncture économique : Sherbrooke, 1875-1914 », *Revue d'histoire urbaine (U.H.R./R.H.U.)*, XII, 1983 : 11-28.

72. J. LITTLE, *The Peaceable Conquest: French Canadian Colonization in the Eastern Townships during the Nineteenth Century*, thèse de Ph.D., Université d'Ottawa, 1976 ; voir aussi : *H.S./S.H.*, XI, 1978 : 134-143 ; *R.H.A.F.*, XXXII, 1978 : 19-39 ; *Revue de l'Université d'Ottawa*, LII, 1982 : 142-165.

73. P. LAROCQUE, *Pêche et coopération au Québec*, Montréal, Jour, 1978, 379p. ; « Les pêcheurs gaspésiens et le mouvement coopératif, 1939-1948 », *H.S./S.H.*, VIII, 1975 : 293-315 ; *Pêche et coopération en Gaspésie, 1938-1964*, thèse de Ph.D., Université Concordia, 1978, 384p. M. GRANDBOIS, « Le développement des disparités régionales en Gaspésie, 1760-1960 », *R.H.A.F.*, XXXVI, 1983 : 483-506. C. DUGAS, *L'Est du Québec à l'heure du développement régional*, Rimouski, Cahiers de l'Université du Québec, 1974, 329p. ; voir aussi les *Cahiers de géographie de Québec*, XVII, 1973 : 283-316. R. SAMSON, « Gaspé, 1760-1830. L'action du capital marchand chez les pêcheurs », *Anthropologie et sociétés*, V, 1981 : 57-86.

comportait, semble-t-il, trois éléments : une étude de la démographie orientée vers le social, une analyse des mouvements de la propriété foncière et un travail centré sur une mise en rapport de l'évolution de l'agriculture et de celle de l'économie forestière. Le second élément, auquel fut davantage associé le géographe Pierre Houde, est celui dont les résultats ont, jusqu'à ce jour, été les moins diffusés : un seul article publié en 1975 sur la propriété foncière au Saguenay.⁷⁴ Le troisième sous-projet a abouti après un bon nombre d'années à la publication d'un livre substantiel sur la paroisse d'Hébertville.⁷⁵ Il s'agit d'une étude sur la colonisation réalisée dans une perspective globale empruntée à la théorie du développement inégal et aux théories du développement du sous-développement. Le premier élément paraît avoir toujours constitué une priorité pour Gérard Bouchard, l'animateur de ce groupe de recherche.⁷⁶ C'est en grande partie par son entremise que doit s'opérer la prise en charge d'une masse considérable d'informations économiques, sociales et même médicales pour viser à une authentique histoire socio-culturelle de cette région, que Gérard Bouchard lui-même qualifie d'anthropologie historique.⁷⁷ Dans ce domaine du socio-culturel, il faut lire une œuvre qui, à proprement parler, n'est pas historique mais qui a un sens pour l'historiographie : il s'agit du livre de Michel VERDON intitulé *Anthropologie de la colonisation au Québec : le dilemme d'un village du Lac-Saint-Jean*, (1973).⁷⁸ Mentionnons enfin l'étude du géographe Pierre-Yves PÉPIN, *Le Royaume du Saguenay*, qui date de 1969.⁷⁹

En Mauricie, sûrement davantage qu'au Saguenay où M^{gr} Victor Tremblay avait pendant longtemps été presque le seul à tenir le flambeau de l'histoire régionale, cette tradition historiographique existait depuis plus d'un siècle, alimentée qu'elle fut successivement par B. Sulte, M^{gr} A. Tessier et R. Douville. Mais, depuis moins d'une décennie, conséquence sans doute de la création de l'Université du Québec à Trois-Rivières (U.Q.T.R.), un regroupement des chercheurs avait été entrepris et réalisé. Afin de mieux traduire cette orientation, on doit noter les deux livres de Normand Séguin et René Hardy : *L'agriculture*

74. P. HOUDE, « La propriété foncière au Saguenay, 1840-1875 », *Protée*, 1975 : 67-87.

75. N. SÉGUIN, *La conquête du sol...*, *op. cit.* [note 19]; voir aussi : « L'économie agro-forestière : genèse du développement au Saguenay au XIX^e siècle », *R.H.A.F.*, XXIX, 1976 : 559-566; *Agriculture et colonisation...*, *op. cit.* [note 49].

76. G. BOUCHARD, « Démographie et société rurale au Saguenay, 1851-1935 », *R.S.*, XIX, 1978 : 7-31; « Introduction à l'étude de la société saguenayenne aux XIX^e et XX^e siècles », *R.H.A.F.*, XXXI, 1977 : 3-28; « L'histoire démographique et le problème des migrations : l'exemple de Laterrière », *H.S./S.H.*, VIII, 1975 : 21-33.

77. G. BOUCHARD, « Essai d'anthropologie régionale : l'histoire sociale aux XIX^e et XX^e siècles », *Annales. Économies, sociétés, civilisations*, 1979 : 106-125; « La science historique comme anthropologie sociale : plaidoyer pour une méthodologique », dans : D. CARR *et al.* (éds), *La philosophie de l'histoire...*, *op. cit.* [note 2].

78. Montréal, PUM, 1973, 283p.

79. Ottawa, Ministère de l'expansion économique régionale, 1969, 435p.

en Mauricie et *Forêt et société en Mauricie* (1984).⁸⁰ Encore ici, l'intérêt pour l'agro-forestier est capital. Parmi les thèses qui ont donné lieu à des articles, voir celles de B. Gauthier sur la sous-traitance et de C.-A. Fortin sur la main-d'œuvre forestière. Évidemment, il est difficile de traiter de l'économie forestière sans avoir une fenêtre ouverte sur le phénomène industriel. À cet égard, un certain nombre de thèses ont été rédigées : par A. Dion sur les pâtes et papier, C. Bellavance sur le patronat, N. Belleau et N. Brouillette sur l'industrialisation proprement dite. Surtout, il importe de signaler deux publications de Pierre LANTHIER, dont l'une a pour titre : « Stratégie industrielle et développement régional : le cas de la Mauricie au XX^e siècle ». ⁸¹

C) Industrialisation et classe ouvrière

Le colloque de *Recherches sociographiques* de 1962 avait, confirmant en cela un vœu qui ressortait des *Essais sur le Québec contemporain* (1952), mis en lumière le besoin urgent, largement exprimé par les intellectuels de l'époque, de comprendre quand, comment et à travers quelles étapes s'était réalisé le processus industriel au Québec. En effet, le modèle généralement utilisé jusque-là pour analyser la société québécoise était celui de la *folk society* qui, afin de mettre en évidence le retard et les difficultés d'adaptation du milieu québécois au monde moderne, avait marqué le contraste entre société traditionnelle et société industrielle.

On aurait pu croire qu'une telle prise de conscience exprimée avec autant de conviction par les personnes intéressées se traduirait par une masse d'études empiriques. Il est vrai qu'avant 1963, les historiens ont eu tendance à faire porter leurs efforts de recherche surtout sur la Nouvelle-France (64.5% des articles publiés entre 1955 et 1963 dans la *R.H.A.F.* touchent à cette période) et que l'intérêt pour la période postérieure à 1867 était à cette date bien minime ; mais il faut ajouter que, depuis 1963, le goût pour le contemporain s'est accru

80. N. SÉGUIN, R. HARDY et L. VERREAULT-ROY, *L'agriculture en Mauricie, 1850-1950. Dossier statistique*, Trois-Rivières, U.Q.T.R., 1979, 175p. N. SÉGUIN, « L'agriculture de la Mauricie et du Québec, 1850-1950 », *R.H.A.F.*, XXXV, 1982 : 537-562. N. SÉGUIN et R. HARDY, « Forêt et société en Mauricie, 1850-1930 », *B.H.C.M.*, XIII, 1981 : 51-57 ; R. HARDY et N. SÉGUIN, *Forêt et société en Mauricie*, Montréal, Boréal Express, 1984, 222p.

81. B. GAUTHIER, « La sous-traitance et l'exploitation forestière en Mauricie, 1850-1875 », *B.H.C.M.*, XIII, 1981 : 59-69. C.-A. FORTIN, « Profil de la main-d'œuvre forestière en Mauricie d'après le recensement de 1861 », *B.H.C.M.*, XIII, 1981 : 75-81. N. BROUILLETTE, « Les facteurs du déclin industriel de Shawinigan, province de Québec », *Cahiers de géographie de Québec*, XVII, 1973 : 123-133. P. LANTHIER : *R.H.A.F.*, XXXVII, 1983 : 3-20. A. DION, *L'industrie des pâtes et papier en Mauricie, 1887-1929*, thèse de M.A., U.Q.T.R., 1981, 205p. J. BELLEAU, *L'industrialisation de Trois-Rivières, 1905-1925*, thèse de M.A., U.Q.T.R., 1979, 99p. C. BELLAVANCE, *Le patronat de la grande entreprise en Mauricie, 1900-1950*, thèse de M.A., U.Q.T.R., 1984, 149p.

rapidement. De sorte que là n'est pas l'explication première du fait que, vingt-cinq ans plus tard, celui qui veut découvrir la réponse à cette question ne dispose encore que d'un nombre fort limité d'œuvres substantielles de synthèse et d'un nombre également réduit de monographies couvrant une gamme très restreinte de sujets. En incluant dans ce bilan les articles de revues, on parvient à aligner un peu plus de soixante-dix titres au maximum.

1. *L'industrialisation*

Parmi les œuvres générales, l'*Histoire économique* de HAMELIN/ROBY, qui porte sur la période pré-industrielle, s'impose à cause du caractère exhaustif de son analyse.⁸² Puis viennent, écrits surtout dans la perspective de la thèse continentaliste, les deux livres d'Albert FAUCHER, dont un assez grand nombre de chapitres ont vu le jour sous forme d'articles bien des années avant d'être réunis en volume. Ces deux œuvres, *Histoire économique et unité canadienne* (1970) et *Le Québec en Amérique au XIX^e siècle* (1973) éclairent aussi, par leur attention à la mise en place du processus industriel, les enracinements de la première moitié du XX^e siècle.⁸³ Évidemment, elles ne peuvent qu'avoir leur complément dans les livres d'André Raynauld sur les structures économiques de la province de Québec et sur le développement régional, travaux rédigés à une époque où le modèle de Rostow était encore très populaire. Également essentiel est le livre de John DALES, *Hydroelectricity and Industrial Development in Quebec, 1898-1940* (1957) qui, d'une façon, demeure tributaire de la théorie des *staples*.⁸⁴ Mais, pour ceux qui ont besoin d'une synthèse claire et facile, définie à l'intérieur du cadre d'une histoire générale faite selon un schéma assez néo-nationaliste, le manuel de LINTEAU, DUROCHER et ROBERT, *Histoire du Québec contemporain. De la Confédération à la crise, 1867-1929* (1977), constitue un effort nécessaire de mise en ordre des faits, sinon des interprétations.⁸⁵ Notons enfin de Robert AMSTRONG, un économiste qui se réclame de l'Américain D. North et qui a travaillé dans le passé sur l'industrie de l'amiante, un petit livre publié tout récemment sous le titre *Structure and Change. An Economic History of Quebec* et dont, déclare l'auteur, les bases théoriques sont à la fois explicites et implicites.⁸⁶

Tout cela est d'autant plus modeste comme production qu'aucune de ces études ne va au-delà du début de la seconde guerre mondiale. Encore si ces

82. *Op. cit.* [note 48].

83. Montréal, Fides, 296p. et 247p.

84. A. RAYNAULD, *Croissance et structures...*, *op. cit.* [note 34]; *Institutions économiques canadiennes*, Montréal, Beauchemin, 1964, 476p. John DALES : publié par Harvard University Press.

85. Montréal, Boréal Express, 658p.

86. Toronto, Gage, 1984, 295p.

carences étaient comblées par une abondante floraison de monographies. Mais tel n'est pas le cas. Une dizaine de volumes au maximum sur des sujets variés. Dans la liste des auteurs figurant dans cette catégorie, le nom d'André Raynauld revient à deux reprises pour des œuvres qui, finalement, ne concernent qu'indirectement l'histoire économique.⁸⁷ C'est dire toute la flexibilité de nos critères à cet égard. Du côté des articles de revues, les acquis ne sont guère plus impressionnants : une trentaine de textes au total, comportant un éventail très large de questions abordées. L'histoire urbaine, celle du transport et du commerce extérieur dominant ce groupe. La même diversité se retrouve dans la catégorie des thèses qui, comme les articles, offrent au moins l'avantage de traiter assez souvent de problèmes plus contemporains. Mais elles ne dépassent pas la vingtaine. Le fait le plus frappant en ce qui concerne les auteurs de ces publications, c'est que les historiens constituent moins de la moitié des signataires d'articles et seulement un tiers des auteurs de livres. Cela illustre à nouveau la présence croissante des spécialistes des autres sciences sociales dans le champ historiographique et démontre en même temps le fait que les historiens et les autres ne se sont appliqués à l'histoire économique que dans la mesure où celle-ci collait d'une façon plus immédiate à leurs préoccupations présentes : c'est-à-dire en fonction de la question nationale et de la question sociale. L'attention accordée successivement à la bourgeoisie, à la paysannerie, au développement régional et à la classe ouvrière relevait incontestablement de ces perspectives, que ce fût exclusivement par le biais du national, par celui du social ou par les deux à la fois. Il y eut donc sur ce plan une continuité à partir des nouveaux courants historiographiques des années 1950.

La recherche sur la classe et le mouvement ouvriers s'amorça seulement après 1965. Naturellement, cette orientation ne s'était pas dessinée au hasard puisqu'elle avait sa source dans la fermentation nationaliste et sociale qui avait débuté bien avant la révolution tranquille et dont nous trouvons jusqu'à un certain point une première expression dans le livre édité en 1956 par P.-E. Trudeau sur la grève de l'amiante⁸⁸ et par les écrits de Stanley Ryerson, qui, d'une œuvre à l'autre, toutes inspirées du modèle de la transition du féodalisme au capitalisme, avait cependant modifié ses vues sur le moment de l'émergence du capitalisme industriel et, par conséquent, de la classe ouvrière.⁸⁹ En 1962, Catherine Vance avait publié dans le *Marxist Quarterly* un article sur le premier syndicalisme québécois.⁹⁰ Ce ne fut pourtant qu'après 1965 que la recherche sur les travailleurs commença vraiment à prendre forme. En 1966,

87. *Op. cit.* [note 84].

88. P.-E. TRUDEAU (éd.), *La grève de l'amiante. Une étape de la révolution industrielle au Québec*, Montréal, Cité libre, 1956, 430p.

89. *Op. cit.* [note 58].

90. C. VANCE, « Early trade unionism in Quebec », *Marxist Quarterly*, III, 1962 : 26-42.

Richard DESROSIERS et Denis HÉROUX firent paraître une série d'essais sous le titre : *Les travailleurs québécois et le syndicalisme*.⁹¹ À Québec, Jean Hamelin avait déjà orienté nombre d'étudiants dans cette direction et, avec eux, il mit au point un répertoire des grèves.⁹² À cette date, ce courant historiographique était lancé. Pour en saisir le pouls à ce jour, nous avons dressé un inventaire de cent vingt titres, dont 70% représentent l'apport des historiens. Tous ces travaux, qui incluent environ vingt-cinq livres, une cinquantaine d'articles et une quarantaine de thèses, se répartissent en quelques catégories dominantes, dont le syndicalisme, la condition ouvrière et les idéologies des organisations ouvrières constituent la trame essentielle.

2. La condition ouvrière

Lorsqu'on examine de près la liste des œuvres consacrées à l'étude de la condition ouvrière, le bilan est loin d'être impressionnant puisqu'il n'inclut que quelques livres traitant directement de la question et dont la portée est, à vrai dire, relativement restreinte. En effet, hors le chapitre sur le capital et le travail dans l'*Histoire économique* de Hamelin/Roby et ce qu'en disent Lindeau, Durocher et Robert dans leur manuel,⁹³ on ne peut guère mentionner parmi les productions substantielles que des œuvres portant sur la fin du XIX^e siècle et les premières décennies du XX^e. À cet égard, il faut d'abord signaler deux livres parus en 1974 : celui de Terry Copp sur la classe ouvrière montréalaise et celui de Jacques Rouillard sur les travailleurs du coton.⁹⁴ Un an plus tard, Jean De Bonville publiait son *Jean-Baptiste Gagnepetit*, mais il fallut attendre encore trois années avant que Fernand Harvey ne fasse paraître son étude sur les rapports entre le capital et le travail au Québec à la fin du XIX^e siècle.⁹⁵ Depuis ce temps, aucune œuvre substantielle n'a vu le jour sur cette question fondamentale pour l'analyse du développement de la classe ouvrière.

Heureusement, la production d'articles de revues, de thèses et de monographies de caractère plus spécifique est relativement abondante et étalée sur

91. Montréal, Éditions Sainte-Marie, 120p.

92. J. HAMELIN, P. LAROCQUE et J. ROUILLARD, *Répertoire des grèves dans la province de Québec au XIX^e siècle*, Montréal, Les Presses des H.E.C., 1970, 168p.

93. HAMELIN/ROBY, *op. cit.* [note 48]. LINDEAU *et al.*, *op. cit.* [note 85].

94. T. COPP, *The Anatomy of Poverty: The Condition of the Working Class in Montreal, 1897-1929*, Toronto, McClelland and Stewart, 1974; (traduction française: Montréal, Boréal Express, 1978, 213p.). J. ROUILLARD, *Les travailleurs du coton au Québec, 1900-1915*, Montréal, PUQ, 1974, 152p.

95. J. DEBONVILLE, *Jean-Baptiste Gagnepetit. Les travailleurs montréalais à la fin du XIX^e siècle*, Montréal, L'Aurore, 1975, 253p. F. HARVEY, *Révolution industrielle et travailleurs. Une enquête sur les rapports entre le capital et le travail à la fin du XIX^e siècle*, Montréal, Boréal Express, 1978, 347p.; « Technologie et organisation du travail à la fin du XIX^e siècle : le cas du Québec », *R.S.*, XVIII, 1977: 397-414.

une période plus longue. Ainsi, les recherches sur l'apprentissage, parfois menées dans la perspective de la transition de l'atelier vers la manufacture, ont donné jusqu'à ce jour des résultats : à part le petit livre de J.-P. Hardy et de T. Ruddell paru en 1977 sur les apprentis artisans de la ville de Québec, on peut se référer à des textes de P. Moogk sur les apprentis de la Nouvelle-France et de P. Audet sur ceux de Montréal au début du XIX^e siècle, productions auxquelles on doit ajouter plusieurs recherches en cours, notamment celles relatives aux apprentis féminins engagés dans le secteur du vêtement à Montréal vers 1850.⁹⁶ En plus des références déjà faites aux travaux concernant la main-d'œuvre employée dans la traite des pelleteries aux XVII^e et XVIII^e siècles, dont un texte de A. Greer paru en 1981, il est indispensable, en raison de leur petit nombre, de faire état des textes de C.-A. Fortin, de C. Legendre et M. Larose sur la situation de la main-d'œuvre en milieu forestier.⁹⁷ À propos des ouvriers de l'industrie du cuir et de la chaussure, activités tellement importantes au XIX^e siècle dans les villes de Québec et de Montréal, plusieurs thèses ont été soutenues et des articles publiés, entre autres par M. et N. Thivierge, J. Mathieu et J. Burgess.⁹⁸ Dans cet inventaire, il est important d'inclure les écrits de P. Larocque sur les pêcheurs gaspésiens au milieu du XX^e siècle et de J.-P. Kesteman sur les journaliers attirés vers 1850 par les entreprises de construction des chemins de fer.⁹⁹ Pour achever ce tour d'horizon, notons quelques productions de caractère un peu plus général faits par J. Bernier, P. Larocque, J. Saint-Pierre et R. Tremblay sur les ouvriers de Québec et de Montréal aux XIX^e et XX^e siècles.¹⁰⁰

96. J.-P. HARDY et T. RUDDELL, *Les apprentis artisans à Québec, 1660-1815*, Montréal, PUQ, 1977, 220p. P. MOOGK, « Apprenticeship indentures: a key to artisan-life in New France », *C.H.A.A.R.*, 1971; 65-83; « In the darkness of a basement: craftsmen associations in the early French Canada », *C.H.R.*, LVII, 1976: 399-439; *Building a House in New France. An Account of the Perplexities of Clients and Craftsmen in Early Canada*, Toronto, McClelland and Stewart, 1977, 144p. P. AUDET, *Apprenticeship in Early Nineteenth Century Montreal, 1790-1812*, thèse de M.A., Université Concordia, 1975, 189p.

97. A. GREER, « Fur trade labour and Lower Canadian agrarian structure », *C.H.A.A.R.*, 1981: 197-214. C. LEGENDRE, « Les débuts de la rémunération à la pièce dans l'industrie forestière », *R.S.*, XX, 1979: 301-335. M. LAROSE, « Les contrats d'engagement des travailleurs forestiers de la Mauricie », *B.H.C.M.*, XIII, 1981: 69-73.

98. J. BURGESS, « L'industrie de la chaussure à Montréal, 1840-1870. Le passage de l'artisanat à la fabrique », *R.H.A.F.*, XXXI, 1977: 187-210. J. MATHIEU, *La condition ouvrière dans l'industrie du cuir à Québec de 1900 à 1930 d'après les procès-verbaux d'un syndicat*, thèse de M.A., Université Laval, 1970, 120p. M. THIVIERGE, « Les artisans du cuir à Québec, 1660-1760 », *R.H.A.F.*, XXXIV, 1980: 341-356. N. THIVIERGE, *La condition sociale des ouvriers de l'industrie de la chaussure à Québec, 1900-1940*, thèse de M.A., Université Laval, 1979, 164p.

99. P. LAROCQUE, *op. cit.* [note 73], ainsi que: *La condition socio-économique des travailleurs de la ville de Québec, 1896-1914*, thèse de M.A., Université Laval, 1971, 212p. Voir sur ce sujet: *Labour/Le Travailleur*, I, 1976: 122-138. J.-P. KESTEMAN: *R.H.A.F.*, XXXI, 1978: 525-546.

100. J. BERNIER, *La condition ouvrière à Montréal à la fin du XIX^e siècle*, thèse de M.A., Université Laval, 1971, 102p.; « La construction domiciliaire à Québec, 1810-1820 », *R.H.A.F.*,

Tout cela n'est sans doute pas aussi vibrant qu'on pourrait le souhaiter dans le cadre d'une historiographie en pleine transformation. Mais il faut dire qu'avant 1960, ce dossier avait à peine été ouvert et que, depuis 1975, l'intérêt pour l'économique semble avoir cédé le pas devant la montée du culturel sans que, pour autant, on se soit penché avec prédilection, ainsi qu'on l'a fait en Angleterre et au Canada anglais, sur le problème de la culture de la classe ouvrière, comme si celle-ci était devenue la véritable armature de la nation et de sa culture.¹⁰¹

Il est vrai que, dans le passé, quelques historiens ont réussi à prendre suffisamment leur distance à l'égard de l'idée bien enracinée que les classes dirigeantes, qu'il s'agisse du clergé ou de la bourgeoisie, avaient constitué le foyer principal de l'éclosion et de la diffusion des valeurs nationales, pour attribuer, en ce qui concerne la société pré-industrielle, une grande partie de ce rôle historique à la paysannerie. C'est certainement une idée qui anime l'œuvre maîtresse de Louise Dechêne et se retrouve marginalisée chez Gilles Bourque dans son livre de 1979.¹⁰² À ces noms, il faut ajouter celui de J.-P. Wallot, qui a magnifié aux yeux de la nation la présence en son sein du « paysan indépendant ».¹⁰³ Mais, jusqu'à aujourd'hui, aucun historien québécois n'a développé pareille ferveur à l'endroit des travailleurs. Une seule exception peut-être à cette règle : Yvan LAMONDE, qui a débuté sa carrière en pratiquant l'histoire intellectuelle pour passer ensuite à des études sur la culture savante et aboutir finalement, en 1982, à la publication, en collaboration avec L. Ferretti et D. Leblanc, de *La culture de la classe ouvrière à Montréal, 1880-1920*.¹⁰⁴ Cette initiative, qui porte la marque des historiens anglais de la classe ouvrière, est peut-être le signe d'une orientation nouvelle. Qui sait ?

XXXI, 1978 : 547-562. J. ST-PIERRE, *Le quartier Saint-Roch de Québec, l'environnement socio-économique des travailleurs, 1941-1971*, thèse de M.A., Université Laval, 1974, 331p. J. ST-PIERRE et P. BERNIER, *Les travailleurs québécois, 1940-1971. Chronologie*, Québec, Institut supérieur des sciences humaines, Université Laval, 1974, 190p. R. TREMBLAY, « La grève des ouvriers de la construction navale à Québec, 1840 », *R.H.A.F.*, XXXVI, 1983 : 227-240 ; « Un aspect de la consolidation du pouvoir d'État de la bourgeoisie coloniale : la législation anti-ouvrière dans le Bas-Canada, 1800-1850 », *Labour/Le Travailleur*, VIII, 1981 : 243-252.

101. L'influence de E.P. THOMPSON (*The Making of the English Working Class*, publié en 1963 et réédité dans Pelican Books depuis 1968, 958p.) est particulièrement sensible sur G. Kealey et B. PALMER. Celui-ci a publié un livre dont le titre et le contenu sont évocateurs à cet égard : *Working-Class Experience: The Rise and Reconstitution of Canadian Labour, 1800-1980*, Toronto, Butterworks, 1982, 347p.

102. L. DECHÊNE, *Habitants et marchands...*, *op. cit.* [note 47], pp. 414-480 et, en particulier, p. 490. G. BOURQUE, ... *La question nationale*, *op. cit.* [note 61], p. 26.

103. G. PAQUET et J.-P. WALLOT, « Le Bas-Canada au début du XIX^e siècle : une hypothèse », *R.H.A.F.*, XXV, 1971 : 39-61. J.-P. WALLOT, « La religion catholique et les Canadiens au début du XIX^e siècle », dans : *Un Québec qui bougeait...*, *op. cit.* [note 56] : 183-224.

104. Québec, Institut québécois de recherche sur la culture (I.Q.R.C.), 1982.

3. *Le syndicalisme*

Dans la mesure où on a continué au Québec à pousser les recherches sur les travailleurs, la perspective est demeurée plutôt socio-économique, de sorte que les travaux sur les syndicats, leur idéologie et le mouvement ouvrier s'en sont trouvés marqués d'une façon capitale. Cela se comprend puisque, du point de vue de la question nationale, qui joue autant en ce domaine que dans le reste de l'historiographie, l'argument de la subordination économique à l'endroit des étrangers pouvait apparaître plus décisif que l'argument culturel envisagé isolément. Il est possible aussi que tout cela soit simplement le reflet de la progression trop récente encore de l'histoire socio-culturelle dans le milieu québécois.

Dans le sens de la tendance dominante en ce domaine, il importe de mettre à nouveau l'accent sur la prise de conscience par les historiens de la situation des ouvriers en tant que groupe exploité par l'étranger et dominé par celui-ci même à l'intérieur des structures syndicales. Loin de les inciter à reconnaître aux travailleurs un statut prépondérant dans l'œuvre de maturation de la culture nationale, cette sensibilisation amène, au contraire, la grande majorité des spécialistes de l'histoire ouvrière à voir dans l'ouvrier uniquement le symbole d'une nation dépouillée et asservie. Il y a donc eu quand même, depuis 1960, une transition qui se serait produite dans l'historiographie depuis les positions des défenseurs nationalistes du syndicalisme catholique jusqu'à celles des historiens qui envisagent le syndicalisme comme l'expression d'un mouvement social habité par la lutte des classes.

C'est certainement en raison de leur grande prédilection pour la question nationale que la majorité des historiens qui s'intéressèrent au syndicalisme accordèrent tellement d'attention à la forme d'expérience syndicale avec laquelle ils avaient le plus d'affinités idéologiques : le syndicalisme catholique et, sous sa formule déconfessionnalisée, le syndicalisme national. On peut dire que, depuis la thèse de M. Têtu soutenue en 1961 sur les premiers syndicats catholiques¹⁰⁵ jusqu'à tout récemment, cette tendance de l'historiographie s'est à peine démentie, à tel point qu'on pourrait avoir aisément l'impression que, depuis le XIX^e siècle, l'évolution des organisations ouvrières s'est accomplie dans le sens d'une concentration croissante des forces syndicales au profit du mouvement représenté plus tard par la C.S.N. Pourtant, en y songeant bien, il semble assez évident que le pluralisme a toujours été une caractéristique dominante du syndicalisme québécois, alors que le nationalisme sous différentes formes a, avec le temps, imprégné à des degrés divers presque toutes les associations syndicales québécoises et canadiennes.

105. M. TÊTU, *Les premiers syndicats catholiques canadiens, 1900-1921*, thèse de doctorat ès Lettres, Université Laval, 1961, 562p.

Cette diversité des expériences fut quand même, en 1964, assez bien reconnue par Louis-Marie Tremblay.¹⁰⁶ À l'exemple de plusieurs autres analystes, celui-ci présenta le syndicalisme québécois comme le produit de l'intervention de forces extérieures au milieu ouvrier québécois lui-même, mais il insista davantage sur le fait que ces forces n'avaient cessé à long terme de jouer en faveur du développement d'un syndicalisme bien de « chez nous ». Ainsi mûri et apprivoisé grâce à l'apport des traditions britanniques et américaines et, plus encore, grâce à l'action éclairée de la classe dirigeante locale, en l'occurrence, le clergé, le syndicalisme catholique pouvait apparaître en fin de compte comme un don fait par l'Église aux travailleurs. Cette façon de voir les choses avait l'avantage de situer l'émergence du syndicalisme catholique dans un contexte plus large ; mais, hors le fait qu'elle justifiait sans nuances la stratégie cléricale en cette matière, elle laissait peu de place à l'intervention de l'ouvrier lui-même dans ce processus, si ce n'est par l'entremise de ses chefs agissant en son nom et grands responsables des perspectives et des significations de l'action ouvrière.

Ce schéma se retrouve aussi avec quelques modifications en arrière-plan implicite au texte publié par Jacques Dofny et Paul Bernard en 1968, au moment où le mouvement indépendantiste connaissait une croissance accélérée.¹⁰⁷ Dans les circonstances, les syndicats nationaux pouvaient faire figure d'institutions susceptibles d'insuffler, tant au plan national qu'au plan social, à la révolution tranquille une tournure plus radicale. Les auteurs de cet article furent sûrement influencés par ce climat exaltant. Car, choisissant d'expliquer la montée continue de la C.S.N. depuis 1945 en la reliant à ses traditions et, parmi elles, à son biais catholique, ils montrèrent comment les structures particulières et les retards mêmes de cette centrale, qu'ils décrivent comme l'expression d'un mouvement socio-politique plus large, l'ont servie dans sa rivalité incessante avec les syndicats d'origine américaine. Proposant une explication différente de ce phénomène, Paul Bélanger ne semble pas non plus s'être dégagé de ces pressions idéologiques, qui pèsent également sur les nouveaux écrits de Louis-Marie Tremblay.¹⁰⁸ Celui-ci, dans son livre sur les idéologies dans le monde syndical, ne put que réaffirmer le rôle dominant de la C.S.N. en ce domaine et montrer comment la F.T.Q. fut alors forcée de se

106. L.-M. TREMBLAY, « L'influence extragène en matière de direction syndicale au Canada », dans : F. HARVEY (éd.), *Le mouvement ouvrier au Québec*, Montréal, Boréal Express, 1980 : 215-228 ; (publié d'abord dans *Relations industrielles*, 1964).

107. J. DOFNY et P. BERNARD, « L'évolution historique du syndicalisme au Québec », rep. dans : F. HARVEY (éd.), *Le mouvement ouvrier...* : 151-162.

108. P. BÉLANGER : cité dans *Id.*, note 75, p. 31. L.-M. TREMBLAY, *Évolution de la philosophie du syndicalisme au Québec, 1940-1965*, Ottawa, Éditions de l'Université d'Ottawa, 1968, 218p. ; *Le syndicalisme québécois. Idéologies de la C.S.N. et de la F.T.Q., 1940-1970*, Montréal, PUM, 1972, 288p.

réaligner idéologiquement dans la direction imposée par sa rivale. Cette interprétation n'est pourtant pas acceptée par Bernard Solasse, qui soutient que, dans tous les cas, la radicalisation des années 1960 fut principalement déterminée par les conflits de travail.¹⁰⁹ Cette foi intense en l'avenir de la C.S.N. en tant que force unificatrice du mouvement syndical était à proprement parler utopique, même lorsque, vers 1965, ses effectifs augmentaient rapidement. À plus forte raison en sera-t-il ainsi dix ans plus tard, au moment où le nombre de ses membres aura chuté considérablement. N'empêche que, en 1979, le livre de Jacques ROUILLARD, *Les syndicats nationaux au Québec, 1900-1920*, prolonge ce courant de l'historiographie ouvrière qui, d'un côté, exalte le caractère nationaliste de ces syndicats et qui, d'un autre côté, tout en ayant l'air d'en minimiser l'impact, bonifie leur aventure catholique.¹¹⁰ C'est pourquoi on ne doit pas s'y tromper, son livre finalement porte davantage sur l'émergence des syndicats catholiques, qu'il présente comme les héritiers à certains égards des Chevaliers du travail et des syndicats nationaux. Évidemment, en racontant cette évolution, Rouillard met en scène tous les intervenants les plus visibles : d'une part, les syndicats (nationaux, catholiques, internationaux et même les Chevaliers du travail) et, d'autre part, les groupes socio-politiques (le clergé, le patronat, les chefs syndicaux et l'État). Des rapports et des luttes entre tous ces gens pendant trente ans, une conclusion se dégage : dans leur pratique quotidienne, les syndicats nationaux et catholiques ont fonctionné comme des syndicats normaux en quelque pays qu'ils se trouvent et, à ce titre, ils ne furent pas d'une façon significative différents des internationaux. À partir de cette observation, l'auteur peut déclarer que l'idéologie catholique n'eut pas tellement d'influence sur la pratique syndicale. C'est beaucoup dire et assez rapidement sur une question complexe. Mais, curieusement, entre la pratique syndicale et l'idéologie nationaliste, Rouillard n'aperçoit pas le même désaccord qu'entre la religion et le syndicalisme. Pourtant, les Québécois de toutes catégories sociales étaient catholiques depuis toujours et nationalistes depuis environ un siècle lorsque les deux groupes syndicaux américains vinrent s'installer au Québec et au Canada pour y regrouper les ouvriers, avec beaucoup de succès, doit-on dire. Pensant à ceux qui joignirent leurs rangs ou refusèrent de le faire, on ne peut s'empêcher de croire que le nationalisme québécois du début du XX^e siècle contenait en germe plusieurs options sur les plans économique, religieux et politique, qui ne compromettaient pas nécessairement l'appartenance à la communauté nationale, comme on serait enclin à le proclamer en scrutant ces événements avec les yeux des années 1970, que ce soient les espoirs du Parti québécois ou ceux d'une certaine C.S.N. lorsqu'elle adopte une enseigne

109. B. SOLASSE, « Les idéologies de la Fédération des travailleurs du Québec et de la Confédération des syndicats nationaux, 1960-1978 », dans : F. DUMONT, J. HAMELIN et J.-P. MONTMINY (éds), *Idéologies au Canada français, 1940-1976*, Québec, PUL, 1981, II : 219-294.

110. Québec, PUL, 1979, 342p.

socialiste, qu'elle dénomme humanisme démocratique. Quels que soient les acquis en si peu d'années, il ne fait pas de doute aujourd'hui que ce dossier du mouvement ouvrier est fort incomplet à plusieurs niveaux, bien que Rouillard lui-même ait contribué sur plusieurs points à tenter de le mettre à jour, par des textes sur les mutations de la C.T.C.C., sur le militantisme syndical au Québec et en Ontario, sur les travailleurs féminins, sur les Juifs et, surtout, par son livre sur la C.S.N., qui porte sur cette centrale jusqu'en 1981.¹¹¹ Sans toutefois modifier sa perspective générale et son interprétation, il en arrive quand même dans ce livre à admettre que la déconfectionnalisation avait été rendue nécessaire en 1960 par le fait que l'idéologie catholique imposait de sérieux freins à l'expansion des effectifs de cette centrale.

Il est bien évident, à la lecture de ces œuvres, que certains intervenants dans ces débats qui les concernent directement n'ont pas reçu toute l'attention voulue de la part des chercheurs. Cela est vrai en particulier des syndicats autres que les syndicats nationaux et catholiques. Une fois qu'on a cité la thèse de G. Gervais (1968) sur Médéric Lanctôt et son projet, formulé en 1867, de rassemblement des unions ouvrières, qu'on a signalé les livres de R. BOILY sur les Irlandais du canal Lachine en grève en 1843 et de C. LARIVIÈRE sur *Albert Saint-Martin, militant d'avant-garde, 1865-1947*, et mentionné le texte de R. Babcock sur Samuel Gompers, la liste des productions de la décennie 1970-1980 n'est pas loin d'être complète à ce sujet.¹¹² Mais, depuis ce temps, elle s'est un peu enrichie grâce à un article substantiel de F. HARVEY lui-même, publié en 1980, sur les Chevaliers du travail et à un autre signé par J. ROUILLARD sur les syndicats internationaux.¹¹³ Mais, dans l'ensemble, les lacunes ici restent énormes, tant au plan des connaissances que de la variété des perspectives. Là où des éléments nouveaux ont été mis en œuvre, c'est dans le domaine des rapports entre l'activité syndicale, les travailleurs et la classe ouvrière.

Tout cela pour démontrer, entre autres, que le courant historiographique qui a abouti aux travaux de J. Rouillard est tellement centré sur la question nationale qu'il est difficile de croire que les conflits dont il fait état aient pu, même éventuellement, se dérouler dans une société de classes. Il est étonnant qu'on ait pu simplifier ainsi la démarche scientifique, non seulement parce que,

111. J. ROUILLARD, *Histoire de la C.S.N., 1921-1981*, Montréal, Boréal Express, 1981, 336p.

112. Voir l'article: G. GERVAIS, «Un souverainiste du XIX^e siècle. Médéric Lanctôt, 1838-1877», *R.S.*, X, 1969: 409-418. R. BOILY: Montréal, Leméac, 1980, 207p. C. LARIVIÈRE: Laval, Albert Saint-Martin, 1979, 290p. R. BABCOCK: dans F. HARVEY (éd.), *Le mouvement ouvrier...*, *op. cit.* [note 106]: 131-150.

113. F. HARVEY, dans: *Le mouvement ouvrier...*, *op. cit.* [note 106]: 69-130. J. ROUILLARD, «Implantation et expansion de l'Union internationale des travailleurs en chaussure au Québec de 1900 à 1940», *R.H.A.F.*, XXXVI, 1982: 75-106.

hors l'humanisme démocratique, le socialisme et le marxisme étaient quand même dans l'air depuis 1965 au moins, mais parce que nombre d'auteurs s'étaient déjà interrogés sur l'histoire ouvrière en fonction de la lutte des classes.

4. *Les rapports de classes*

Louis MAHEU ne fut peut-être pas, en 1967-1968, le premier à voir les choses sous l'angle des rapports de classes mais il le fit d'une façon propre à éclairer la voie à suivre pour y parvenir.¹¹⁴ Sans aller jusqu'à déceler derrière l'expérience des syndicats catholiques ou celle des internationaux d'authentiques mouvements sociaux — encore qu'il aurait pu progresser plus loin dans cette direction — il montra, à la suite de P.-E. Trudeau, que l'intervention cléricale dans le domaine syndical n'était ni anodine ni inoffensive en égard au développement de la lutte des classes. Selon lui, le clergé avait réussi, en misant sur la religion et le nationalisme, à prévenir une polarisation des affrontements dans le sens qui le heurtait le plus : celui d'un conflit de classes. À l'encontre de l'interprétation des devanciers de Rouillard, il prétendit en plus que les syndicats internationaux étaient en fin de compte peut-être beaucoup plus progressistes à ce sujet que leurs rivaux catholiques.

En vérité, les auteurs qui ont le plus contribué à faire avancer la discussion de façon à tenir compte des arrière-plans socio-économiques, du travailleur lui-même et de ses rapports avec les autres classes de la société sont ceux qui se sont intéressés davantage à la condition ouvrière et aux grèves autrement que comme de simples luttes de syndicats. Ce fut certainement le cas de Robert TREMBLAY dans un texte récent intitulé « La formation matérielle de la classe ouvrière à Montréal entre 1790 et 1830 » qui, tout en restant dans les limites du bon sens, a réussi à poser quelques jalons pour l'exploration des origines d'une « classe ouvrière » au Québec.¹¹⁵ C'est aussi le cas de Margaret HEAP dans son étude sur la grève des charretiers à Montréal en 1864, dans laquelle les arrière-plans socio-économiques et les divers éléments de la lutte sont bien dégagés.¹¹⁶ Cette observation s'applique à plus forte raison aux travaux d'Hélène David, qui s'est appliquée à analyser le mouvement des grèves au Québec de 1945 à 1967.¹¹⁷ Déjà, dans un article de 1969, elle avait, sans naturellement épuiser toute la dimension sociale de ce conflit, dans lequel, soit dit en passant, la nouvelle bourgeoisie québécoise eut aussi son mot à dire, mis en évidence à

114. « Problème social et naissance du syndicalisme catholique », *Sociologie et sociétés*, I, 1969 : 69-88.

115. *R.H.A.F.*, XXXIII, 1979 : 39-50.

116. *R.H.A.F.*, XXXI, 1977 : 371-395.

117. H. DAVID, *L'activité des grèves au Québec, 1945-1967 : une analyse sociologique*, thèse de doctorat, Paris, 1975 ; « La grève et le bon Dieu », *Sociologie et sociétés*, I, 1969 : 249-268.

propos de la grève de l'amiante son caractère de luttes de classes entre le prolétariat et la bourgeoisie et de lutte de pouvoir entre le clergé et l'État. Son texte plus général de 1975 sur « L'état des rapports de classes au Québec de 1945 à 1967 » a beaucoup plus d'ampleur que le précédent, prête peut-être davantage à la réflexion ; mais, dans la perspective du développement de la recherche, il n'est guère plus qu'un premier défrichage d'une vaste question. Il a d'ailleurs son complément dans une thèse de R. Ouellet sur la morphologie des grèves au Québec, 1840-1870.¹¹⁸

Il ne fait pas de doute que poser le problème en termes de luttes de classes, c'est également s'interroger à la fois sur les idéologies que véhicule le mouvement ouvrier et sur la nature de son intervention politique, que ce fût par l'entremise d'un syndicat allié à un parti politique existant ou par le biais d'un parti ouvrier proprement dit. L'idée d'un pouvoir à exercer par la classe ouvrière est par conséquent au cœur de cette problématique. Mais il n'y a pas que les socialistes et les marxistes qui se sont préoccupés de cette dimension de l'action ouvrière. La plupart de ceux qui ont écrit sur les syndicats et les travailleurs ont, d'une façon ou d'une autre, touché à l'aspect politique de leur rôle. Mais seulement quelques-uns parmi ces deux catégories se sont appliqués plus spécifiquement à l'étude de ce problème. Je pense ici à un article mis à jour il y a quelques années par J. ROUILLARD sur « L'action politique ouvrière au début du XX^e siècle », qui constitue un bon état de la question à la date indiquée. Ce texte a son complément dans un article de A. GERMAIN qui, à Montréal vers 1900, associe le mouvement ouvrier à la réforme urbaine.¹¹⁹ Je pense aussi à la thèse d'Andrée Lévesque sur la gauche canadienne et québécoise à l'époque de la grande dépression, aussi bien qu'aux articles de R. Comeau et B. Dionne sur le Parti communiste et le Parti ouvrier-progressiste pendant et après la seconde guerre mondiale.¹²⁰ Enfin, pour compléter ce

118. H. DAVID, « L'état des rapports de classes au Québec de 1945 à 1967 », *Sociologie et sociétés*, VII, 1975 : 33-69. R. OUELLET, *La morphologie des grèves au Québec, 1940-1970 : une analyse quantitative*, thèse de M.A., Université Laval, 1978, 191p.

119. J. ROUILLARD : dans F. HARVEY (éd.), *Le mouvement ouvrier...*, *op. cit.* [note 106] : 185-213. A. GERMAIN, « L'émergence d'une scène politique : mouvement ouvrier et mouvement de réforme urbaine à Montréal au tournant du siècle. Essai d'interprétation », *R.H.A.F.*, XXXVII, 1983 : 185-200.

120. A. LÉVESQUE, *The Canadian Left in Quebec during the Great Depression : the Communist Party of Canada and the Co-operative Commonwealth Federation in Quebec, 1929-1939*, thèse de Ph.D., Duke University, 1973, 259p. ; « Le Québec et le monde communiste : Cowansville, 1931 », *R.H.A.F.*, XXXIII, 1980 : 171-182. R. COMEAU et B. DIONNE, « Le Parti communiste canadien au Québec pendant la seconde guerre mondiale, 1939-1945 », dans : F. DUMONT *et al.*, *op. cit.* [note 109], III : 7-43 ; « Le Parti ouvrier-progressiste en crise, 1946-1956 », *id.* : 45-119 ; « La Canadian Seamen's Union, 1936-1949 : un chapitre de l'histoire du mouvement ouvrier canadien », *R.H.A.F.*, XXIX, 1976 : 503-538.

tableau, il faudrait peut-être mentionner un certain nombre de travaux, surtout des thèses, sur l'U.C.C. et la coopération.¹²¹

Si nous voulions exprimer un jugement d'ensemble sur cette production, il faudrait d'abord mentionner à nouveau le fait de la grande jeunesse de cette historiographie qui repose sur un assez petit nombre d'œuvres d'envergure. Il faudrait ajouter que, compte tenu des appartenances idéologiques, on peut facilement en lisant ces œuvres avoir le sentiment que la marche des travailleurs et de la classe ouvrière du Québec, depuis l'artisan de la Nouvelle-France jusqu'à l'ouvrier des années 1960, fut exactement celle, pas à pas, de l'ouvrier de France, d'Angleterre et des États-Unis. Encore un peu et on serait convaincu que la révolution industrielle a débuté dans la vallée du Saint-Laurent comme en Angleterre durant la seconde moitié du XVIII^e siècle. Ces éléments idéologiques qui tendent à homogénéiser les expériences sous le signe plus ou moins tacite de la modernisation ne sont pas particuliers à ce secteur de la recherche historique. Ils se retrouvent derrière tous les débats que nous avons évoqués ici et dans bien d'autres à venir.

II. L'ÉMERGENCE DE L'HISTOIRE SOCIO-CULTURELLE

L'historiographie québécoise ne pouvait se moderniser sans qu'elle fût amenée, ainsi que nous l'avons dit auparavant, à nouer des liens étroits avec les historiographies qui avaient atteint un plus haut degré de complexité et de maturité que la nôtre. À l'époque où s'était amorcé le mouvement de professionnalisation de la discipline, peu avant 1950, ces rapports se formèrent mais restèrent partiels et embryonnaires pendant au moins une décennie. En effet, les fondateurs des premiers départements d'histoire avaient placé leurs travaux à l'enseigne d'une tradition qui remontait au XIX^e siècle : celle de l'histoire positiviste et critique. En cela, ils avaient sans doute suivi l'exemple des maîtres américains qu'ils avaient fréquentés, dont les vues avaient été confirmées par certains historiens français, tels Langlois et Seignobos, mais ils avaient d'abord répondu au besoin élémentaire qu'on éprouvait sur place d'une histoire critique écrite par des mains expertes à partir des sources originales.¹²²

121. B. TREMBLAY, *Analyse socio-économique de la naissance du mouvement coopératif au Québec, 1850-1920*, thèse de doctorat, Paris, 1982. C. RUTIGLIANO, *Le mouvement des coopératives d'habitation au Québec, 1937-1971*, thèse de maîtrise en sociologie, Université Laval, 1978, 261p. R. MIGNER, *Le monde agricole québécois et les premières années de l'Union catholique des cultivateurs, 1918-1930*, thèse de doctorat en histoire, Université de Montréal, 1975. J. LEMAY, *Coopérative du Bas-Saint-Laurent et développement, 1928-1978*, *Bic*, 1979, 104p. C. DESCHÈNES, « Associations coopératives et institutions similaires au XIX^e siècle », *R.H.A.F.*, XXIX, 1976 : 539-554.

122. F. OUELLET, « L'émergence... », *op. cit.* [note 3], p. 59.

Après 1950 cependant, certains parmi leurs propres élèves avaient commencé à se référer à l'École française des *Annales*, qui triomphait alors en France en projetant l'image d'une histoire sociale axée sur l'idée de totalité et appuyée principalement sur l'économique. Une décennie plus tard, de nouvelles tendances apparurent au sein de cette École qui, grâce aux travaux de Pierre Goubert et de Louis Henry, contribuèrent à valoriser l'apport de la démographie dans la maturation de cette nouvelle histoire, qu'on voulait la plus ouverte aux interactions entre les diverses composantes de la vie en société et au message véhiculé par les autres sciences sociales. L'histoire sociale à la façon de Labrousse débouchait plus spontanément par la voie de l'économique sur l'étude des structures et des mouvements sociaux, alors que celle pratiquée par Goubert cultivait, sans pour autant reléguer les potentialités de l'analyse économique dans l'oubli, une plus grande sensibilité aux ferments communautaires et à leur signification au plan culturel. De cette tendance devaient résulter des travaux sur la famille, le village, la paroisse, la région et même la nation. Cette attention particulière aux faits de culture et de civilisation prit, au cours de la dernière décennie, une ampleur considérable et incita les historiens à s'inspirer toujours davantage des travaux des anthropologues. L'évolution de la carrière de Emmanuel LeRoy Ladurie témoigne des différentes étapes de cette transformation, dictée en grande partie par des changements sociaux intervenus à l'échelle du monde occidental au moins.¹²³

Dans ce contexte, également marqué par la montée du marxisme parmi les intellectuels canadiens et québécois, on comprendra aisément que les praticiens de l'histoire se soient, au surplus, montrés tellement accueillants à l'égard des théories et des courants historiographiques nés des expériences de décolonisation dans les pays du Tiers-Monde. Là aussi, comme au Québec, se posait avec acuité la question des rapports entre le national et le social : entre les sentiments d'appartenance à la communauté nationale et les classes sociales.

Telle est, à notre avis, la perspective qui rend le mieux compte de cette mutation rapide qui, en moins de vingt-cinq ans, a fait d'une historiographie très traditionnelle, pratiquée par des amateurs et peu productive, une historiographie qui manque peut-être encore de profondeur mais qui est devenue assez complexe, effervescente et ouverte sur l'extérieur. Afin de mieux faire comprendre cette croissance et ces changements, qui débordent largement l'orientation déjà analysée vers le socio-économique, nous avons essayé, à l'aide de données qui sont bien imparfaites, de chiffrer les différents aspects de ce processus.

Pour arriver à cette prise de vue quantitative, nous avons dépouillé systématiquement pour les années 1960-1966 la *Revue d'histoire de l'Amérique*

123. J. LE GOFF *et al.*, *op. cit.* [note 2]. H. COUTEAU-BÉGARIE, *op. cit.* [note 2]. G. BAR-RAKLOUGH, *op. cit.* [note 2].

française, y compris la liste des livres reçus, et, pour la période 1976 à 1983, sa chronique bibliographique, qui a servi de base presque exclusive à la mise au point de la *Bibliographie de l'histoire du Québec et du Canada, 1966-1975* de Paul Aubin. Comme nos chiffres ne proviennent pas d'une source unique étalée sur les cinq périodes quinquennales en question et que la chronique bibliographique de la *R.H.A.F.* n'existe pas avant 1966, on peut être certain qu'ils sous-estiment jusqu'à un certain point, particulièrement en ce qui concerne les thèses, la production de ces premières années. Hors cela, il importe de noter le fait que la dernière période quinquennale couvre quatre années seulement, ce qui laisse supposer que la baisse observée après 1975 se serait poursuivie dans les années 1980. S'il fallait établir un diagnostic à cet égard, j'insisterais quand même sur le caractère vigoureux de l'expansion antérieure à 1974 et j'ajouterais, parce que Paul Aubin a enrichi la chronique bibliographique de la *R.H.A.F.*, que cette production semble pour le moins avoir plafonné par la suite.¹²⁴

TABLEAU 2

Les écrits de caractère historique, par périodes quinquennales, 1960-1983.

| PÉRIODE | Thèses | | Articles | | Livres | | TOTAL | |
|-----------------|--------|------|----------|------|--------|------|-------|------|
| | N | % | N | % | N | % | N | % |
| 1960-1964 | 7 | 1.5 | 112 | 13.0 | 26 | 5.6 | 145 | 8.2 |
| 1965-1969 | 113 | 25.0 | 167 | 19.4 | 90 | 19.3 | 370 | 20.8 |
| 1970-1974 | 183 | 40.5 | 215 | 25.0 | 137 | 29.5 | 535 | 30.1 |
| 1975-1979 | 116 | 25.7 | 184 | 21.4 | 107 | 23.0 | 407 | 22.9 |
| 1980-1983 | 33 | 7.3 | 181 | 21.2 | 105 | 22.6 | 319 | 18.0 |
| TOTAL | 452 | 100 | 859 | 100 | 465 | 100 | 1776 | 100 |

SOURCES: Voir le tableau 1.

A) *Le renouveau dans les domaines traditionnels*

Une fois que les écrits de caractère socio-économique, qui occupent plus d'un tiers de cette production, sont soustraits de cet ensemble statistique, le reste se partage d'une façon inégale entre les domaines fréquentés depuis toujours par les historiens et ceux vers lesquels ils se portèrent plus récemment.

124. Ce qui veut dire que, pour la période 1975-1979, les chiffres sont, d'une façon significative, plus élevés qu'ils ne le sont ici; ils le seraient bien davantage pour la période 1980-1983 même si la statistique incluait l'année 1984.

À la première catégorie appartiennent, bien sûr, l'histoire politique et militaire, celle du droit, des idéologies, de l'éducation et, enfin, l'histoire religieuse. Tout cela représente également plus d'un tiers de la production. Dans la seconde catégorie, dont l'ampleur croît d'une année à l'autre, figurent les nouvelles avenues de recherche : l'historiographie et l'épistémologie, la démographie et la géographie historiques, l'histoire urbaine, celle des sciences, de la technologie et de la médecine, l'ethno-histoire et l'histoire des femmes. Il est important de noter que, dans la première catégorie de textes, les historiens de métier dominant dans une proportion de 75% alors que, dans la seconde, 51% des effectifs sont constitués par des auteurs dont la spécialité première n'est pas l'histoire. Sur ce plan, il n'est pas surprenant de constater que les clercs sont sur-représentés dans le domaine de l'histoire religieuse tandis que les auteurs féminins, presque omniprésents dans la recherche sur l'histoire des femmes, sont proportionnellement plus nombreux parmi ceux qui pratiquent l'histoire intellectuelle et celle de l'éducation.

Il ne faudrait pas en conclure que ces deux champs de recherche sont animés par deux types opposés de praticiens : l'un qui serait plus imperméable au changement et l'autre qui serait plus novateur. La vérité est que la modernisation dont il est question ici a aussi porté sur les façons de concevoir et de pratiquer le travail historique, même dans les domaines qui autrefois faisaient l'objet d'une grande prédilection. C'est certainement le cas, pour ne mentionner que ces deux orientations, de l'histoire politique et de l'histoire intellectuelle.

1. *L'histoire politique*

La transformation de l'histoire politique en une histoire moins transcendante mais plus humaine est loin de sauter d'emblée aux yeux de ceux qui veulent en juger par le seul relevé des biographies d'hommes politiques. Non seulement ce genre d'écrits a-t-il fort bien survécu en ce dernier quart de siècle mais, dans la majorité des cas, il a maintenu son caractère traditionnel. Je pense d'abord à R. Rumilly qui, jusqu'à sa mort, a continué à produire des livres au rythme extraordinaire qui fut le sien avant 1960 et qui a suscité quelques valeureux imitateurs. Mais je songe surtout aux auteurs de plus d'une soixantaine de biographies de ce type qui ont écrit sur des gouverneurs, des intendants ou des premiers ministres au pouvoir à un moment ou l'autre, depuis l'époque reculée de la Nouvelle-France jusqu'à aujourd'hui. Notons toutefois que, dès 1970, leur nombre a commencé à décliner d'une façon radicale et qu'en bon nombre de cas, la perspective utilisée a été modifiée de manière à prendre un caractère plus social.

La remise en question de la conception traditionnelle de l'histoire politique en faveur d'un éclairage socio-économique, loin de brimer le développement de cette branche de l'historiographie, contribua finalement à donner plus d'ampleur

et de diversité aux études en ce domaine. Il faut dire que cette évolution fut facilitée par la révolution tranquille et par la progression du mouvement indépendantiste, qui diffusèrent l'idée d'une revalorisation du rôle de l'État en tant qu'instrument d'affirmation de la nation et, pour un grand nombre, de libération nationale ou en tant qu'agent de changement social. Cette orientation fut davantage confirmée par l'influence des idées socialistes. Que, à propos de l'action de l'État en Nouvelle-France, W.J. Eccles parle de *Welfare State*, que Cameron Nish raconte avec sympathie les agissements de l'État absolutiste dans l'économie et, en particulier, la prise de possession des forges du Saint-Maurice par le gouvernement à la suite de la faillite financière de Cugnet ou que, sous le régime britannique, Gilles Paquet et Jean-Pierre Wallot mettent en scène dans *Patronage et pouvoir* le personnage puissant et efficace de l'État, capable par la seule distribution du patronage de modifier à son gré le destin des individus et des collectivités, ce ne sont là que des exemples¹²⁵ tirés au hasard qui signalent à nouveau à l'attention, qu'il s'agisse des historiens et des non-historiens, le poids du présent dans la mise en place de problématiques, dont une des fonctions aménagées plus ou moins consciemment est d'approprier le passé et, ainsi, de le rendre solidaire de visées actuelles.

S'interroger de cette façon sur le rôle de l'État c'était, bien entendu, se pencher sur la nature du pouvoir dans la société, que ce fût comme agent de modernisation ou comme force oppressive; mais c'était encore explorer la projection de ce pouvoir vers l'extérieur. Cette orientation de la recherche, dont on ne voit pas encore très bien la force, est d'autant plus significative que, jusqu'à maintenant, les historiens québécois ont manifesté peu d'intérêt pour ce qui n'est pas le Québec et, à part la question des écoles françaises dans les autres provinces, peu de goût même pour l'étude des rapports de l'État provincial avec l'extérieur. Actuellement, le lecteur peut néanmoins avoir accès à quelques livres sur l'histoire des relations fédérales-provinciales, à une quinzaine de publications sur les rapports entre le Québec et l'étranger: les États-Unis, l'Amérique du Sud, la France et l'Afrique, et, enfin, à un nombre limité de travaux sur les relations extérieures canadiennes.¹²⁶

125. W.J. ECCLES, « Social welfare measures and policies in New France », *Actas Memorias XXXVI Congresso Internacional de Americanistas*, Séville, 1966: 9-20. C. NISH, *François-Étienne Cugnet, 1719-1751. Entrepreneurs et entreprises en Nouvelle-France*, Montréal, Fides, 1975, 185p. G. PAQUET et J.-P. WALLOT, *Patronage...*, *op. cit.* [note 17].

126. Par exemple, les thèses de C. LEGRIS, *La politique du Canada au Moyen-Orient, 1946-1951*, thèse de doctorat, Paris, 1967. J. RUEST, *Contribution à l'étude des relations canado-africaines depuis 1945*, thèse de M.A., Université de Montréal, 1967, 150p. C. LATENDRESSE, *Les relations transnationales du Ministère des affaires sociales, 1960-1970*, thèse de M.A., Université Laval, 1974, 355p. G. GAUDETTE, *Les relations transnationales du Ministère des richesses naturelles du Québec, 1960-1971*, thèse de M.A., Université Laval, 1975, 245p. J.-G. PELLETIER, « Les relations entre le Québec et l'Afrique, 1880-1905 », *Canadian Journal of African Studies*, 1981: 117-120. S. BERNIER, *Les relations politiques franco-britanniques, 1947-1958*, Sherbrooke, Naaman, 1984, 285p.

L'historiographie traditionnelle avait été essentiellement préoccupée par l'idée de survivance de la nation et, par inférence, de la société dans le contexte canadien et nord-américain. Tout cela avait un sens dans la perspective d'une valeur qui s'appelait la fidélité à soi-même, terme qui revenait tellement souvent sous la plume de Groulx. Mais, depuis 1960, les nouveaux courants historiographiques, qu'il s'agisse des néo-nationalistes, de ceux qui travaillèrent dans la direction de l'École des *Annales* ou de ceux qui furent attirés par des modèles inspirés par le socialisme ou le marxisme, furent tous habitués à des degrés divers par l'idée de changement, au point que même celle de tradition révolutionnaire fut intégrée dans leurs schémas interprétatifs. Il va sans dire qu'à cet égard, la question nationale et la question sociale se trouvaient encore au cœur du débat historiographique.

Pas étonnant dans ces conditions que les nouvelles générations d'historiens aient accordé tellement d'importance aux mouvements politiques et aux crises, même à celles dont la coloration politique n'était pas évidente. Cette attitude renvoie à tellement d'événements plus ou moins transitoires depuis l'époque de la Nouvelle-France, la conquête, les rébellions, les résistances à la conscription jusqu'au mouvement indépendantiste de la seconde moitié du XX^e siècle, que c'est finalement toute l'historiographie et ses schémas interprétatifs qui sont en cause derrière cet aspect de l'histoire politique.

En effet, pour les uns, ces incidents ou ces phénomènes représentent des étapes dans la marche inéluctable vers l'indépendance nationale et vers la modernisation, alors que, pour les autres, plus enclins à privilégier le social, ils constituent à des degrés variables soit la mise en œuvre de forces conduisant au changement social soit l'expression du cheminement de la lutte des classes vers son dénouement normal. Les travaux de Pierre Tousignant et de nous-même sur le mouvement pour l'obtention des institutions parlementaires illustrent d'une façon assez nette ce contraste entre des perspectives reliées à la question nationale et des perspectives axées sur le social.¹²⁷ Les mêmes polarisations émergent lorsqu'il s'agit, à propos du mouvement patriote et des rébellions, de situer dans leur contexte les écrits de J.-P. Bernard, de G. Bernier, de G. Bourque, de A. Dubuc, de F. Ouellet et de S. Ryerson.¹²⁸ Cette façon de

127. P. TOUSIGNANT, *La genèse et l'avènement de l'Acte constitutionnel de 1791*, thèse de Ph.D., Université de Montréal, 1971, 488p. F. OUELLET, *Le Bas-Canada...*, *op. cit.* [note 38], pp. 13-45.

128. A. DUBUC, « Problems in the study of the stratification of the Canadian society from 1760 to 1840 », *C.H.A.A.R.*, 1965 : 13-39. J.-P. BERNARD (éd.), *Les Rébellions de 1837-1838. Les Patriotes du Bas-Canada dans la mémoire collective et chez les historiens*, Montréal, Boréal Express, 1983, 349p. Pour des versions opposées par Bernard, voir : G. BOURQUE, *Classes sociales...*, *op. cit.* [note 21], et G. BOURQUE et A. LEGARÉ, *Le Québec...*, *op. cit.* [note 61]; G. BERNIER, « Le Parti patriote, 1827-1838 », dans : V. LEMIEUX (éd.), *Personnel et partis politiques au Québec*, Montréal, Boréal Express, 1982 : 207-228; F. OUELLET, *Le Bas-Canada...*, *op. cit.* [note 38], ch. IX, XI et la conclusion; S. RYERSON, *1837...*, *op. cit.* [note 58], *French Canada. A study in Canadian Democracy*,

regrouper les études vaut aussi pour le mouvement confédératif. À ce sujet, il faut préciser que ce dossier de la Confédération est encore si mince à plusieurs égards et il a si peu progressé depuis vingt ans que le texte de A. Dubuc est un des rares écrits, hors les analyses qu'on trouve dans les œuvres de synthèse, à refléter les nouvelles tendances historiographiques. On doit cependant faire une exception pour le livre de J.-P. Bernard sur les Rouges, qui, utilisant avec doigté les statistiques électorales, parvient à prendre une mesure assez raisonnable de la pesanteur des éléments radicaux dans l'équilibre des forces politico-sociales dans le Québec de l'époque.¹²⁹

L'étude de J.-P. Bernard suggère d'une certaine façon qu'il est difficile de discuter des mouvements politiques sans se préoccuper des groupes qui les appuient, de ceux qui les assument et des partis politiques auxquels ils sont associés et qui, parfois, en sont plus ou moins les créatures. C'est dans ce contexte que les recherches sur le personnel politique, sur les idéologies des partis et sur les mouvements électoraux prennent tout leur sens. Rappelons toutefois que ce déplacement des centres d'intérêt de l'historiographie politique vers les partis correspond, bien que des historiens aient continué à écrire des thèses et à publier des œuvres en ce domaine, ainsi qu'en témoignent les écrits de J.-C. Bonenfant, de H.T. Manning, de H. Brun, de A. Bernard et D. Laforte, à un recul de l'histoire constitutionnelle, si populaire autrefois.¹³⁰ Cela ne signifie pas qu'il soit facile de faire le point sur les publications récentes concernant les différentes facettes des formations politiques. Disons d'abord qu'il n'existe aucune étude exhaustive sur l'évolution des partis dans leur ensemble des origines à aujourd'hui. À part un court article publié en 1968 par Vincent Lemieux, on ne relève qu'un seul texte d'une quarantaine de pages, paru en 1982 sous la signature de Robert Boily, qui est fort intéressant mais qui n'est guère plus qu'un exposé provisoire.¹³¹ Ajoutons à cela qu'il y a peu de monographies couvrant certaines périodes de cette histoire qui reposent sur une prise en charge de tous les aspects de l'évolution des mouvements et des partis

Toronto, Progress Books, 1944, *The Founding of Canada. Beginnings to 1815*, Toronto, Progress Books, 1960, *Unequal Union...* et *Le capitalisme...*, *op. cit.* [note 58].

129. J.-P. BERNARD, *Les Rouges : libéralisme, nationalisme et anticléricalisme au milieu du XIX^e siècle*, Montréal, PUQ, 1971, 395p.

130. J.-C. BONENFANT, *Les Canadiens français et la naissance de la Confédération*, Ottawa, Société historique du Canada, 1966, 26p. H.T. MANNING, *The Revolt of French Canada, 1800-1835. A Chapter in the History of the British Commonwealth*, Toronto, Macmillan, 1962, 426p. H. BRUN, *La formation des institutions parlementaires québécoises, 1791-1838*, Québec, PUL, 1970, 281p. A. BERNARD et D. LAFORTE, *La législation électorale au Québec, 1790-1867*, Montréal, Sainte-Marie, 1969, 197p.

131. V. LEMIEUX, « Les partis politiques québécois », dans : L. SABOURIN (éd.), *Le système politique du Canada*, Ottawa, Éditions de l'Université d'Ottawa, 1968 : 300-315. R. BOILY, « Les partis politiques québécois. Perspectives historiques », dans : V. LEMIEUX (éd.), *Personnel et partis...*, *op. cit.* [note 128] : 27-68.

politiques. Deux exceptions à cet égard : dans *Le Bas-Canada* (1976), nous avons tenté de cerner les bases socio-économiques des partis, leur personnel, leur idéologie et, à l'aide des *poll books*, les mouvements électoraux, alors que Marcel HAMELIN, dans *Les premières années du parlementarisme québécois, 1867-1878* (1974), a poursuivi d'une façon différente un dessein assez semblable.¹³² Il est clair que personne n'a encore accompli suffisamment de travail de recherche sur cette question pour réaliser une œuvre de synthèse suffisamment vaste et percutante qui pourrait déclencher des discussions et orienter des recherches nouvelles. Jusqu'à aujourd'hui, l'effort a surtout porté vers la production de monographies plutôt restreintes, confinées à l'un ou l'autre aspect de l'existence des partis. Ces études partielles ont touché aussi bien les partis fédéraux au Québec que les partis provinciaux : les partis Canadien et Patriote (F. Ouellet), la formation du Parti libéral, fédéral et provincial (M. Caya, J.A.A. Lovink, H.B. Neatby, J.-A. Lalonde), le Parti conservateur (M. Laterreur, T. Nessmith, R. Bélanger), le Parti communiste et le Parti ouvrier progressiste (R. Comeau, B. Dionne, M. Fournier), l'Action libérale nationale (P.G. Reid), le Crédit social (M. Stein, V. Lemieux, M. Pinard), le Bloc populaire (P.-A. Comeau), le N.P.D. (D.H. Sherwood), l'Union nationale (H.F. Quinn), le R.I.N. (R. Pelletier) et le Parti québécois (V. Murray).¹³³ Les études de D. Latouche, de V. Lemieux et de J.-L. Roy sur les programmes des partis constituent aussi de bons exemples concernant cette tendance apparente vers la fragmentation des projets de recherche.¹³⁴ On peut faire la même

132. F. OUELLET, *Le Bas-Canada...*, *op. cit.* [note 38], pp. 73-80, 119-144 et 291-420. M. HAMELIN : Québec, PUL, 1974, 386p.

133. M. CAYA, *La formation du Parti libéral au Québec, 1867-1887*, thèse de Ph.D., York University, 1981. J.A.A. LOVINK, « Le pouvoir au sein du Parti libéral provincial du Québec, 1897-1936 », dans : R. PELLETIER (éd.), *Partis politiques au Québec*, Montréal, H.M.H., 1976 : 91-117. H.B. NEATBY, *Laurier and a Liberal Quebec. A Study in Political Management*, Toronto, Carleton Library, 1973, 244p. M. LATERREUR, *Les tribulations des conservateurs au Québec, de Bennett à Diefenbaker*, Québec, PUL, 1973, 265p. T. NESSMITH, *R.B. Bennett and the Revival of the Conservative Party in Quebec, 1927-1930*, thèse de M.A., Queen's University, 1975, 229p. R. BÉLANGER, « Les députés conservateurs-nationalistes et le gouvernement Borden, 1911-1913 », *R.H.A.F.*, XXXV, 1981 : 33-54. R. COMEAU et B. DIONNE, *Les communistes au Québec, 1936-1956*, Montréal, Unité, 1980, 104p. M. FOURNIER, *La représentation parlementaire de la région de Joliette, 1791-1976*, Joliette, [s.é.], 1977, 234p. P.G. REID, *Action Libérale Nationale, 1934-1939*, thèse de M.A., Queen's University, 1966, 298p. M. STEIN, *The Dynamics of Right Wing Protest : a Political Analysis of Social Credit in Quebec*, Toronto, University of Toronto Press, 1973, 256p. V. LEMIEUX (éd.), *Personnel et partis politiques...* *op. cit.* [note 128]. P.-A. COMEAU, *Le Bloc populaire*, Montréal, Québec/Amérique, 1982, 478p. D.H. SHERWOOD, *The N.D.P. and French Canada, 1961-1965*, thèse de M.A., Université McGill, 1966, 230p. H.F. QUINN, *The Union Nationale. Quebec Nationalism from Duplessis to Levesque*, Toronto, University of Toronto Press, 1978, 249p. R. PELLETIER, *Les militants du R.I.N.*, Ottawa, Éditions de l'Université d'Ottawa, 1974, 85p. V. MURRAY, *Le Parti québécois : de la fondation à la prise du pouvoir*, Montréal, H.M.H., 1976.

134. J.-L. ROY, *Les programmes électoraux du Québec : un siècle de programmes politiques québécois*, Montréal, Leméac, 1970, 2 vols. D. LATOUCHE, « Le contenu thématique et l'orientation

observation au sujet des travaux sur le personnel politique : sur le personnel des partis bas-canadiens (G. Bernier, R. Elmes, A. Garon, J. Hare), sur le personnel des partis après 1867 (R. Boily, J. Hamelin et L. Beaudoin), sur celui du R.I.N. (R. Pelletier) et sur celui du Parti québécois (J.-P. Beaud).¹³⁵ Il faut enfin signaler la publication récente (1983) d'un instrument de travail important par P. DROUILLY, *Répertoire du personnel politique québécois, 1867-1982*.¹³⁶ La question du financement des partis n'a pas échappé non plus à l'attention des chercheurs, pas plus d'ailleurs que celle du patronage (H. Angell, R. Hudon).¹³⁷ Notons enfin une vingtaine de productions relatives aux élections, dont celles de J. Hamelin et J. Letarte, publiée en 1960, sur les élections provinciales de 1867 à 1956.

2. Le droit

Liée traditionnellement à l'histoire politique, surtout par le biais de l'histoire constitutionnelle et de celle des institutions, l'histoire du droit n'eut jamais la même popularité. Les efforts tentés pour la développer à l'intérieur des facultés de droit par la nomination de quelques professeurs réguliers affectés à cet enseignement ne suffirent pas à lui enlever son statut marginal. Malgré les modestes moyens mis en œuvre à cet égard, ces initiatives contribuèrent à susciter des recherches qui néanmoins comptent dans les orientations nouvelles. Les travaux d'André Morel sur la liberté testamentaire et sur la justice criminelle au XVIII^e siècle, ceux de Jacques L'Heureux sur l'organisation judiciaire à la même époque, comme la thèse de Claude Champagne sur la pratique testamentaire à la charnière des XVIII^e et XIX^e siècles, témoignent de ces progrès d'une histoire qui se préoccupe aussi de savoir comment la société

idéologique des programmes électoraux de 1973», dans : D. LATOUCHE *et al.*, *Le processus électoral au Québec...*, Montréal, H.M.H., 1976.

135. G. BERNIER, « Le Parti patriote, 1827-1838 », dans : V. LEMIEUX (éd.), *Personnel...*, *op. cit.* [note 128] : 207-228. R. ELMES, *Some Determinants of Voting Blocs in the Assembly of Lower Canada, 1820-1837*, thèse de M.A., Carleton University, 1972, 141p. A. GARON, « Le Conseil législatif du Canada-Uni : révision constitutionnelle et composition socio-économique », *H.S./S.H.*, IV, 1971 : 61-83 ; « La fonction politique et sociale des Chambres hautes canadiennes, 1791-1841 », *H.S./S.H.*, III, 1970 : 66-87. J. HARE, « L'Assemblée législative du Bas-Canada, 1792-1814. Députation et polarisation politique », *R.H.A.F.*, XXVII, 1973 : 361-395. R. BOILY, « Les hommes politiques du Québec, 1867-1967 », dans : V. LEMIEUX (éd.), *Personnel...*, *op. cit.* [note 128] : 93-118. J. HAMELIN et L. BEAUDOIN, « Les cabinets provinciaux, 1867-1967 », *R.S.*, VIII, 1967 : 299-317. J.-P. BEAUD, « Hiérarchie partisane et sélection sociale : l'exemple du Parti québécois, 1968-1978 », dans : V. LEMIEUX (éd.), *Personnel...*, *op. cit.* [note 128] : 229-254.

136. Québec, Bibliothèque de l'Assemblée nationale, 1983, 808p.

137. H.M. ANGELL, « Le financement des partis politiques provinciaux du Québec », dans : V. LEMIEUX (éd.), *Personnel...*, *op. cit.* [note 128] : 69-92. R. HUDON, *Le patronage des partis politiques au Québec depuis 1944*, thèse de M.A., Université Laval, 1973, 136p.

assimile avec le temps les règles juridiques.¹³⁸ Certains juristes se sont aussi intéressés au statut juridique de l'Église catholique, à l'évolution de la loi des fabriques, alors que d'autres ont entrepris des études de droit comparé. Mais, récemment, des préoccupations plus actuelles, résultant de la montée du syndicalisme et de la prise de conscience des problèmes sociaux, ont influencé l'enseignement et la recherche en droit. Sur les thèmes suivants, révélateurs de ces perspectives, André MOREL et Jacques BOUCHER, auteurs d'une étude sur le régime seigneurial, ont fait paraître trois collections de documents historiques : *Le droit dans la vie économique-sociale*, *Le droit dans la vie familiale* et *Maladie et pauvreté*.¹³⁹ Dans une veine similaire, Henri Brun et Henri Dorion ont exploré le problème des limites du territoire du Québec, en particulier du côté terre-neuvien où les frontières étaient contestées entre les gouvernements provinciaux.¹⁴⁰ La contribution des historiens de métier à ce secteur de la recherche, tout en étant limitée, fut quand même assez significative : hors le texte de E. Kolish sur les bureaux d'enregistrement au XIX^e siècle, des articles et des livres furent publiés par des spécialistes de la Nouvelle-France sur l'administration de la justice, sur le personnel judiciaire, sur la *Coutume de Paris* et la criminalité. Une demi-douzaine d'auteurs, parmi lesquels A. Lachance, J.A. Dickinson et R. Boyer furent les plus actifs, sont responsables de ces écrits confinés au droit d'Ancien Régime.¹⁴¹

3. L'histoire militaire

L'orientation assez marquée malgré tout de l'histoire politique et de l'histoire du droit vers le social a aussi commencé à toucher le domaine le plus

138. J. L'HEUREUX, « L'organisation judiciaire au Québec de 1764 à 1744 », *Revue générale de droit*, 1970 : 266-331. A. MOREL, « Réflexions sur la justice criminelle canadienne au XVIII^e siècle », *R.H.A.F.*, XXIX, 1975 : 241-254 ; *Les limites de la liberté testamentaire dans le droit civil de la province de Québec*, thèse de doctorat, Paris, 1960. C. CHAMPAGNE, *La pratique testamentaire à Montréal, 1777-1825*, thèse de droit, Université de Montréal, 1972, 98p.

139. Montréal, PUM, 1970, 278p., 302p. et 72p.

140. H. BRUN, « Évolution du territoire du Québec », *Annuaire du Québec*, 1972 : 4-10 ; « Le droit québécois de l'eau, 1663-1969 », *Les Cahiers de droit*, 1970 : 7-45. H. DORION, « La frontière Québec/Terre-Neuve », *Annuaire du Québec*, 1967 : 100-104.

141. E. KOLISH, « Le Conseil législatif et les bureaux d'enregistrement, 1836 », *R.H.A.F.*, XXXV, 1981 : 217-230. J. MATHIEU, « Les causes devant la prévôté de Québec en 1667 », *H.S./S.H.*, II, 1969 : 101-111. Y. ZOLTIVANY, « Esquisse de la Coutume de Paris », *R.H.A.F.*, XXV, 1971 : 365-384. A. LACHANCE, *La justice criminelle du roi au Canada au XVIII^e siècle : tribunaux et officiers*, Québec, PUL, 1978, 187p. ; *Le bourreau au Canada sous le régime français*, Québec, Société historique de Québec (S.H.Q.), 1966, 131p. A. LAHAISE, *Le baillage montréalais et ses officiers de justice*, thèse de doctorat ès Lettres, Université Laval, 1968, 147p. J.A. DICKINSON, *Justice et justiciables. La procédure civile à la prévôté de Québec, 1667-1759*, Québec, PUL, 1982, 289p. ; « La justice seigneuriale en Nouvelle-France : le cas de Notre-Dame-des-Anges », *R.H.A.F.*, XXVIII, 1974 : 323-346. R. BOYER, *Les crimes et les châtiments au Canada français du XVII^e au XX^e siècle*, Montréal, Cercle du livre de France, 1966, 542p.

adonné traditionnellement à l'événementiel mais peu développé au Québec : celui de l'histoire militaire. Tous ceux qui ont encore à l'esprit les mouvements de résistance à la conscription lors des deux conflits mondiaux ne s'étonneront pas de constater que l'histoire militaire, plus populaire dans les autres pays et même au Canada anglais, a si peu attiré de chercheurs francophones. Pourtant, des débuts du pays jusqu'en 1815, l'activité militaire fut si intense qu'elle constitua pendant longtemps une force importante dans la formation et le développement de la société locale. Mais cela ne fut pas suffisant pour inciter un nombre respectable d'historiens québécois à orienter leurs activités de recherche dans cette direction. Cette observation s'applique peut-être moins aux anglophones, qui pratiquent cette forme d'histoire depuis plus longtemps et qui, par conséquent, continuèrent à le faire au cours des deux dernières décennies, produisant sur les différents aspects de l'activité militaire des œuvres substantielles. C. Stacey, G.F. Stanley, H. Peckhan, H. Bird, E. Senior, G.H. Raudzens et D. Morton sont les plus connus dans ce groupe.¹⁴² Il n'en est pas tout à fait ainsi des francophones qui, jusqu'en 1960, ignorèrent à peu près ce domaine de la recherche. Les choses ont toutefois changé jusqu'à un certain point depuis ce temps. En 1968 et 1977, quelques synthèses plutôt superficielles, publiées respectivement par C.-M. Boissonneault et G. Filteau, marquent l'éclosion dans le milieu d'un intérêt pour la recherche dans ce genre d'histoire.¹⁴³ En effet, la diffusion de ces travaux coïncidait avec la parution, échelonnée sur une dizaine d'années, d'une série d'études signées par J.-Y. Gravel, J. Castonguay et C. Lacelle concernant l'attitude et la participation des francophones dans l'appareil militaire.¹⁴⁴ En même temps que ce courant prenait forme, se dessina une tendance vers les études de caractère socio-militaire par W.J. Eccles sur la fonction du militaire dans la société, de Y. Desloges sur les corvées militaires pour les fortifications, de M. Guitard sur le milicien de 1812, de nous-même sur

142. G.F. STANLEY, *L'invasion du Canada, 1775-1776*, Québec, S.H.Q., 1973, 240p. H. BIRD, *Attack on Quebec: the American Invasion of Canada, 1775-1776*, New York, Oxford Press, 1968, 248p. G.K. RAUDZENS, *The British Ordnance Department and Canada's Canals, 1815-1855*, Waterloo, Wilfrid Laurier University Press, 1979, 204p. H. PECKHAN, *Pontiac and the Indian Uprising*, New York, Russel and Russel, 1970, 346p. E. SENIOR, *British Regulars in Montreal. An Imperial Garrison, 1832-1854*, Montréal, McGill/Queen's University Press, 1981, 288p. ; « French Canada and the Canadian militia, 1868-1914 », *H.S./S.H.*, II, 1969 : 32-50.

143. C.-M. BOISSONNEAULT, *Histoire politico-militaire des Canadiens français*, Montréal, Garneau, 1968, 314p. G. FILTEAU, *Le Québec, le Canada et la guerre 1914-1918*, Montréal, L'Aurore, 1977, 231p.

144. J. CASTONGUAY, *Les défis au fort Saint-Jean: l'invasion ratée des Américains en 1775*, Montréal, Lévrier, 1965, 186p. ; *Le bataillon et le dépôt royal du 22^e régiment: vingt ans d'histoire, 1945-1965*, Québec, Collège militaire Saint-Jean, 1974, 284p. J.-Y. GRAVEL, *L'armée au Québec: un portrait social, 1868-1900*, Montréal, Boréal Express, 1974, 157p. ; *Le Québec et la guerre*, Montréal, Boréal Express, 1974, 173p. ; *Les soldats-citoyens: histoire du régiment de Trois-Rivières*, Trois-Rivières, Bien public, 1981, 153p. C. LACELLE, *La garnison britannique dans la ville de Québec vue par les journaux de 1764 à 1840*, Ottawa, Parcs-Canada, 1976, 167p.

les officiers de milice et le phénomène de l'occupation militaire au lendemain de 1760, de J.-P. Wallot sur la conscription en 1812 et de D. Salée sur les rébellions.¹⁴⁵ Naturellement, derrière tous ces récits et ces analyses, se retrouve toute la gamme des perspectives qui habitent l'historiographie québécoise depuis qu'elle est en mutation.

Même si on examine de plus près les tendances de l'histoire politique, de celle du droit et de l'histoire militaire vers le social, il n'est pas facile de déceler derrière cette orientation une solide inclination vers le socio-culturel. À moins qu'en forçant un peu les choses, on ne voie dans les quelques études existantes sur le vocabulaire politique, sur les chansons politiques ou même dans un texte comme celui de R. Heintzman sur la culture politique au Québec des indications en ce sens.¹⁴⁶ Il ne fait pas de doute cependant que le livre de F.M. GREENWOOD, *The Development of a Garrison Mentality among the English in Lower Canada, 1793-1811*, est une contribution significative de ce point de vue.¹⁴⁷ Il est également clair, en se situant à un niveau plus général, que ceux qui envisagent le développement historique en mettant d'abord l'accent sur la question nationale se trouvent à reconnaître par le fait même en ces domaines une sorte de primauté du culturel sur l'économique. Ces tendances apparaissent davantage lorsqu'il s'agit d'un domaine comme l'histoire religieuse, où l'élément culturel se dégage plus aisément.

4. L'histoire religieuse

L'historiographie traditionnelle avait été imprégnée d'une forme de cléricisme inspiré du nationalisme ultramontain, à tel point que l'histoire religieuse ne fut guère autre chose qu'une suite de narrations à visées édifiantes. Ce penchant désordonné vers l'hagiographie, dont une des fonctions était de

145. W.J. ECCLES, « The social, economic and political significance of the military establishment in New-France », *C.H.R.*, LII, 1971 : 1-22. M. GUITARD, *Les miliciens de la bataille de la Châteauguay*, thèse de M.A., Université d'Ottawa, 1981, 166p. Y. LANDRY, *Quelques aspects du comportement démographique des troupes envoyées au Canada pendant la guerre de Sept Ans*, thèse de M.A., Université de Montréal, 1977, 186p. F. OUELLET, « Les insurrections de 1837-1838 : un phénomène social », *H.S./S.H.*, I, 1968 : 54-82 ; « Officiers de milice et structure sociale au Québec, 1660-1815 », *H.S./S.H.*, XII, 1979 : 37-65 ; « The British army of occupation in the St. Lawrence Valley, 1760-1774 : the conflict between civil and military society », dans : R.A. PRETE et A.H. ION (éds), *Armies of Occupation*, Waterloo, Wilfrid Laurier University Press, 1984 : 17-54. D. SALÉE, *Transition, luttes et alliances de classes : une analyse du mouvement révolutionnaire de 1837-1838*, thèse de M.A., Université de Montréal, 1981, 335p. Y. DESLOGES, « La corvée militaire au XVIII^e siècle », *H.S./S.H.*, XV, 1982 : 333-356. J.-P. WALLOT, « Une émeute à Lachine contre la conscription, 1812 », *R.H.A.F.*, XVIII, 1964 : 112-137 et 202-232.

146. R. HEINTZMAN, « The political culture of Quebec, 1840-1960 », *Canadian Journal of Political Science*, 1983 : 3-59.

147. Thèse de Ph.D., University of British Columbia, 1970.

défendre les intérêts cléricaux, se retrouve aussi bien chez les laïques que parmi les clercs. Il suffit de lire le *Cours d'histoire du Canada* de Thomas Chapais pour se rendre compte que le sénateur ne le cédait en rien à l'abbé Groulx en cette matière. Encore après 1950, à l'époque des premières remises en question sérieuses du pouvoir clérical, Marcel TRUDEL écrivit un *Chiniquy* dans la plus pure tradition ultramontaine.¹⁴⁸ Il n'est donc pas étonnant que cette façon simplifiée de pratiquer l'histoire religieuse ait pris du temps à disparaître de l'historiographie québécoise. Sa survivance se fait sans doute par l'entremise des anciens, tel le père Léon Pouliot, mais aussi, sous une forme plus raffinée, par des plus jeunes comme Gilles CHAUSSÉ, qui, en 1980, publia une biographie de J.-J. Lartigue qui avait finalement une saveur tout à fait traditionnelle.¹⁴⁹

Le déclin par étapes des perspectives anciennes s'accompagne d'une transformation des thèmes. Le genre biographique, si populaire autrefois, et maintenant en nette régression, fut le plus souvent pratiqué en fonction de nouvelles perspectives idéologiques ou de problématiques différentes. Je pense d'abord aux biographies d'un personnage légendaire : le curé Labelle, dont R. Lévesque et R. Migner (1979) d'une part et G. Dussault (1981) d'autre part voulurent cerner les contours. Je pense aussi à la biographie de M^{gr} Laflèche (1980) de Nive Voisine, qui se situe, du point de vue interprétation, dans le cadre du développement d'une pensée libérale modérée dans le Québec des années 1960 et 1970.¹⁵⁰ Ce double changement s'applique aussi aux travaux sur les relations entre l'Église et l'État qui, dans le passé, avaient surtout reflété la primauté du politique en tant que lieu privilégié où se déroulaient les choses les plus vitales pour la nation. Les études de C. Jaenen pour la Nouvelle-France, de H. Neatby et de M. Trudel pour l'après-conquête, de J.R. Gaudin, A. Dupont et de S. Héroux pour le XX^e siècle perpétuent un thème cher aux historiens mais traduisent en plus le changement graduel des cadres de références.¹⁵¹

148. Trois-Rivières, Bien public, 1955, 339p.

149. Jean-Jacques Lartigue, *premier évêque de Montréal*, Montréal, Fides, 1980, 295p.

150. R. LÉVESQUE et R. MIGNER, *Le curé Labelle : le colonisateur, le politicien, la légende*, Montréal, La Presse, 1979, 203p. G. DUSSAULT, *Le curé Labelle. Messianisme, utopie et colonisation au Québec, 1850-1900*, Montréal, H.M.H., 1983, 392p. N. VOISINE, *Louis-François Laflèche, deuxième évêque de Trois-Rivières*, Saint-Hyacinthe, Edisem, 1980, 320p.

151. C. JAENEN, « Church-State relations in Canada, 1604-1685 », *Canadian Catholic Historical Association*, 1967 : 9-28. H. NEATBY, « Servitude de l'Église catholique. A reconsideration », *Canadian Catholic Historical Association*, 1969 : 9-26. M. TRUDEL, « La servitude de l'Église catholique du Canada français sous le régime anglais », *C.H.A.A.R.*, 1963 : 42-64. J.-R. GAUDIN, *Les rapports entre l'Église et l'État d'après le cardinal E.-Alexandre Taschereau, 1820-1898*, thèse de Ph.D., Université d'Ottawa, 1972, 297p. A. DUPONT, *Les relations entre l'Église et l'État sous Louis-Alexandre Taschereau, 1920-1936*, thèse de Ph.D., Université McGill, 1973, 446p., (Montréal, Guérin, 1973). S. HÉROUX, *Le cardinal L.-N. Bégin et les relations entre l'Église et l'État*, thèse de Ph.D., Université d'Ottawa, 1974, 340p.

En réalité, bien que l'historiographie religieuse ait continué, comme l'ensemble de l'historiographie, à être polarisée par la double question nationale et sociale, cela ne l'a pas empêchée de s'orienter de plus en plus vers le social et le culturel. Les recherches de C. Jaenen, de L. Campeau, de W.F. Ryan, de A. Dupuis, de G.-E. Giguère, de J. Grimard, de G. Laperrière et de A. Lechasseur sur des aspects particuliers de l'intervention cléricale dans la vie économique expriment assez bien une des facettes de cette mutation.¹⁵² Ce mouvement vers une histoire religieuse rattachée à l'histoire sociale se dégage avec une grande netteté lorsque R. Hardy étudie le rôle social du curé dans une paroisse urbaine du Québec au milieu du XX^e siècle et lorsque R. Chabot concentre son attention sur le curé de campagne dans la conjoncture cruciale des années 1800 à 1840. Il apparaît aussi à travers les essais publiés en 1972 par Pierre Hurtubise sur *Le laïc dans l'Église*.¹⁵³

L'évolution vers le socio-culturel fut évidemment facilitée par l'existence d'une tradition historiographique associée depuis les années 1950 en France à la sociologie religieuse, telle que pratiquée alors par Gabriel Le Bras dans ses études sur la pratique religieuse. Même si Le Bras lui-même eut peu d'impact sur les spécialistes d'histoire religieuse au Québec, la sociologie religieuse exerça directement ou indirectement avec le temps une influence considérable sur l'historiographie. L'article de Louis-Edmond Hamelin, publié en 1961, sur l'évolution numérique du clergé québécois depuis les débuts de la Nouvelle-France est la première d'une longue suite d'études sur les effectifs et le personnel cléricale.¹⁵⁴ Stimulés par les grands bouleversements des années 1960 et 1970 dans le corps cléricale masculin et féminin, ces travaux réalisés par des sociologues et des historiens portèrent à la fois sur le clergé séculier et sur les communautés religieuses. Les œuvres de B. Denault, de B. Lévesque et de J.

152. L. CAMPEAU, « Le commerce des clercs en Nouvelle-France », *Revue de l'Université d'Ottawa*, 1977 : 27-35. C. JAENEN, « The catholic clergy and the fur trade, 1585-1685 », *C.H.A.A.R.*, 1970 : 60-80. A. DUPUIS, *Les contrats de bancs d'église au XVIII^e siècle, 1692-1760*, thèse de M.A., Université de Sherbrooke, 1978, 70p. G.-E. GIGUÈRE, « Les biens de Saint-Sulpice... », *R.H.A.F.*, XXIV, 1970 : 45-77. W.F. RYAN, *The Clergy...*, *op. cit.* [note 66]. J. GRIMARD, *La faillite financière des frères Charron, 1692-1747*, thèse de M.A., Université de Sherbrooke, 1970, 275p. G. LAPERRIÈRE, « L'Église et l'argent : les quêtes commandées dans le diocèse de Sherbrooke, 1893-1926 », *Rapport de la Société canadienne d'histoire de l'Église catholique (R.S.C.H.E.C.)*, 1974 : 61-85. A. LECHASSEUR, *Propriété foncière et clergé : Rimouski, 1881-1911*, thèse de M.A., Université du Québec à Montréal, 1979, 170p.

153. R. HARDY, « L'activité sociale du curé de Notre-Dame de Québec : aperçu de l'influence du clergé au milieu du XIX^e siècle », *H.S./S.H.*, III, 1970 : 5-32. R. CHABOT, *Le curé de campagne et la contestation locale au Québec (de 1791 aux troubles de 1837-1838)*, Montréal, H.M.H., 1975, 242p. P. HURTUBISE (éd.), *Le laïc dans l'Église canadienne-française de 1830 à nos jours*, Montréal, Fides, 1972, 223p.

154. L.-E. HAMELIN, « Évolution numérique séculaire du clergé catholique dans le Québec », *R.S.*, II, 1961 : 189-242.

Roy sont parmi les plus représentatives de ce courant, auquel les historiens participèrent de plusieurs façons.¹⁵⁵ Il faut mentionner ici le texte capital de Serge GAGNON et Louise LEBEL-GAGNON, paru en 1982, sur « Le milieu d'origine du clergé québécois, 1775-1840 : mythes et réalités ».¹⁵⁶

Le cheminement saccadé de cette histoire vers le socio-culturel n'était pas du tout évident dans les articles publiés en 1962-1963 par V. Roy sur le sacrement de pénitence en Nouvelle-France. Il est au contraire assez net dans l'étude de M.-A. CLICHE qui, partant des testaments, analyse les attitudes devant la mort en Nouvelle-France et il perce à travers le livre de S. GAGNON et R. HARDY, *L'Église et le village au Québec, 1850-1930. L'enseignement des cahiers de prône*.¹⁵⁷ Bien qu'assez peu substantiels, les livres de R.-L. SÉGUIN sur la sorcellerie et le libertinage en Nouvelle-France appartiennent à ce courant par le biais de l'histoire des mentalités.¹⁵⁸ L'émergence assez peu spectaculaire des productions de caractère socio-culturel relève, en raison du petit nombre de publications consacrées à ces questions, d'un contexte historiographique et social plus large que celui du Québec. Elle est certainement reliée aux écrits de l'École historique française actuelle, en particulier aux œuvres de P. Ariès, M. Vovelle et J. Delumeau, mais, à vrai dire, elle enregistre aussi les retombées de Vatican II. Le concept rajeuni de communauté chrétienne associé à celui de communauté nationale retrouvée ne pouvait en fin de compte qu'inciter l'historien à détacher ses yeux du clergé pour les porter sur la communauté des fidèles : c'est-à-dire sur les laïques des milieux populaires. Les écrits de Benoît Lacroix réalisés dans le cadre de colloques sur les religions populaires et ceux de Gabriel Dussault traduisent assez bien ce contexte.¹⁵⁹ Ainsi articulée, l'historiographie religieuse se préoccupe du peuple mais prend ses distances à l'endroit du concept de luttes de classes aussi bien qu'à l'égard du libéralisme bourgeois.

155. B. LÉVESQUE, *Sociologie génétique des clercs de Saint-Viateur, 1793-1859: d'un projet primitivement utopique à une congrégation religieuse*, thèse de doctorat, Paris, 1975, 2 vols. B. DENAULT, *Sociographie générale des communautés religieuses, 1837-1969*, thèse de M.A., Université de Sherbrooke, 1972, 225p. J. ROY, « Le clergé nicolétain, 1885-1904 : aspects sociographiques », *R.H.A.F.*, XXXV, 1981 : 383-396.

156. *R.H.A.F.*, XXXVI, 1982 : 373-399.

157. M.-A. CLICHE, « Les attitudes devant la mort d'après les clauses testamentaires dans le gouvernement de Québec sous le régime français », *R.H.A.F.*, XXXII, 1978 : 57-94. S. GAGNON et R. HARDY : Montréal, Leméac, 1979, 174p.

158. *La sorcellerie au Québec du XVII^e au XIX^e siècle*, Montréal, Leméac, 1971, 245p. ; *La vie libertine en Nouvelle-France au XVIII^e siècle*, Montréal, Leméac, 1972, 2 vols.

159. B. LACROIX, « Le Dieu merveilleux des Québécois », dans : *Le merveilleux*, deuxième colloque sur les religions populaires (1971), Québec, PUL, 1973 : 67-80 ; « Dieu dans la religion populaire franco-québécoise. Sondage et perspectives », *Communauté chrétienne*, 1971 : 236-247. G. DUSSAULT, *Charisme et économie : les cinq premières communautés masculines établies au Québec sous le régime anglais, 1837-1870*, Québec, Département de sociologie, Université Laval, 1981, 149p. L. ROUSSEAU, *La prédication à Montréal de 1800 à 1830, approche religieuse*, Montréal, Fides, [c. 1976], 269p.

C'est peut-être ce à quoi J. Hamelin et N. Gagnon se réfèrent lorsqu'ils parlent « d'anthropologie catholique » dans leur *Histoire du catholicisme québécois* au XX^e siècle.¹⁶⁰ Pas besoin d'insister tellement sur le fait que cette historiographie est centrée sur le catholique canadien-français et que le mouvement œcuménique n'a pas eu pour effet de la sensibiliser aux autres croyances. Les quatre textes que nous avons repérés touchant aux protestants à l'époque de la Nouvelle-France et pendant la première moitié du XIX^e siècle ne relèvent pas de cette problématique.

5. L'éducation

Le contrôle du clergé sur l'éducation fut tellement entier et dura si longtemps au Québec que son histoire se confond presque avec celle de l'Église catholique. D'ailleurs, la plupart des écrits sur ce thème ne furent, jusqu'à 1950 au moins, qu'un moyen d'exalter dans la perspective nationale le dévouement des clercs dans la lutte incessante des Canadiens français pour leur survivance contre les anglophones qui désiraient, croyaient-ils, les garder dans l'ignorance. Cet arrière-plan idéologique a survécu d'une façon plus ou moins subtile chez nombre d'historiens jusqu'à aujourd'hui. Il n'est pas étonnant alors de le retrouver presque intact derrière toutes les études de celui qui, au Québec, a le plus écrit de la fin des années 1940 jusqu'à 1975 sur l'enseignement primaire : Louis-Philippe Audet.¹⁶¹ Mais, pendant ce temps, l'historiographie de l'éducation se transformait dans le sens où le reste de l'historiographie se trouva entraînée : vers l'histoire sociale et, il va sans dire, culturelle.

Même si l'historiographie de l'éducation ne s'est pas limitée à distiller des travaux de type purement institutionnel, elle progressa néanmoins en épousant d'assez près les réseaux institutionnels en place : les écoles primaires, les collèges classiques, les universités, les écoles techniques et professionnelles. Pour certains historiens, ces institutions furent essentiellement, chacune apparaissant au moment historique approprié, le reflet d'une culture savante qu'elles avaient pour mission de nourrir et d'élever à de nouveaux sommets. C'est par la voie de la démocratisation de l'enseignement, en tant qu'instrument de promotion sociale, que les enfants du peuple qui le désiraient vraiment pouvaient être amenés à participer aux bienfaits de cette culture des élites. Tout cela, même chez ceux qui avaient tendance à valoriser les contributions populaires à la culture nationale, en entretenant la distinction habituelle entre la culture

160. J. HAMELIN et N. GAGNON, *Histoire du catholicisme québécois. Le XX^e siècle*, I, 1898-1940, Montréal, Boréal Express, 1984, 501p. J. HAMELIN, *Histoire du catholicisme québécois. Le XX^e siècle*, II, 1940 à nos jours, Montréal, Boréal Express, 1984, 425p.

161. L.-P. AUDET, *Le système scolaire de la province de Québec*, Québec, L'Érable, 1951-1956, 6 vols ; *Le système scolaire du Québec. Organisation et fonctionnement*, Montréal, Beauchemin, 1967, 335p.

savante et la culture populaire. Pour d'autres historiens, les institutions d'enseignement n'eurent d'autre rôle que de former à tous les niveaux des compétences selon les besoins variables de la société pré-industrielle et industrielle. Enfin, nombre d'historiens envisagèrent ces questions sous l'angle privilégié de la domination de certaines classes par d'autres. Toutes ces perspectives, y compris les rapports entre le national et le social, se retrouvent dans l'historiographie de l'éducation.

Assez rares avant 1970 et même avant 1975, les études sur les universités commencent à se multiplier depuis quelques années. On comprend que l'absence d'une solide synthèse sur cette question, qui a trait au développement scientifique, fasse difficulté. Mais, à ce stade-ci, on peut quand même se référer à un article qui pose le problème dans son ensemble. Il s'agit d'un texte récent de P. DANDURAND et M. FOURNIER, intitulé : « Développement de l'enseignement supérieur. Classes sociales et luttes nationales au Québec ». ¹⁶² Par contre, les études particulières sont aujourd'hui assez nombreuses : celles de B. Frost sur McGill, de J. Lambert et de P. Sylvain sur l'Université Laval, de A. Lavallée et de M. Dumas-Rousseau sur l'Université de Montréal sont toutes postérieures à 1970. ¹⁶³ Traduisant les préoccupations relatives à la fonction sociale des universités, les recherches menées sur l'origine sociale des étudiants de cinq facultés de l'Université Laval pour les années 1947-1965 sont significatives mais ne semblent pas, hors le texte de D. Vanasse sur les diplômés des H.E.C. de 1941 à 1980, avoir eu de suite ni avoir eu leur équivalent pour d'autres institutions du même niveau. ¹⁶⁴

Au contraire, l'intérêt des chercheurs pour les collèges classiques était ancien. En effet, vers 1960, un nombre assez important de collèges avaient eu leurs monographies dans lesquelles les noms des anciens directeurs, des professeurs les plus illustres et des anciens étudiants étaient mis en évidence par une foule d'informations et d'anecdotes. Depuis ce temps, cet intérêt a conservé sa vivacité, de sorte que non seulement on a continué, comme l'abbé N. Baillargeon à propos du Séminaire de Québec et C. Lessard à propos de Nicolet

162. *Sociologie et sociétés*, XII, 1980 : 101-131.

163. S.B. FROST, *McGill University, for the Advancement of Learning, 1801-1895*, Montréal, McGill/Queen's University Press, 1980, I, 311p. J.H. LAMBERT, « Le haut enseignement de la religion : M^{gr} Bourget and the founding of Laval University », *Revue de l'Université d'Ottawa*, 1975 : 278-294. P. SYLVAIN, « Les difficiles débuts de l'Université Laval », *Les Cahiers des Dix*, 1971 : 211-234 ; « Louis-Jacques Casault, fondateur de l'Université Laval », *Les Cahiers des Dix*, 1973 : 117-132. A. LAVALLÉE, *Québec contre Montréal. La querelle universitaire, 1876-1891*, Montréal, PUM, 1974, 259p. M. DUMAS-ROUSSEAU, *L'Université de Montréal de 1852 à 1865 : tentatives de fondation*, thèse de M.A., Université Laval, 1973, 207p.

164. D. VANASSE, « Les diplômés des H.E.C. à leur entrée sur le marché du travail, 1941-1980 », *Cahiers québécois de démographie*, 1981 : 49-65.

l'on fait,¹⁶⁵ à écrire ces histoires institutionnelles mais on a poussé beaucoup plus loin les enquêtes à leur sujet. Ainsi, des historiens se sont interrogés sur les programmes et sur l'enseignement. Pierre Savard l'a fait au sujet de l'histoire et de la géographie, Marc Lebel et Yvan Lamonde au sujet de la philosophie, alors que Claude Galarneau a abordé la question de l'enseignement des sciences.¹⁶⁶ À leur suite, Maurice Fleurent a consacré sa thèse à l'éducation morale au Séminaire de Québec.¹⁶⁷ En tout cela, l'institution québécoise était si bien traitée que le texte de J.-F. GERVAIS et de J. HÉNAIRE sur « L'enseignement des sciences dans les collèges classiques, XIX^e et XX^e siècles » ne pouvait qu'alimenter le besoin d'études plus générales.¹⁶⁸ Les historiens se sont également intéressés à l'origine géographique et sociale des étudiants de ces collèges. Des recherches ont été faites ou publiées sur Nicolet, Sainte-Anne-de-la-Pocatière, Rimouski et Chicoutimi.¹⁶⁹ C'est à partir de cet ensemble de recherches et de ses travaux personnels que C. GALARNEAU a publié son livre sur *Les collèges classiques*, qui est une contribution à l'histoire socio-culturelle et qui fait ressortir en fin de compte le synchronisme qui existe entre cette évolution au Québec et celle d'ailleurs.¹⁷⁰ Cette dimension socio-culturelle prend une allure plus accusée dans le livre de M. LAJEUNESSE sur *Les Sulpiciens et la vie culturelle de Montréal au XIX^e siècle*.¹⁷¹ Ajoutons à cela des œuvres assez substantielles de J.-P. Charland sur l'enseignement spécialisé, de N. Thivierge sur les écoles ménagères et les instituts familiaux et de Y. Roy sur l'École normale Laval.¹⁷²

Ainsi, l'histoire de l'éducation est devenue de plus en plus une branche de l'histoire sociale. C'est pourquoi elle ne saurait désormais être pratiquée sans

165. N. BAILLARGEON, *Le Séminaire de Québec sous l'épiscopat de M^{gr} de Laval*, Québec, PUL, 1972, 308p. ; *Le Séminaire de Québec de 1685 à 1760*, Québec, PUL, 1977, 459p. C. LESSARD, *Le Séminaire de Nicolet, 1803-1869*, Trois-Rivières, Bien public, 1980, 527p.

166. P. SAVARD, « Les débuts de l'enseignement de l'histoire et de la géographie au Petit séminaire de Québec, 1765-1830 », *R.H.A.F.*, XVI, 1962 : 43-62, 188-212 et 509-525. M. LEBEL, « L'enseignement de la philosophie au Petit séminaire de Québec », *R.H.A.F.*, XVIII, 1964 : 405-424 et XIX, 1965 : 106-124, 238-253 et 582-593. C. GALARNEAU, « L'enseignement des sciences au Québec et Jérôme Demers, 1765-1835 », *Revue de l'Université d'Ottawa*, 1977 : 84-94. Y. LAMONDE, « L'enseignement de la philosophie au collège de Montréal, 1790-1876 », *Culture*, 1970 : 109-123, 213-224 et 312-326.

167. Thèse de doctorat, Université Laval, 1977, 504p.

168. *R.S.*, XV, 1974 : 119-126.

169. C. LESSARD, « Les élèves du collège de Nicolet : leur origine sociale, leur persévérance, 1803-1969 », *Revue d'ethnologie du Québec*, 1976 : 27-50. G. GRANDMAISON, *Les élèves du collège séminaire de Rimouski, 1863-1903*, thèse de M.A., Université d'Ottawa, 1971, 182p.

170. Montréal, Fides, 1978, 287p.

171. Montréal, Fides, 1982, 278p.

172. J.-P. CHARLAND, *L'enseignement spécialisé au Québec, 1867 à 1982*, Québec, I.Q.R.C., 1982, 482p. N. THIVIERGE, *Écoles ménagères et instituts familiaux : un modèle féminin traditionnel*, Québec, I.Q.R.C., 1983, 450p. Y. ROY, *L'École normale Laval, 1857-1870*, Québec, École normale Laval, 1971, 88p.

référence aux arrière-plans économiques, démographiques et sociaux qui influent sur la formation et le changement des structures de l'enseignement à tous les niveaux, y compris au niveau primaire. Malgré le poids des travaux de L.-P. Audet qui, appuyés sur des masses de faits, avaient réaffirmé avec vigueur les présupposés nationalistes et cléricaux traditionnels en ce qui concerne l'enseignement primaire,¹⁷³ cette orientation vers le social a pu s'amorcer dès le début des années 1960. Notre texte de 1961, qui présentait l'école comme une institution dont le contrôle était disputé entre des classes sociales engagées dans une lutte pour le pouvoir et qui, à ce titre, voyaient en elle un instrument de socialisation à leur profit, allait dans cette direction.¹⁷⁴ Quelques années plus tard, A. Labarrère-Paulé dans ses études sur l'instituteur laïque et la presse pédagogique au XIX^e siècle mit en évidence la cléricalisation et la féminisation des effectifs enseignants en tant qu'expression de la montée du pouvoir clérical après 1840.¹⁷⁵ Il devait aussi montrer comment, à travers le dédale de ces servitudes, l'instituteur trouva peu à peu sa propre voix. Cette perspective dans laquelle l'école était d'abord un enjeu social est également celle qu'adopta J.-J. JOLOIS dans son livre de 1969 sur J.-F. Perreault et à laquelle N. FAHMY-EID donna encore plus d'ampleur dans son article de 1978 intitulé : « Éducation et classes sociales : analyse de l'idéologie conservatrice — cléricale et petite-bourgeoise — au Québec au milieu du XIX^e siècle ». ¹⁷⁶ Réagissant à tout cela, comme plusieurs autres d'ailleurs, en fonction d'une conception plus culturelle, M. Thivierge soutint en 1981 sa thèse sur les institutrices laïques au XX^e siècle.¹⁷⁷ Notons d'ailleurs l'existence d'une équipe composée de N. Thivierge et M. Danylewycz qui mène des études comparatives sur le même sujet impliquant aussi les instituteurs de l'Ontario et des études sur les écoles du soir par R. Heap (1981) et sur les associations d'enseignants par le même auteur et par P. Dionne.¹⁷⁸ Cette préoccupation culturelle apparaît avec plus de netteté chez ceux qui travaillent sur l'alphabétisation, comme A. Greer et M. Verrette, et sur

173. L.-P. AUDET, *Le système scolaire...*, *op. cit.* [note 161].

174. F. OUELLET, « L'enseignement primaire : responsabilité des Églises ou de l'État ? », *R.S.*, II, 1961 : 171-189.

175. A. LABARRÈRE-PAULÉ, *Les laïques et la presse pédagogique au Canada français au XIX^e siècle*, Québec, PUL, 1963, 185p. ; *Les instituteurs laïques au Canada français, 1836-1900*, Québec, PUL, 1965, 471p.

176. *Joseph-François Perreault (1753-1844) et les origines de l'enseignement laïque au Bas-Canada*, Montréal, PUM, 1969, 270p. N. FAHMY-EID : *R.H.A.F.*, XXXII, 1978 : 159-180.

177. M. THIVIERGE, *Les institutrices laïques à l'école primaire catholique au Québec de 1900 à 1964*, thèse de doctorat, Université Laval, 1981, 436p.

178. R. HEAP, « La ligue de l'enseignement 1902-1904 : héritage du passé et nouveaux défis », *R.H.A.F.*, XXXVI, 1982 : 339-374 ; « Un chapitre dans l'histoire de l'éducation des adultes au Québec : les écoles du soir », *R.H.A.F.*, XXXIV, 1981 : 577-626 ; *L'Église, l'État et l'éducation au Québec*, thèse de M.A., Université McGill, 1979, 531p. P. DIONNE, *Une analyse historique de la corporation des enseignants du Québec, 1836-1968*, thèse de M.A., Université Laval, 1969, 260p.

les taux de scolarisation comme D. Dufour et M. Amyot.¹⁷⁹ Pour conclure, il faut signaler le fait qu'à part quelques études faites par des anglophones sur les écoles des non-francophones, on trouve peu de choses rédigées par les historiens francophones sur les mêmes questions.

6. Histoire des idées et des idéologies

Toutes ces formes d'histoire que nous venons d'analyser, à commencer par l'histoire économique jusqu'à celle de l'éducation, pouvaient avoir, vues sous un certain angle, leur convergence dans l'histoire des idées ou dans celle des idéologies. Fait plutôt surprenant, l'histoire intellectuelle, abondamment pratiquée ailleurs, n'avait pas tellement de traditions au Québec. Elle avait fait ses premiers pas après 1940 comme une sorte d'émanation de l'histoire de la littérature. Avec Séraphin Marion d'abord et davantage encore avec Marcel Trudel, dans son *Influence de Voltaire au Canada*, l'histoire des idées avait été identifiée à celle des influences intellectuelles extérieures les plus néfastes qui avaient mis en péril l'âme fragile de la nation canadienne-française.¹⁸⁰ Puis, au cours des années 1950, cette histoire des *influences externes* prit plusieurs formes. Pour certains, elle devint un moyen de chercher à savoir comment les Canadiens français avaient perçu le monde extérieur, en particulier la France ou certains événements de l'histoire de France comme la Révolution française de 1789, celle de 1830 et de 1848, la guerre de 1870 ou la Commune. Claude GALARNEAU fut le premier à orienter ses recherches dans cette direction, ce qui devait l'amener à publier en 1970 *La France devant l'opinion canadienne, 1760-1815*.¹⁸¹ Pour assurer le développement des études sur ce thème en travaillant dans cette perspective, il suffisait simplement d'allonger la liste des pays pour lesquels existait chez les Québécois une image susceptible d'être analysée, que ce fussent les États-Unis, l'Italie ou même l'Inde. Le livre de Pierre SAVARD paru en 1967 sous le titre *Jules-Paul Tardivel, la France et les États-Unis*,¹⁸² parce qu'il met aussi en cause les États-Unis, traduit cette évolution qui ne pouvait qu'inciter l'historien à se demander, dans un autre temps, quelle image les étrangers pouvaient bien avoir secrétée à notre sujet. La thèse de Sylvain

179. A. GREER, « The pattern of literacy in Quebec, 1745-1899 », *H.S./S.H.*, XI, 1978 : 293-335. M. VERRETTE, *L'alphabétisation de la population de la ville de Québec de 1750 à 1849*, thèse de M.A., Université Laval, 1980. D. DUFOUR et M. AMYOT, *Le taux de scolarisation au Québec, 1961-1981*, Québec, Ministère de l'éducation, 1972, 41p.

180. M. TRUDEL, *L'influence de Voltaire au Canada*, Montréal, Fides, 1945, 2 vols. S. MARION, *Lettres canadiennes d'autrefois*, Hull, L'Éclair, 1939-1958, 9 vols.

181. Québec, PUL, 1970, 401p. Pour des études comparées dont les idées et idéologies ne sont qu'un aspect, voir : C. GALARNEAU et E. LAVOIE (éds), *France et Canada français...*, *op. cit.* [note 59].

182. Québec, PUL, 1967, 499p. ; « Relations between French Canadians and American Catholics in the last third of the Nineteenth Century », *Culture*, 1970 : 24-39.

Simard, soutenue en 1975 et portant le titre familial « L'image du Canada en France, 1850-1914 », est le résultat de ce mouvement de bascule amorcé vingt ans plus tôt par l'abbé A. Yon mais poursuivi plus tard.¹⁸³ Comme ce développement était contagieux, il s'est même trouvé des historiens français qui ont voulu scruter eux-mêmes *l'image* que les Français s'étaient fabriquée du Canada.¹⁸⁴ Bien sûr, la méthode utilisée pour ces études s'est raffinée en cours de route mais il faut préciser que les possibilités d'innovation à cet égard étaient quand même limitées.

Le second courant en ce domaine s'est plutôt préoccupé d'évaluer la résonnance de ces influences extérieures sur la société québécoise elle-même. Les travaux sur cette question avaient débuté en 1955 et 1962 par la publication de livres par Philippe Sylvain sur H. de Courcy et A. Gavazzi et, par la suite, celui-ci avait multiplié les articles sur l'impact des idées de L. Veillot, de Montalembert et de Lamennais dans le Québec du temps.¹⁸⁵ C. Galarneau fit aussi nombre de contributions dans cette direction. Son édition critique de Edmond de Nevers est un bon exemple à ce point de vue.¹⁸⁶ Il s'agit d'une forme d'histoire que nous avons nous-même pratiquée dès le début des années 1950. Notre objectif était de savoir dans quelle mesure les groupes sociaux bas-canadiens avaient filtré, assimilé en tout ou en partie ces systèmes de pensée qui leur étaient proposés et qui devaient servir au moins à étoffer leur pensée en vue de l'action.¹⁸⁷ C'est en ce sens qu'une véritable histoire des

183. S. SIMARD, *L'image du Canada en France, 1850-1914*, thèse de doctorat, Bordeaux, 1975, 726p. ; « Les Français et le Canada, 1850-1914 », *R.H.A.F.*, XXIX, 1975 : 209-239. A. YON, « Les Canadiens français jugés par les Français de France, 1830-1939 », *R.H.A.F.*, XVIII, 1964 : 321-342 ; XIX, 1965 : 56-83, 254-269 et 566-584 ; XX, 1966 : 262-280. P. SAVARD, « Les Canadiens français vus par les consuls de France à Québec et à Montréal de 1859 à 1900 », *R.H.A.F.*, XXI, 1967 : 217-229 ; *Le consulat général de France à Québec de 1859 à 1914*, Québec, PUL, 1971, 133p. ; « L'immigration française au Canada vue par les représentants de la France à la fin du 19^e siècle », dans : W.L. MORTON (éd.), *Le bouclier d'Achille*, Toronto, McClelland and Stewart, 1968 : 275-285.

184. Notamment, Jacques PORTES, *La France, quelques Français et le Canada, 1850-1870*, thèse de doctorat, Paris, 1974.

185. P. SYLVAIN, *La vie et l'œuvre de Henri de Courcy, 1830-1861, premier historien de l'Église catholique aux États-Unis*, Québec, PUL, 1955, 347p. ; *Clerc garibaldien, prédicant des deux mondes : Alessandro Gavazzi, 1809-1889*, Québec, Centre pédagogique, 1962, 2 vols. ; « Le premier disciple canadien de Montalembert : l'abbé J.-S. Raymond », *R.H.A.F.*, XVII, 1963 : 93-103 ; « Quelques aspects de l'ultramontanisme canadien-français », *R.H.A.F.*, XXV, 1971 : 239-244 ; « Libéralisme et ultramontanisme au Canada français », dans : W.L. MORTON (éd.), *Le bouclier d'Achille, op. cit.* [note 183] : 111-138 et 220-255.

186. *Edmond de Nevers, essayiste*, Québec, PUL, 1960, 100p. ; Edmond DE NEVERS, *L'Avenir du peuple canadien-français*, Montréal, Fides, 1964, 332p.

187. Voir, en particulier : « Toussaint Pothier et le problème des classes sociales, 1829 », *B.R.H.*, 1955 : 147-159 ; « M^{gr} Plessis et la naissance d'une bourgeoisie canadienne, 1797-1810 », *R.S.C.H.E.C.*, 1956 : 83-99.

idéologies axée sur le social avait commencé à prendre forme bien avant 1960, en rupture de ban, faut-il préciser, avec la tradition nationaliste ultramontaine.

C'est surtout après 1960 que se produisit l'essor de ce qu'on appelle maintenant l'histoire des idéologies et qui devait donner lieu à tellement de travaux dans tous les secteurs. Au seul chapitre des études concernant les idéologies des hommes politiques, nous avons compté une vingtaine de monographies écrites par des historiens ou des sociologues. La même observation s'applique aux revues et aux journaux qui, en grand nombre, ont fait l'objet de recherches de ce genre : une vingtaine de thèses et de livres font partie de notre inventaire. Une égale profusion de travaux existe à propos des associations, des syndicats et des partis politiques. Une telle floraison d'écrits avait sans doute un rapport étroit avec le besoin de connaître et de comprendre mais il fut aussi le résultat d'un effort concerté pour orienter la recherche en cette direction. Il est évident que, sur ce point, Fernand Dumont et Jean Hamelin jouèrent un rôle capital d'animation, qui eut son couronnement dans la publication entre 1971 et 1981 des six volumes d'essais sur *Les idéologies au Canada français de 1850 à 1976*.¹⁸⁸ Notons toutefois que, depuis 1975, la popularité de cette tendance de la recherche n'a cessé de diminuer.

En regardant de plus près cette production plutôt considérable, il faut bien constater qu'une très forte proportion de ces études, quelle que soit la méthode utilisée pour les réaliser, ne sont guère que de simples analyses de contenu du discours idéologique en lui-même et, par conséquent, se qualifient mal comme entreprises d'histoire sociale. Il est vrai que, dans beaucoup de cas, les auteurs n'avaient pas ou ne pouvaient avoir à leur disposition les informations nécessaires pour déborder les frontières de l'histoire intellectuelle. Mais il n'en demeure pas moins que, chez plusieurs d'entre eux, cette histoire des idées pratiquée à la façon d'autrefois mais à l'enseigne de celle des idéologies est reliée, ainsi que le déclarait Serge Gagnon en 1976,¹⁸⁹ au fait que nombre d'auteurs croient toujours en fin de compte que les idées mènent le monde et que la lettre du discours le contient presque tout entier. Pas besoin alors pour en comprendre le sens profond d'en explorer les arrière-plans socio-économiques ou socio-culturels, d'en démêler les éléments implicites et explicites et d'en dégager, en cherchant les groupes auxquels il s'adresse, la résonance et la diffusion. S'il y a très peu d'auteurs qui ont tenté d'aller dans la direction d'une histoire idéologique axée sur le social, c'est aussi parce qu'une telle démarche risquait d'inciter le chercheur à concevoir les idéologies en fonction des classes,

188. F. DUMONT, J. HAMELIN et J.-P. MONTMINY (dir.), *Idéologies au Canada français, 1850-1900*, Québec, PUL, 1971, 327p.; *1900-1929*, Québec, PUL, 1973, 377p.; *1930-1939*, Québec, PUL, 1978, 361p.; *1940-1976*, Québec, PUL, 1981, 3 vols.

189. S. GAGNON, « L'histoire des idéologies québécoises : quinze ans de réalisations », *H.S./S.H.*, IX, 1976 : 17-20. Voir aussi : N. FAHMY-EID, « L'étude des idéologies au Québec. Bilan et perspectives de recherche », *R.H.A.F.*, XXV, 1972 : 558-564.

de leurs objectifs et de leurs stratégies. Parmi ceux qui ont proposé de voir les choses sous cet angle et ont tenté, à des degrés variables, de les analyser de cette façon globale, tout en empruntant des schémas différents, je mentionnerai F. Dumont dans plusieurs de ses propos théoriques, M. Rioux et J. Dofny dans leur texte sur la classe ethnique, G. Bourque de différentes façons dans ses œuvres, N. Fahmy-Eid dans son livre sur l'ultramontanisme, J.-L. Roy dans son *E.-R. Fabre, libraire et patriote*, R. Hardy dans sa monographie sur les Zouaves, J.-P. Bernard dans son livre sur les Rouges et nous-même dans notre *Bas-Canada* et nombre de nos articles.¹⁹⁰

Dans plusieurs de ces textes et dans d'autres qui ne sont pas mentionnés ici, compte tenu des différentes conceptions de la culture véhiculées par leurs auteurs, on peut relever les traces d'orientations spécifiques vers le socio-culturel. Je pense, à titre d'exemples on ne peut plus clairs, aux contributions de J.-L. Roy et de R. Hardy à l'étude de l'idéologie et du mouvement ultramontains.¹⁹¹ Ces préoccupations culturelles sont également très marquées dans les recherches d'Yvan Lamonde, M. Thériaux, J.-A. Dickinson et C. Galarneau qui portent sur le livre et l'imprimé.¹⁹² Leurs travaux et ceux de leurs étudiants sur les bibliothèques privées et collectives n'ont pas seulement pour objectifs d'analyser le contenu de ces collections de livres mais d'essayer d'obtenir des informations sur la diffusion des idées et des idéologies. Il est évident qu'à ce niveau, la prise de vue se fait davantage sur les élites ou les classes dirigeantes et, dans les meilleures circonstances, seulement secondairement sur les classes populaires. Il s'agit d'un domaine en pleine progression.

190. F. DUMONT, « Idéologies au Canada français, 1850-1900. Quelques réflexions d'ensemble », *R.S.*, X, 1969 : 145-156 ; « La fonction sociale de l'histoire », *H.S./S.H.*, III, 1970 : 5-16 ; « Idéologie et conscience historique dans la société canadienne-française du XIX^e siècle », dans : C. GALARNEAU et E. LAVOIE (éds), *France et Canada français...*, *op. cit.* [note 59] : 269-290. M. RIOUX et J. DOFNY, « Les classes sociales... », *op. cit.* [note 20]. N. FAHMY-EID, *Le clergé et le pouvoir politique au Québec : une analyse de l'idéologie ultramontaine au milieu du XIX^e siècle*, Montréal, H.M.H., 1978, 318p. J.-L. ROY, *E.-R. Fabre, libraire et patriote canadien, 1799-1854*, Montréal, H.M.H., 1974, 220p. R. HARDY, *Les Zouaves : une stratégie du clergé québécois au XIX^e siècle*, Montréal, Boréal Express, 1980, 312p. ; « L'ultramontanisme de Laflèche et les postulats d'une idéologie », *R.S.*, X, 1969 : 197-206.

191. *Op. cit.* [note 190].

192. Y. LAMONDE, *Les bibliothèques personnelles au Québec*, Montréal, Bibliothèque nationale du Québec, 1983, 123p. ; *Les bibliothèques de collectivités à Montréal, (17^e-19^e siècle)*, Québec, Bibliothèque nationale du Québec, 1979, 139p. M. THÉRIAUX, *Le livre religieux au Québec depuis le début de l'imprimerie jusqu'à la Confédération, 1764-1867 : relevé statistique et essai d'interprétation*, Montréal, Université McGill, 1977, 55p. J.A. DICKINSON, « Un aperçu de la vie culturelle en Nouvelle-France : l'examen des trois bibliothèques privées », *Revue de l'Université d'Ottawa*, 1974 : 453-466. C. GALARNEAU, « Livre et société à Québec, 1760-1859 », dans : Y. LAMONDE, *L'imprimé au Québec : aspects historiques, 18^e-20^e siècle*, Québec, I.Q.R.C., 1983 : 127-144.

B) *Le poids du socio-culturel dans les nouveaux secteurs de la recherche*

La transition vers le socio-culturel, bien que se déroulant d'une façon inégale d'un domaine à l'autre et bien que parfois difficile à lire à travers les lignes et les titres des textes, apparaît cependant plus limpide et vigoureuse lorsqu'on aborde les secteurs de la recherche qui se sont développés le plus récemment. C'est certainement le cas de bien des synthèses d'histoire du Québec parues au cours de la dernière décennie, en particulier celles de J.-C. Robert et de S. Trofimenkoff, que leurs auteurs situent eux-mêmes à l'enseigne de la culture.¹⁹³ Mais ce caractère est encore plus évident dans les travaux de démographie historique, d'ethno-histoire et d'histoire des femmes. Afin de mieux indiquer ce que représentent ces nouveaux courants de la recherche, en tenant compte du fait que l'histoire des idéologies se rattache aussi, d'une certaine façon, aux secteurs récents, nous avons préparé un tableau visant à établir le poids relatif de cet ensemble de données.

TABLEAU 3

Les écrits de caractère historique par périodes quinquennales, 1960-1983. Les nouveaux secteurs.

| PÉRIODE | Thèses | | Articles | | Livres | | TOTAL | |
|-----------------|--------|------|----------|------|--------|------|-------|------|
| | N | % | N | % | N | % | N | % |
| 1960-1964 | 1 | 0.8 | 27 | 9.6 | 5 | 4.1 | 33 | 6.2 |
| 1965-1969 | 27 | 21.1 | 47 | 16.8 | 18 | 14.7 | 92 | 17.4 |
| 1970-1974 | 54 | 42.2 | 79 | 28.2 | 31 | 25.4 | 164 | 30.9 |
| 1975-1979 | 37 | 28.9 | 63 | 22.5 | 29 | 23.8 | 129 | 24.3 |
| 1980-1983 | 9 | 7.0 | 64 | 22.8 | 39 | 32.0 | 112 | 21.2 |
| TOTAL | 128 | 100 | 280 | 100 | 122 | 100 | 530 | 100 |
| %* | | 28.3 | | 32.6 | | 26.2 | | 29.8 |

SOURCES: Voir le tableau 1.

* Proportion des totaux du tableau 3 par rapport à ceux du tableau 2.

193. J.-C. ROBERT, *Du Canada français au Québec libre. Histoire d'un mouvement indépendantiste*, Paris, Flammarion, 1975, 323p. S. TROFIMENKOFF, *The Dream of Nation. A Social and Intellectual History of Quebec*, Toronto, Macmillan of Canada, 1982, 344p. (une histoire plus intellectuelle que sociale même dans son sens culturel).

1. La démographie historique

Le développement de la démographie historique en France, en Angleterre et aux États-Unis, notamment, fut un des principaux événements annonciateurs de l'éclosion d'une histoire à vocation socio-culturelle. Il en fut ainsi au Québec où, jusqu'en 1965, cette discipline fut, pour une large part, identifiée pour ainsi dire à la personne de J. HENRIPIN, qui, en 1954, avait publié un premier livre intitulé : *La population canadienne au début du XVIII^e siècle. Nuptialité, natalité, mortalité infantile*.¹⁹⁴ Cette étude, tout à fait nouvelle au Canada par sa méthode, reprenait cependant la perspective nataliste traditionnelle et se trouvait à marquer à cet égard la fin d'une époque. En effet, après 1960, les recherches en démographie historique au Canada et ailleurs eurent surtout tendance à se pratiquer de plus en plus sous le signe de la théorie de la transition démographique. De ceci, on trouve certains éléments dans notre *Histoire économique et sociale du Québec, 1760-1850*, publiée en 1966, dans laquelle les questions démographiques étaient mises en rapport avec le développement socio-économique.¹⁹⁵ D'ailleurs, depuis déjà nombre d'années, Jacques Henripin lui-même s'était exprimé sur les conséquences sociales des phénomènes démographiques. Ainsi, en 1961, il avait fait paraître un article qui, à propos de la mortinatalité et de la mortalité infantile, traitait de l'inégalité sociale devant la mort.¹⁹⁶ Quatre ans plus tard, dans une étude pour la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, il analysait avec H. Charbonneau et W. Mertens, la dimension démographique des problèmes ethniques et linguistiques au Canada. Ces préoccupations sociales et culturelles imprègnent à cette époque les recherches qu'il continue de mener sur le sujet qui l'intéresse davantage depuis le début de sa carrière : celui de la fécondité, qu'il envisage maintenant sous l'angle du concept de modernisation. Son livre de 1968, *Tendances et facteurs de la fécondité au Canada*,¹⁹⁷ est, du point de vue interprétation, la dernière étape vers la mise au point finale qu'en collaboration avec Yves Péron, il fait en 1972 concernant l'évolution des taux de nuptialité, de natalité et de mortalité dans le Québec catholique depuis l'époque de la Nouvelle-France. Le titre de son article suffit à rendre compte de la façon la

194. Paris, PUF, 1954, 129p. Au sujet des changements de perspectives sur ces questions, voir : H. CHARBONNEAU, « Présentation », dans : H. CHARBONNEAU (éd.), *La population du Québec. Études rétrospectives*, Montréal, Boréal Express, 1973 : 5-22 ; et F. OUELLET, « L'accroissement naturel de la population catholique québécoise avant 1850 : aperçus historiographiques et quantitatifs », *L'Actualité économique*, 1983 : 402-422.

195. *Op. cit.* [note 29], pp. 131, 141-143, 158 et 272-273.

196. J. HENRIPIN, « L'inégalité sociale devant la mort : la mortinatalité et la mortalité infantile à Montréal », *R.S.*, II, 1961 : 3-33.

197. Ottawa, Bureau fédéral de la statistique, 1968, 425p.

plus claire possible de la mutation de sa pensée : « The demographic transition in the Province of Quebec ». ¹⁹⁸

C'est seulement après 1970 que la production de travaux en démographie historique s'accélère. À ce sujet, il faut croire qu'une telle progression n'est pas tout à fait étrangère à la mise sur pied de projets collectifs de recherche qui collèrent d'assez près au milieu où ils devaient se réaliser. Le premier de ces programmes fut conçu à Montréal après 1965 par Hubert Charbonneau et Jacques Légaré et eut pour objectif premier la reconstitution de la population de la province jusqu'en 1830, ¹⁹⁹ alors que le second vit le jour à Chicoutimi après 1970, sous la direction de Gérard Bouchard. Comme les retombées scientifiques majeures de ces projets multidisciplinaires ne pouvaient être immédiates, il est normal que, dans un premier temps, ceux-ci aient surtout donné lieu à des travaux de caractère technique, à des publications de données ou à des œuvres qui pouvaient mettre en valeur leurs potentialités. Je pense ici aux nombreux articles et aux livres parus sur la cartographie, les limites territoriales des paroisses et des régions, la critique des sources, le couplage des données et l'utilisation de l'ordinateur. Je pense également au livre de H. Charbonneau, *Vie et mort de nos ancêtres*, et à celui, tout récent, de Christian Pouyez, Y. Lavoie, G. Bouchard *et al.*, *Les Saguenayens*. ²⁰⁰ Il faut dire que, dans la perspective de l'émergence d'une histoire socio-culturelle, le projet du Saguenay semble en théorie beaucoup plus riche que l'autre. Il suffit de lire les textes de Gérard Bouchard et de Christian Pouyez sur les migrations, sur la mobilité sociale et géographique, sur le classement socio-professionnel, sur la famille, sur la transmission des patrimoines, sur la génétique et l'anthropologie historique régionale pour en saisir les virtualités au plan multidisciplinaire et à celui de la révélation d'une culture régionale. ²⁰¹ Le projet Charbonneau/Légaré semble, au contraire, se tenir plus près de ses objectifs démographiques et ne vouloir déboucher que par bribes sur l'histoire sociale. C'est le cas d'articles

198. Dans : D.V. GLASS et R. REVELLE (éds), *Population and Social Change*, Londres, Edward Arnold, 1972 : 213-231. Pour donner un caractère plus complet à cette évolution de sa pensée, voir en plus : J. HENRIPIN et É. LAPIERRE-ADAMCYK, *Les enfants qu'on n'a plus au Québec*, Montréal, PUM, 1981, 410p.

199. H. CHARBONNEAU, « La démographie historique au Canada. Un projet de recherche », *R.S.*, VIII, 1967 : 214-217. H. CHARBONNEAU et J. LÉGARÉ, « La population du Canada aux recensements de 1666 et 1667 », *Population*, 1967 : 1031-1054.

200. H. CHARBONNEAU, *Vie et mort de nos ancêtres. Étude démographique*, Montréal, PUM, 1975, 267p. C. POUYEZ *et al.*, *Les Saguenayens*, Québec, PUQ, 1983, 386p.

201. G. BOUCHARD, « L'étude des structures familiales pré-industrielles : pour un renversement des perspectives », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 1981 : 545-571 ; « Family structures and geographic mobility at Laterrière, 1815-1935 », *Journal of Family History*, 1977 : 350-369 ; « L'histoire de la population et l'étude de la mobilité au Saguenay, XIX^e et XX^e siècles », *R.S.*, XVII, 1976 : 353-372 ; « Démographie et société rurale... », *op. cit.* [note 76]. C. POUYEZ, « La mobilité géographique en milieu rural : le Saguenay, 1852-1861 », *H.S./S.H.*, XIV, 1981 : 123-155.

parus depuis 1978, sous la plume de l'un ou de l'autre des collaborateurs de ce programme, sur les voyageurs pour la traite, sur la démographie urbaine, sur les mariages « mal assortis » selon l'âge, sur le remariage et sur le cycle de la vie familiale en Nouvelle-France.²⁰²

Même si seulement 25% de la production en démographie historique provient des villes de Québec et d'Ottawa et même si les thèmes des écrits sont les mêmes à peu près partout, on ne saurait mettre au seul compte des retombées de ces initiatives toute l'expansion de la production en ce domaine pendant la décennie 1970-1980. Car la croissance de la production est si importante qu'elle dépasse largement, tant du point de vue démographique proprement dit que du point de vue histoire sociale, le cadre de ces projets, si fructueux soient-ils pour l'avancement de la recherche. Il serait surprenant, pour ne citer qu'un exemple assez net, que les travaux de Colette Carisse parus respectivement en 1968 et en 1979 aient eu un rapport quelconque avec ces programmes de recherche.²⁰³

Pendant quelques années après 1970, les chercheurs continuent à s'intéresser à la nuptialité, à la natalité mais assez peu à la fécondité. Dans cette catégorie, la consanguinité et l'exogamie font partie des thèmes abordés. Puis, à partir de 1975, l'attention des chercheurs se déplace vers les problèmes liés au vieillissement et, surtout, à la mortalité. On observe aussi le développement d'une préoccupation pour la démographie urbaine, à laquelle sont associés des historiens comme J.-P. Bernard, P.-A. Linteau et J.-C. Robert.²⁰⁴ Encore une

202. H. CHARBONNEAU *et al.*, « Le comportement démographique des voyageurs sous le régime français », *H.S./S.H.*, XI, 1978 : 120-133. H. CHARBONNEAU, « À propos de démographie urbaine en Nouvelle-France. Réflexions en marge d'*Habitants et marchands de Montréal au XVII^e siècle* de L. Dechêne », *R.H.A.F.*, XXX, 1976 : 263-269 ; « Jeunes femmes et vieux maris : la fécondité des mariages précoces », *Population*, 1980 : 1101-1122 ; « Le cycle de vie familiale en Nouvelle-France : méthodologie et application à un échantillon », *H.S./S.H.*, XVII, 1984 : 7-20.

203. C. CARISSE, « Fécondité et famille au Canada français », *Revue de l'Institut de sociologie*, 1968 : 53-66 ; *La famille : mythe et réalité québécoise*, Québec, Conseil des affaires sociales et de la famille, 1979, 190p.

204. P. PHILIPPE, « Analyse statistique des intervalles protogénésiques à l'Isle-aux-Coudres. Étude de démographie historique », *Population*, 1973 : 81-93 ; *Évolution de la consanguinité à l'Isle-aux-Coudres*, thèse de M.A., Université de Montréal, 1969, 111p. ; « Fécondité, fécondabilité et consanguinité à l'Isle-aux-Coudres », *R.S.*, XIV, 1973 : 117-123. J. MATHIEU *et al.*, « Les alliances matrimoniales exogames dans le gouvernement de Québec, 1700-1760 », *R.H.A.F.*, XXXV, 1981 : 3-32. L. LAVALLÉE, « La famille et les stratégies matrimoniales dans le gouvernement de Montréal au XVIII^e siècle », dans : J. GAY et J.-P. WALLOT (éds), *Étude comparative de la France de l'Ouest et du Québec, XV^e-XX^e siècles*, Montréal, PUM, 1981 : 190-206. R. SANTERRE, « Masculinité et vieillissement dans le Bas-Saint-Laurent », *Anthropologie et sociétés*, 1982 : 115-128. L. ROY, *La mortalité selon la cause de décès et l'origine ethnique au Québec, 1951-1971*, thèse de M.A., Université de Montréal, 1975, 330p. J. LESCELLEUR, « La nomenclature des morts prématurées de Cloridorme depuis l'arrivée des premiers habitants vers 1938, jusqu'à 1963 », *Revue d'histoire de la Gaspésie*, 1969 : 157-161. C. LATULIPPE, *Estimation de la mortalité des Indiens du Canada, 1900-1968*, thèse de M.A., Université d'Ottawa, 1972, 197p. D. DUFOUR, *Vingt ans de mortalité au*

fois, il faut signaler le fait que cette historiographie fut surtout pratiquée par des francophones et que leurs études portèrent essentiellement sur la population canadienne-française catholique. Les quelques travaux consacrés à la minorité anglophone en général, aux Écossais, aux Irlandais, aux Italiens et aux Juifs de Montréal furent l'œuvre de Gary Caldwell, Lynda Price, Susan Cross, Bruno Ramirez et Yogev Tzuk.²⁰⁵ Peut-être en est-il ainsi d'un petit nombre d'écrits sur la démographie des Indiens !²⁰⁶

Depuis quelque temps, les historiens ont commencé à explorer avec beaucoup de zèle les migrations internes mais, si on excepte un texte de Nathan Keyfitz de 1964,²⁰⁷ ils ont négligé à peu près complètement l'exode rural vers les villes ainsi que l'émigration vers l'Ontario et l'Ouest canadien. Sur ce dernier point, on peut souligner l'existence de quelques études qui tiennent davantage de l'histoire intellectuelle que de celle des mouvements migratoires.²⁰⁸ Il est possible de mentionner quelques œuvres sur l'immigration mais, au total, seule l'émigration des Canadiens français aux États-Unis a retenu vraiment l'attention des chercheurs. Les premiers travaux sur cette question datent de 1964 et leurs auteurs, Albert Faucher et Gilles Paquet, ont cherché surtout à établir les causes de ces départs massifs des Canadiens français.²⁰⁹ Bien que ceux-ci aient

Québec : les causes de décès, 1951-1971, Montréal, PUM, 1979, 204p. R. BOURBEAU, *Évolution de la mortalité au Canada et au Québec, 1831-1931, essai de mesure par génération*, Montréal, PUM, 1982, 140p. A. LESPÉRANCE, *La mortalité à Québec de 1771 à 1870*, thèse de M.A., Université de Montréal, 1970, 170p. J.-P. BERNARD *et al.*, « La structure professionnelle de Montréal en 1825 », *R.H.A.F.*, XXX, 1976 : 383-415.

205. G. CALDWELL, *A Demographic Profile of the English-Speaking Population, Quebec, 1921-1971*, Québec, International Center for Research on Bilingualism, XIII, 1974, 195p.; *Les Anglophones du Québec : de majoritaires à minoritaires*, Québec, I.Q.R.C., 1982, 479p. (en collaboration avec E. Waddell). L. PRICE, *Introduction to the Social History of Scots in Quebec, 1780-1840*, Ottawa, Musée de l'Homme, 1981, 152p. S. CROSS, *The Irish in Montreal, 1867-1896*, thèse de M.A., Université McGill, 1969, 309p. B. RAMIREZ, « Montreal's Italians and the socio-economy of settlement : some historical hypotheses », *U.H.R./R.H.U.*, 1981 : 39-48 ; « La recherche sur les Italiens du Québec », *Questions de culture*, 2, 1982 : 103-112. Y. TZUK, *A Jewish Communal Welfare Institution in a Changing Society, Montreal, 1920-1980*, thèse de Ph.D., Université Concordia, 1981.

206. G. LACHANCE-BRULOTTE, *La nuptialité des Indiens inscrits du Canada, 1966-1974*, thèse de M.A., Université de Montréal, 1975, 196p.

207. N. KEYFITZ, « Population Problems », dans : M. RIOUX et Y. MARTIN (éds), *French Canadian Society*, Toronto, McClelland and Stewart, 1964 : 216-244, (Carleton Library).

208. A. SILVER, *Quebec and the French Speaking Minorities, 1864-1917*, thèse de Ph.D., University of Toronto, 1973, 602p. A.-N. LALONDE, « L'intelligentsia du Québec et la migration des Canadiens français vers l'Ouest canadien, 1870-1930 », *R.H.A.F.*, XXX, 1979 : 163-186.

209. A. FAUCHER, « L'émigration des Canadiens français au XIX^e siècle : position du problème et perspectives », *R.S.*, V, 1964 : 277-317. G. PAQUET, « L'émigration des Canadiens français vers la Nouvelle-Angleterre, 1870-1910 : prises de vue quantitatives », *R.S.*, V, 1964 : 319-370. A. FAUCHER, « Explication socio-économique des migrations dans l'histoire du Québec », *M.S.R.C.*, 1975 : 91-107.

eu tendance à quitter la province en période de basse conjoncture, Faucher et Paquet, pour rendre compte de ce phénomène migratoire, insistent avant tout, en utilisant la thèse du continentalisme, sur les facteurs d'attraction plutôt que sur ceux de répulsion. Dans son texte de 1972, Yolande Lavoie, sans prendre vraiment position à cet égard, tient quand même ses distances vis-à-vis ce schéma explicatif.²¹⁰ Dans un article de 1983, rédigé en collaboration avec W. Smith, Gilles Paquet, afin de mieux réaffirmer cette primauté des facteurs d'attraction, ce qui tend à éliminer tout doute sur le fait que les Canadiens français étaient alors à la recherche de leur mieux-être, fit remonter les débuts de cette émigration à la seconde moitié du XVIII^e siècle.²¹¹ Mais cette historiographie s'est maintenant enrichie de publications qui tentent de cerner les conditions d'existence de ces émigrants et le contexte socio-culturel qui les encadre dans leur pays d'adoption. Je songe en particulier au livre de Normand Lafleur sur les Chinois de l'Est et à l'article de Pierre Anctil sur l'immigrant québécois en Nouvelle-Angleterre.²¹² Parmi les autres publications sur le même sujet, il faut lire ce que F. Earley raconte de ces immigrants en tant qu'ouvriers dans les usines de textile.²¹³ Pour conclure cet aperçu sur la démographie historique, il est nécessaire de signaler, parmi les historiens et les démographes qui s'occupent de ces questions, la présence de géographes qui apportent dans leurs travaux la dimension qui leur est chère : celle d'espace.²¹⁴

2. La géographie historique

L'intervention des géographes dans le champ historiographique est encore relativement modeste mais elle est d'autant plus significative qu'ils ont eux-mêmes accompli, diffusant dans les autres disciplines le concept d'espace, un périple qui ressemble à celui des historiens vers les sciences sociales, et se double

210. Y. LAVOIE, *L'émigration des Canadiens français aux États-Unis avant 1930. Mesure du phénomène*, Montréal, PUM, 1972, 87p.

211. G. PAQUET et W.R. SMITH, « L'émigration des Canadiens français vers les États-Unis, 1790-1940 : problématique et coups de sonde », *L'Actualité économique*, LIX, 1983 : 423-453.

212. N. LAFLEUR, *Les Chinois de l'Est ou la vie quotidienne des Québécois émigrés aux États-Unis de 1840 à nos jours*, Montréal, Leméac, 1981, 111p. C. QUINTAL (éd.), *L'émigrant québécois vers les U.S.A., 1850-1920*, deuxième colloque de l'Institut français du Collège de l'Assomption, Worcester (Mass.), 1982, 122p. P. ANCTIL, « L'identité de l'immigrant québécois en Nouvelle-Angleterre. Le Rapport Wright de 1882 », *R.S.*, XXII, 1981 : 361-378.

213. F. EARLEY, « A reappraisal of the New England labour-reform movement of 1840's : the Lowell Female Labor Reform Association and the New England Workingmen's Association », *H.S./S.H.*, XIII, 1980 : 33-54.

214. D. SAINT-MAURICE, *Perspective géographique de la mortalité générale au Québec de 1894 à 1973*, thèse de M.A., Université Laval, 1977, 347p. J.P. ALLEN, « Migration fields of French Canadian immigrants to Southern Maine », *The Geographical Review*, 1972 : 366-383.

d'une démarche vers les sciences de la nature. On peut dire que la géographie historique est devenue une branche indispensable de ces deux disciplines auxquelles elle propose un éclairage particulier, qu'il s'agisse d'histoire rurale, d'histoire régionale ou d'histoire urbaine.²¹⁵ Depuis fort longtemps d'ailleurs, les géographes ont apporté leur contribution à l'histoire agraire. Cet apport date de l'époque où l'histoire et la géographie étaient indispensables à la formation du personnel dans les deux disciplines et où Raoul Blanchard et Pierre Deffontaines s'intéressaient activement à la géographie du Québec.²¹⁶ Après un laps d'au moins une décennie, ces liens furent renoués sur des bases différentes par des chercheurs comme C. Harris et poursuivis par d'autres comme S. Courville. On peut presque en dire autant de l'histoire urbaine, secteur dans lequel Raoul Blanchard a incontestablement fait figure de pionnier. Dans ce cas, il y eut continuité entre son œuvre et celle de géographes qui, plus tard, ont travaillé sur l'histoire de l'urbanisation. À l'exemple des historiens, les géographes furent touchés par la progression des perspectives culturelles dans la société et les sciences sociales, de sorte que cet éclairage colore de plus en plus leur démarche lorsqu'ils interviennent dans le champ historiographique. À ce sujet, il faut lire le récent texte de Serge Courville publié en 1983 sous le titre révélateur: « Espace, territoire et culture en Nouvelle-France ». ²¹⁷ Également significatif du progrès de ces préoccupations est l'article de Paul CLOVAL, « Architecture sociale, culture et géographie au Québec. Un essai d'interprétation historique ». ²¹⁸

3. L'histoire urbaine

Dans la première partie de ce texte, nous avons indiqué dans quelle mesure les arguments et les éclairages culturels jouèrent un rôle considérable dans les débats sur la bourgeoisie et comment ils avaient contribué à polariser les

215. R.C. HARRIS, « Historical geography in Canada », *Le Géographe canadien*, 1967: 235-250. F. OUELLET, « Régionalismes et unité politique au Canada avant 1867: essai de géopolitique », *M.S.R.C.*, 1978: 39-58.

216. R. BLANCHARD, *Le Canada français. Province de Québec*, Paris, Fayard, 1960, 308p.; *L'Est du Canada français*, *op. cit.* [note 65]; *Le Centre du Canada français*, *op. cit.* [note 65]. P. GEORGE, « La contribution des géographes français à la connaissance du Québec », dans: P. SAVARD (éd.), *Mélanges d'histoire du Canada français offerts au professeur Marcel Trudel*, Ottawa, Éditions de l'Université d'Ottawa, 1978: 94-113.

217. R.C. HARRIS, *The Seignorial System...*, *op. cit.* [note 41]. L. TROTTIER, « L'urbanisation au Québec », *Annuaire du Québec*, 1974: 60-67; « La genèse du réseau urbain au Québec », *R.S.*, IX, 1968: 23-32. W.H. PARKER, « The towns in Lower Canada in the 1830's », dans: R.P. BEEKINSALE et J.M. HOUSTON (éds), *Urbanization and its Problems*, Londres, Blackwell, 1968: 391-425. J.-P. MARTIN, *Villes et régions du Québec au XIX^e siècle*, thèse de doctorat, Strasbourg, 1975. S. COURVILLE, « Espace, territoire et culture en Nouvelle-France: une vision géographique », *R.H.A.F.*, XXXVII, 1983: 417-429.

218. *Annales de géographie*, 1974: 394-419.

recherches sur les entrepreneurs et sur les entreprises dans une direction peu propice à la diversification des initiatives. Cela est si vrai que les travaux d'Alfred Dubuc sur les Molson et de Louise Dechêne sur W. Price ne livrent tout leur message que s'ils sont analysés dans ce contexte.²¹⁹ Cette observation s'applique jusqu'à un certain point à l'histoire urbaine, qui est en voie de se constituer lentement et sans grands éclats. Ainsi, les recherches de J.-C. Robert et de P.-A. Linteau sur la croissance de Montréal et sur la ville de Maisonneuve prennent également leur sens en fonction de ces débats auxquels ils doivent l'essentiel de leur problématique en histoire urbaine.²²⁰ Ceci dit, le fait demeure que nous connaissons moins, ce qui n'est pas peu dire, le processus d'urbanisation du Québec que nous ne comprenons celui de son industrialisation. Les travaux faits sur le développement de Montréal, de Québec, des villes régionales et des villages sont encore, tout compte fait, marginaux. Ainsi, le livre de A. CHARBONNEAU, Y. DESLOGES et M. LAFRANCE, *Québec, ville fortifiée : du XVIII^e siècle au XIX^e siècle*, publié en 1982, est sans doute une contribution substantielle mais il ne suffit pas à masquer le fait dominant de notre ignorance au sujet du passé urbain.²²¹ Malgré l'abondance relative des monographies sur Montréal, on observe la même déficience à propos de la métropole québécoise. Il est même possible que l'époque la mieux connue de l'existence de cette ville soit finalement le XVII^e siècle et cela grâce aux livres de Marcel Trudel et de Louise Dechêne.²²² On relève des lacunes semblables lorsqu'il s'agit des villes de régions et des villages. En ce qui concerne la recherche sur la diffusion du village sur le territoire québécois, c'est seulement récemment qu'un premier projet d'envergure vient d'être formé par Serge Courville. Comment alors parler raisonnablement d'urbanisation quand les vides sont tellement considérables dans nos connaissances ? Un long passé de valorisation de la campagne, relayé par les mouvements écologiques et le goût du patrimoine, a certainement contribué à freiner la recherche sur les villes et a fait que les chercheurs ne sont pas encore disposés à voir en elles, pour le XX^e siècle au moins, le foyer principal de la fermentation culturelle. Le livre de Claude Marsan sur Montréal pourrait être décrit comme un geste en ce sens, posé par un urbaniste sensible à

219. A. DUBUC, « Thomas Molson », *Dictionnaire biographique du Canada*, IX : 615-617. L. DECHÊNE, « Les entreprises de William Price », *H.S./S.H.*, I, 1968 : 16-52.

220. J.-C. ROBERT, « Urbanisation et population : le cas de Montréal en 1861 », *R.H.A.F.*, XXXV, 1982 : 523-536 ; « Les notables de Montréal au XIX^e siècle », *H.S./S.H.*, VIII, 1975 : 54-76. P.-A. LINTEAU, « L'histoire urbaine au Québec : bilan et tendances », *U.H.R./R.H.U.*, 1972 : 7-10 ; « Montréal, 1850-1914 », *U.H.R./R.H.U.*, 1975 : 31-35 ; *Maisonneuve...*, *op. cit.* [note 19]. Voir aussi la partie I de ce texte.

221. Québec, Pélican, 1982, 491p. J. LÉVEILLÉE, *Développement urbain et politiques gouvernementales urbaines dans l'agglomération montréalaise, 1945-1975*, Montréal, PUQ, 1978, 608p.

222. L. DECHÊNE, *Habitants et marchands...*, *op. cit.* [note 47]. M. TRUDEL, *Montréal : la formation d'une société, 1642-1663*, Montréal, Fides, 1976, 328p.

l'évolution des formes architecturales.²²³ Mais l'auteur ne semble pas avoir suffisamment apprivoisé la ville pour ne pas réduire finalement sa quête de l'authenticité aux seules formes qui, d'une façon plus ou moins obscure, avaient leurs racines dans la tradition rurale.

4. *Les sciences et la technologie*

Tout cela illustre assez bien la situation paradoxale de cette historiographie qui, loin de limiter ses ambitions à la mesure de son personnel, ne cesse depuis 1960 d'ouvrir de nouveaux fronts de recherche, remettant peut-être à plus tard la tâche d'approfondir et d'étendre les enquêtes. Mais les historiens avaient-ils le choix d'une stratégie différente, puisque la pression pour écrire cette histoire venait d'une société en pleine transformation qui constituait à la fois la source des besoins et des interrogations ? Ce fut certainement le cas de l'apparition de l'histoire des sciences et de la technologie, qui avait quelques antécédents dans le milieu mais qui, il y a quelques années, apparut comme une réponse normale à une demande sociale. À l'époque où Jacques Rousseau, l'ethnologue, s'intéressait aux écrits de Pierre Kalm et où, vers 1960, Roland Lamontagne analysait les activités scientifiques du marquis de La Galissonnière,²²⁴ la tradition dans ce secteur était inexistante mais, aujourd'hui, cette activité scientifique est en voie de se donner des racines. À ce sujet, il faut lire l'article de Raymond Duchesne : « Historiographie des sciences et des techniques au Canada ». ²²⁵

5. *La médecine*

Cette histoire des sciences et de la technologie, en raison du contexte dans lequel elle a baigné, s'est définie dès le départ comme une forme particulière d'histoire sociale. La même chose s'est produite depuis une dizaine d'années alors que l'histoire de la médecine a commencé à s'implanter au Québec. Elle a non seulement tissé des liens avec les disciplines scientifiques voisines mais, avec beaucoup de timidité, elle s'est aussi rapprochée des problèmes dont traite la démographie historique. En somme, comme partout ailleurs, évoluant à la marge de plusieurs disciplines, elle s'est avancée vers le social et le socio-culturel. Un article comme celui de Martin Tétrault sur les maladies de la misère

223. C. MARSAN, *Montréal en évolution. Historique du développement de l'architecture et de l'environnement montréalais*, Montréal, Fides, 1976, 424p.

224. R. LAMONTAGNE, « La contribution scientifique de La Galissonnière au Canada », *R.H.A.F.*, XIII, 1960 : 509-524 ; voir aussi *id* : 25-33.

225. R. DUCHESNE, « Historiographie des sciences et des techniques au Canada », *R.H.A.F.*, XXXV, 1981 : 193-216 ; « La bibliothèque scientifique de l'abbé Léon Provencher », *R.H.A.F.*, XXXIV, 1981 : 535-556.

relève d'un si grand nombre d'instances politiques et sociales qu'il n'est pas difficile de soulever à son propos le problème des classes sociales,²²⁶ alors que le texte très récent de A. Lévesque sur les filles-mères tient à la fois de l'histoire de la médecine, de celle des femmes et de l'histoire politico-religieuse. On peut en dire autant d'une note de De La Broquerie Fortier sur l'histoire de la protection de l'enfance depuis le XVIII^e siècle qui, en théorie, porte autant sur l'histoire de la famille que sur le rôle de l'État dans la société.²²⁷

Au cours de la dernière décennie, les historiens de la médecine, bien que peu nombreux, ont quand même tenté de multiplier les initiatives. Depuis la publication en 1970 d'une synthèse générale par S. Leblond, on a voulu aller plus loin en jetant les bases de synthèses particulières, telles celles sur le *nursing*, sur la pédiatrie et la psychiatrie.²²⁸ Afin de contribuer à orienter ces recherches dans le sens du social, F. Harvey et R. Samuel firent paraître en 1974 une étude intitulée : *Matériel pour une sociologie des maladies mentales au Québec*.²²⁹ Il n'en reste pas moins que les travaux concernant l'évolution de la profession médicale sont ceux qui ont le plus reçu d'attention de la part des chercheurs en ce domaine : les textes de B. Tunis, de J. Bernier et de G. Dussault sont les plus substantiels à cet égard.²³⁰

226. M. TÉTRAULT, « Les maladies de la misère : aspects de la santé publique à Montréal, 1890-1914 », *R.H.A.F.*, XXXVI, 1983 : 483-506. Dans ce contexte de problèmes relevant de perspectives interdisciplinaires, voir aussi : G. FORTIN, « La pharmacopée traditionnelle des Iroquois : une étude ethno-historique », *Anthropologie et sociétés*, 1978 : 117-138. C. PIERRE-DESCHÈNES, « Santé publique et organisation de la profession médicale au Québec, 1870-1918 », *R.H.A.F.*, XXXV, 1981 : 355-376.

227. Dans *Vie médicale au Canada français*, 1975 : 732-739.

228. S. LEBLOND, *Histoire de la médecine au Canada français. Trois siècles de médecine québécoise*, Québec, S.H.Q., 1970, 181p. (S. Leblond est l'auteur d'un grand nombre d'articles publiés dans diverses revues.) F. SAVARD et J.-M. GAGNON, *Histoire du Nursing*, Montréal, 1970, 142p. C. BEAUDET, *Évolution de la psychiatrie anglophone au Québec, 1880-1963 : Le cas de l'Hôpital de Verdun*, Québec, Institut supérieur des sciences de l'homme, Université Laval, 1976, 126p. D.L.B. FORTIER, « Histoire de la pédiatrie au Québec. The Montreal General Hospital. The Children's Memorial Hospital », *Vie médicale au Canada français*, 1972 : 608-615, 705-716 et 795-810. A. PARADIS (éd.), *Essai pour une histoire de la psychiatrie au Canada, 1800-1885*, Trois-Rivières, PUQ, 1977, 345p.

229. Québec, Institut supérieur des sciences humaines, Université Laval, 1974, 145p.

230. B. TUNIS, « Medical education and medical licensing in Lower Canada : demographic factors, conflicts and social change », *H.S./S.H.*, XIV, 1981 : 67-91. J. BERNIER, « Vers un nouvel ordre médical. Les origines de la corporation des médecins et des chirurgiens du Québec », *R.S.*, XXII, 1981 : 307-330 ; « La standardisation des études médicales et la consolidation de la profession dans la deuxième moitié du XIX^e siècle », *R.H.A.F.*, XXXVII, 1983 : 51-66 ; « Les praticiens de la santé au Québec, 1871-1921 », *R.S.*, XX, 1979 : 41-51 ; « François Blanchet et le mouvement réformiste en médecine au début du XIX^e siècle », *R.H.A.F.*, XXXIV, 1980 : 223-244. G. DUSSAULT, « Les médecins au Québec, 1940-1970 », *R.S.* XVI, 1975 : 69-84. T. GELFAND, « Who practiced medicine in New France? A collective portrait », dans : C.G. ROLAND (éd.), *Health, Disease and Medicine Essays in Canadian History*, Toronto, Clark Irwin, 1984 : 16-35.

6. *L'histoire des femmes*

L'évolution de l'historiographie vers le socio-culturel est encore plus évidente lorsqu'on aborde la littérature sur l'histoire des femmes, qui a commencé à prendre une certaine ampleur vers 1970 et n'a cessé de croître depuis ce temps. Interdisciplinaire comme toute histoire articulée sur le collectif, l'histoire des femmes est loin d'avoir acquis le degré de développement auquel elle est promise. Mais, d'ores et déjà, on peut aisément concevoir toutes les possibilités d'analyse d'une historiographie qui a réussi à se dégager en grande partie des images simplifiées véhiculées par l'historiographie traditionnelle à propos de quelques femmes illustres, membres de communautés religieuses pour la plupart, et de la femme moyenne, dévote, dévouée mais fière et active au sein d'une famille où elle vivait plus ou moins confinée.

À travers l'historiographie nouvelle s'est répandue d'abord une nouvelle représentation de la condition féminine. Ici, la femme, dans un monde dominé par les hommes, apparaît davantage sous les couleurs d'un être dominé, infériorisé et exploité à l'intérieur même du milieu familial où, souvent, elle passe le plus gros de son temps. Cette situation d'infériorité, elle ne l'abandonne pas lorsqu'elle est dans un milieu de travail, qu'elle soit domestique, ouvrière, secrétaire, institutrice ou infirmière. À ce niveau, elle est également soumise aux hommes et rémunérée en conséquence. Résultat sans doute des progrès réalisés récemment dans la promotion de la femme, cette image a été corrigée et nuancée de façon à attribuer à la femme une physionomie moins passive et moins négative, que ce fût au foyer, au travail ou dans la société. Il a fallu non seulement tenir compte du rôle des femmes dans les communautés religieuses, dans les professions libérales, dans les carrières scientifiques et littéraires mais prendre en considération le fait établi de leur participation dans les organisations syndicales et dans les associations de toutes sortes. Il fut aussi nécessaire de faire état des distinctions de classes aussi bien que des rapports entre les groupes ethniques et religieux. Certains auteurs ont même commencé à assumer l'existence d'une culture proprement féminine qui franchirait les frontières tracées par les classes et les appartenances ethniques et religieuses.

Dans son état actuel, l'historiographie des femmes reflète sans doute la transformation du statut des femmes dans la société mais elle le fait d'une façon très inégale. Au départ, un certain travail de synthèse avait été amorcé par Micheline Dumont-Johnson²³¹ et, depuis ce temps, il a été poursuivi par Susan Trofimenkoff qui, dans son histoire intellectuelle du Québec, a tenté de donner à la marche des événements depuis les origines jusqu'à nos jours une coloration

231. M. DUMONT-JOHNSON, « Peut-on faire l'histoire de la femme ? », *R.H.A.F.*, XXIX, 1975 : 421-428 ; (collectif Clio), *L'histoire des femmes au Québec depuis quatre siècles*, Montréal, Quinze, 1982, 321p.

féministe.²³² On ne se surprendra pas de constater que les études traitant du rôle de la mère et de la femme dans la famille sont non seulement rares mais qu'elles sont de moins en moins nombreuses. C'est le cas de certains travaux publiés vers 1970 portant sur l'image de la mère et de la femme véhiculée par les romans.²³³ On s'étonnera par contre d'observer que nombre de questions actuelles ne reviennent pas plus souvent sous la plume des auteurs : un seul texte de M. Dumont-Johnson sur les garderies au XIX^e siècle, un article de Ann Denis sur l'évolution des rapports entre la question ethnique et les occupations et une étude de D. Lamoureux sur la lutte pour le droit à l'avortement.²³⁴ Le texte de N. Fahmy-Eid et N. Laurin-Frenette est également assez isolé en posant la question féminine dans une perspective marxiste incluant dans sa discussion les relations entre la famille et le pouvoir.²³⁵

Les deux thèmes les mieux représentés dans l'ensemble de cette production sont les communautés religieuses de femmes et la femme au travail. Dans la première catégorie, les œuvres les plus connues appartiennent à M. Jean et à M. Danylewycz.²³⁶ Dans la seconde, les textes concernent les différents types de

232. *The Dream of Nation...*, op. cit. [note 193]. Cette version féministe du passé est loin d'être toujours cohérente puisque, paraphasant A.R.M. Lower qui avait déclaré que la conquête était « une sorte d'esclavage », l'auteur prétend pour sa part que le changement de régime n'a pas tellement dérangé les choses mais qu'il fut néanmoins une sorte de « viol » (pp. 16-31).

233. D. LEMIEUX et L. MERCIER, *La recherche sur les femmes au Québec. Bilan et bibliographie*, Québec, I.Q.R.C., 1982, 336p. Y. COHEN, *Les thèses québécoises sur l'histoire des femmes*, Québec, I.Q.R.C., 1983, 121p. Sœur MARIE-ELEUTHÈRE, *La mère dans le roman canadien-français, 1930-1960*, Québec, PUL, 1967, 274p. B. BRADBURY, « The fragmented family: family strategies in the face of death, illness, and poverty, Montreal, 1865-1885 », dans : J. PARR (éd.), *Childhood and Family in Canadian History*, Toronto, McClelland and Stewart, 1982 : 109-128.

234. M. DUMONT-JOHNSON, « Des garderies au XIX^e siècle : les salles d'asile des Sœurs Grises à Montréal », *R.H.A.F.*, XXXIV, 1980 : 27-56. A. DENIS, « Femmes : ethnique et occupation au Québec et en Ontario, 1931-1971 », *Études ethniques au Canada*, 1981 : 75-90. J. BOUCHER, « L'histoire de la condition juridique et sociale de la femme au Canada français », dans : J. BOUCHER et A. MOREL (éds), *Le droit dans la vie familiale*, Montréal, PUM, 1970 : 155-167. D. LAMOUREUX, « La lutte pour le droit à l'avortement, 1969-1981 », *R.H.A.F.*, XXXVII, 1983 : 81-90.

235. N. FAHMY-EID et N. LAURIN-FRENETTE, « Théories de la famille et rapports famille/pouvoirs dans le secteur éducatif au Québec et en France (1850-1960) », *R.H.A.F.*, XXXIV, 1980 : 197-223. N. FAHMY-EID, « La presse féminine au Québec, 1890-1920 : une pratique culturelle et politique ambivalente », dans : Y. COHEN (éd.), *Femmes et politique*, Montréal, Jour, 1981 : 101-115.

236. M. JEAN, *Évolution des communautés religieuses de femmes au Canada de 1639 à nos jours*, Montréal, Fides, 1977, 324p. T. LAMBERT, *Marguerite Bourgeoys, éducatrice, 1620-1700 : mère d'un pays et d'une Église*, Montréal, Bellarmin, 1978, 141p. A. LAVALLÉE, *Les religieuses hospitalières de Saint-Joseph et l'École de médecine et de chirurgie dans la querelle universitaire, 1843-1891*, Montréal, H.M.H., 1973, pp. 269-299. M.-A. LESSARD et J.-P. MONTMINY, « Les religieuses du Canada : âge, recrutement et persévérance », *R.S.*, VIII, 1967 : 15-47. M. D'ALLAIRE, « Conditions matérielles requises pour devenir religieuse au XVIII^e siècle », dans : *L'Hôtel-Dieu de Montréal*, Montréal, H.M.H., 1979 : 183-208 ; « Origine sociale des religieuses de l'Hôpital Général de Québec, 1692-1764 », *R.H.A.F.*, XXIII, 1970 : 559-581. M. DANYLEWYCZ, « Changing relationships : nuns and feminists in Montreal, 1890-1925 », *H.S./S.H.*, XIV, 1981 : 413-434.

travailleurs féminins. Il s'agit essentiellement d'articles de revues publiés par S. Cross, M. Lavigne et J. Stoddart, C. Lacelle et J. Rouillard.²³⁷

Pour terminer, peut-être faut-il mentionner un domaine de recherche qui se situe également dans le cadre de l'évolution de l'historiographie vers le socio-culturel : le courant qui se définit lui-même sous le signe de l'ethno-histoire. Deux tendances s'y dessinent : l'une qui s'intéresse aux Amérindiens et l'autre, à la culture matérielle, que ce soit celle des milieux populaires ou même parfois celle des classes dirigeantes. Deux noms paraissent davantage associés à ces orientations : celui de Normand Clermont et celui de R.-L. Séguin.²³⁸

*

* *

À travers nos analyses d'œuvres et l'énumération de livres, articles et thèses, il est facile de voir comment, depuis vingt-cinq ans, l'historiographie québécoise s'est transformée radicalement dans son personnel, dans ses perspectives, dans son contenu et dans ses méthodes. Non seulement s'est-elle professionnalisée et laïcisée, mais elle s'est ouverte sur les autres sciences sociales, au moment même où celles-ci commençaient à occuper une place croissante dans le champ historiographique. Les spécialistes des autres disciplines sociales constituent maintenant plus d'un tiers des auteurs de travaux d'histoire ; dans certains domaines de la recherche, ils sont même devenus majoritaires.

237. J. ROUILLARD, *Marie Blanchet. Travailleuse du coton à Valleyfield en 1908*, Ottawa, Musée de l'Homme, *Canada en images*, II, XX, 1975. C. LACELLE, « Les domestiques dans les villes canadiennes au XIX^e siècle : effectifs et conditions de vie », *H.S./S.H.*, XV, 1982 : 181-207. M. LAVIGNE et J. STODDART, « Les travailleuses montréalaises entre les deux guerres », *Labour/Le Travailleur*, 1977 : 170-184 ; « Ouvrières et travailleuses montréalaises, 1900-1940 », dans : M. LAVIGNE et Y. PINARD (éds), *Les femmes dans la société québécoise*, Montréal, Boréal Express, 1977 : 125-143. A.L. PRENTICE, « The feminization of teaching in B.N.A. and Canada, 1845-1875 », *H.S./S.H.*, VIII, 1975 : 5-20. F. BARRY-GOSSELIN, *Le travail de la femme au Québec. L'évolution de 1940 à 1970*, Montréal, PUQ, 1977, 80p. G. CUTHBERT BRANDT, « Weaving it together : life cycle and the industrial experience of female cotton workers in Quebec, 1910-1950 », *Labour/Le Travailleur*, 1981 : 113-126. S. CROSS, « The neglected majority : the changing role of women in the 19th Century Montreal », *H.S./S.H.*, VI, 1973 : 202-223.

238. Pour une étude plus générale de cette question, voir : M.-A. TREMBLAY, « Les études amérindiennes au Québec, 1960-1981 : état des travaux et principales tendances », *Culture*, 1982 : 82-105. N. CLERMONT, « Le goujou de Champlain et les croyances algonquines », *R.H.A.F.*, XXXV, 1981 : 377-382 ; *La culture matérielle des Indiens de Weymontachie, images d'hier dans une société en mutation*, Montréal, Recherches amérindiennes au Québec, 1982, 158p. R. DOMINIQUE, « L'ethno-histoire de la moyenne Côte-Nord », *R.S.*, XVII, 1976 : 189-220. G. LEMIEUX, *La vie paysanne, 1860-1900*, Sudbury, Prise de parole, 1982, 239p. R.-L. SÉGUIN, *La civilisation traditionnelle de l'habitant aux XVII^e et XVIII^e siècles*, Montréal, Fides, 1968, 700p. ; aussi, *R.H.A.F.*, XIV, 1960 : 378-383 ; XVI, 1962 : 348-352 ; XVII, 1964 : 531-536.

Certes, il subsiste encore des différences entre ces deux groupes de travailleurs, mais elles sont loin d'être aussi significatives qu'on pourrait le croire. Les uns et les autres entretiennent des rapports semblables avec le présent, ont par conséquent une compétence égale sur le plan idéologique, alors que leurs méthodes tendent de plus en plus à se rapprocher.

Les changements dans le personnel historien aident à comprendre pourquoi cette historiographie qui, en 1960, était encore en grande partie traditionnelle, s'est transformée dans son contenu. Non seulement a-t-elle ouvert de nouveaux chantiers de recherche en de nouveaux domaines mais, comme l'historiographie de la plupart des pays, elle s'est orientée vers l'histoire sociale. Même les domaines privilégiés de l'historiographie traditionnelle ont pris cette tangente. À plus forte raison en fut-il ainsi des nouveaux secteurs de la recherche, telles la démographie historique, l'histoire urbaine, l'histoire des sciences et de la médecine, l'histoire des femmes et l'ethno-histoire. Dans un premier temps, cette histoire sociale prit une coloration socio-économique mais, depuis une décennie, elle a eu tendance à glisser vers le socio-culturel, comme cela s'était produit ailleurs.

Échelonnée sur une période tellement courte lorsqu'on la compare aux mouvements similaires arrivés dans les autres pays du monde occidental, la mutation paraît si décisive que, peut-être, il aurait fallu parler de révolution historiographique au lieu de modernisation. Mais, en procédant à cette analyse, nous avons pris conscience du fait que la production d'œuvres substantielles, surtout de livres qui marquent profondément le cours des choses, n'était pas suffisante pour insuffler la profondeur voulue aux changements en cours. Il va sans dire que cette jeunesse de l'historiographie n'est aucunement synonyme de légèreté. Car les débats incessants qui ont marqué cette transformation ont été propices à la réflexion historiographique, voire épistémologique. Depuis une quinzaine d'années surtout, ces œuvres dans lesquelles les historiens s'interrogent sur la nature de leur métier et de leur démarche se sont multipliées à mesure que s'opérait la transformation de la discipline.²³⁹ Pour tous les secteurs de la recherche que nous avons énumérés, il existe des bilans historiographiques qui ne se contentent pas d'analyser les orientations et de poser des diagnostics mais qui scrutent les méthodes aussi bien que la pertinence des œuvres par rapport au présent.²⁴⁰ Les mêmes types d'interrogations ont été faites périodiquement

239. F. OUELLET, « Les classes dominantes... », *op. cit.* [note 50].

240. À part les textes déjà mentionnés, voir : J. BLAIN, « Économie et société en Nouvelle-France... », *R.H.A.F.*, XXVI, 1972 : 3-32; XXVIII, 1974 : 163-186; XXX, 1976 : 323-362. L. DECHÈNE, « Coup d'œil sur l'historiographie de la Nouvelle-France », *Études canadiennes*, 1977 : 45-59. H. ESPESSET, J.-P. HARDY et T. RUDDÉLL, « Le monde du travail au Québec aux XVIII^e et XIX^e siècles : historiographie et état de la question », *R.H.A.F.*, XXV, 1972 : 499-511. S. GAGNON, *Le Québec et ses historiens de 1840 à 1920. La Nouvelle-France de Garneau à Groulx*, Québec, PUL, 1978, 474p. F. HARVEY et G. HOULE, *Les classes sociales au Canada et au Québec*, Québec, Institut

et à partir de perspectives différentes à propos de l'évolution de la discipline dans son ensemble et dans le contexte des autres historiographies nationales.²⁴¹ Cet effort de réflexion, signe évident d'une volonté d'approfondissement et de mise en rapport avec les autres sciences de l'homme, ne pouvait qu'aboutir à des perspectives épistémologiques.²⁴² Ainsi, la modernisation dont nous parlons n'est que l'expression d'une mutation qui est sur le point de prendre l'allure d'une révolution qui touche aussi bien l'histoire que les autres sciences sociales.

Fernand OUELLET

*Département d'histoire,
Université d'Ottawa.*

supérieur des sciences humaines, Université Laval, 1979, 288p. F. HARVEY et P.-A. LINTEAU, « L'évolution de l'historiographie... », *op. cit.* [note 3]. J.-P. COUPAL, « Les dix dernières années de la *Revue d'histoire de l'Amérique française* », *R.H.A.F.*, XXXVI, 1983 : 553-561. F. OUELLET, « L'histoire sociale du Bas-Canada : bilan et perspectives de recherche », *R.A.S.H.C.*, 1970 : 1-18. G. PAQUET et J.-P. WALLOT, « Pour une méso-histoire du XIX^e siècle canadien », *R.H.A.F.*, XXXIII, 1979 : 387-425. M. TRUDEL, « L'homme de ma génération, homme d'Ancien Régime », *Revue de l'Université d'Ottawa*, 1977 : 251-269. N. VOISINE, « La production des vingt dernières années en histoire de l'Église du Québec », *R.S.*, XV, 1974 : 97-112. J.-P. BERNARD, « L'évolution de l'historiographie depuis les événements, 1837-1982 », dans : J.-P. BERNARD (éd.), *Les Rébellions de 1837-1838...*, *op. cit.* [note 128] : 17-61.

241. A. DUBUC, « L'influence de l'École des Annales au Québec », *R.H.A.F.*, XXXIII, 1979 : 357-386. S. GAGNON, « Historiographie canadienne ou les fondements de la conscience nationale », dans : A. BEAULIEU et J. HAMELIN, *Guide d'histoire du Canada*, Québec, PUL, 1969 : 3-59. P.-A. LINTEAU, « La nouvelle histoire du Québec vue de l'intérieur », *Liberté*, 1983 : 34-47. F. OUELLET, « Historiographie canadienne et nationalisme », *M.S.R.C.*, 1975 : 25-39. G. PAQUET et J.-P. WALLOT, « Canada, 1760-1850 : anamorphoses et prospectives », dans : R. COMEAU (éd.), *Économie québécoise*, *op. cit.* [note 12] : 255-300. P. SAVARD, « Un quart de siècle d'historiographie québécoise, 1947-1972 », *R.S.*, XV, 1974 : 77-96.

242. S. GAGNON, « La nature et le rôle de l'historiographie », *R.H.A.F.*, XXVI, 1973 : 479-531. N. GAGNON et J. HAMELIN, *L'homme historien*, Saint-Hyacinthe, Edisem, 1979, 127p. G. MASSICOTTE, « L'historiographie française de la question ouvrière : réflexion de méthode. La théorie de la connaissance dans quelques ouvrages récents », *H.S./S.H.*, XI, 1978 : 183-214. F. OUELLET, « Histoire et sociologie : le point de vue de l'historien », *R.A.S.H.C.*, 1966 : 166-177 ; « L'accroissement naturel de la population catholique... », *op. cit.* [note 194] ; « La philosophie de l'histoire... », *op. cit.* [note 2]. G. BOUCHARD, « La science historique... », *op. cit.* [note 77].